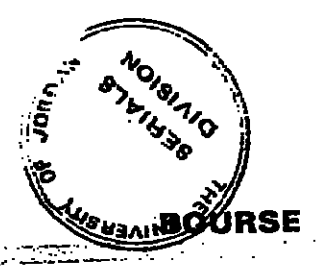


هناك امس الاصل

Le Monde



15, rue Falguère, 75001 Paris Cedex 15

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - N° 14478 - 6 F

MERCREDI 14 AOÛT 1991

Le sort des otages et la médiation du secrétaire général de l'ONU

Une délégation israélienne va rencontrer M. Perez de Cuellar à Genève

Sept disparus

EXIGENCES du Djihad islamique, pressions américaines, britanniques, françaises... Voilà Israël en première ligne depuis quelques jours dans l'affaire des otages détenus au Proche-Orient et qui paraît s'acheminer - sauf coup de théâtre - vers un règlement global. Le succès de toute l'opération, à en croire la lettre des preneurs d'otages qui a été transmise à M. Pérez de Cuellar, dépendrait pour l'essentiel, en effet, de la libération des quatre cents prisonniers islamistes détenus par l'Etat hébreu, à commencer par le cheikh Obeid, enlevé au Liban en 1989 par un commando israélien.

Cette exigence n'a guère dû surprendre les dirigeants de Jérusalem. Même si elle s'ajoute à une autre condition mentionnée dans la lettre du Djihad rendue publique lundi : l'élargissement de la quinzaine de terroristes proche-orientaux détenus dans des prisons françaises, suisses, grecques, autrichiennes, suédoises et britanniques après avoir été condamnés en bonne et due forme pour différents attentats et assassinats.

RIEN ne prouve à ce stade que tous les responsables ouest-européens soient d'ores et déjà décidés à obtempérer aux exigences des preneurs d'otages - et au détriment de l'Etat de droit - tant que tous les otages occidentaux n'auront pas été libérés.

A y regarder de plus près, et quel qu'en soit le résultat, la position israélienne n'est pas très éloignée de celle des capitales occidentales. Jérusalem n'a jamais lâché, en effet, sur les libérations des lors qu'elles lui permettaient de récupérer des prisonniers israéliens. Des milliers de Palestiniens, de Syriens et de Libanais ont ainsi retrouvé la liberté depuis 1974.

Il n'est donc pas étonnant que les dirigeants israéliens réclament aujourd'hui, avant de procéder à de nouvelles libérations massives, des informations précises sur les sept militaires israéliens disparus au Liban depuis 1982 et dont on est sans nouvelles. On ne se fait guère d'illusions à Jérusalem sur le sort qui a été le leur, à une ou deux exceptions. Mais on veut enfin avoir des certitudes et pouvoir enterrer les dépouilles des morts en terre juive.

C'est ce que M. Uri Lubrani, le coordinateur des activités israéliennes au sud du Liban, chargé du dossier des disparus depuis de nombreuses années, a rappelé dimanche à Genève à M. Pérez de Cuellar. Le secrétaire général des Nations unies a promis sa médiation pour obtenir des informations. En attendant la fin du grand marchandage, on parle d'un geste que pourraient effectuer les autorités israéliennes : autoriser enfin des représentants de la Croix-Rouge à rendre visite dans sa prison au cheikh Obeid, l'un des chefs de la lutte contre Israël au Liban.

Alors que le Djihad islamique se dit prêt à relâcher ses otages, en échange d'une libération de prisonniers arabes en Israël et en Europe, le ministre israélien de la défense, M. Arens, a déclaré, lundi 12 août, que Jérusalem « fera tout son possible pour aider M. Pérez de Cuellar dans son action pour libérer les prisonniers et les otages ». Celui-ci doit rencontrer mercredi à Genève une délégation israélienne qui lui donnera la réponse de l'Etat hébreu, qui veut obtenir des informations sur sept de ses soldats disparus au Liban.



Lire page 3 l'article d'HENRI BAINVOL

BankAmerica achète Security Pacific Nouvelle fusion bancaire aux Etats-Unis

Pour la troisième fois en un mois, deux grandes banques américaines ont annoncé, lundi 12 août, leur rapprochement. BankAmerica renforce sa position de numéro deux aux Etats-Unis en acquérant Security Pacific, cinquième banque américaine, pour 4,3 milliards de dollars (26 milliards de francs). Ces mariages sont une réponse à l'affaiblissement des banques américaines dans le contexte mondial, et s'inscrivent dans la perspective de la réforme bancaire que prépare l'administration Bush.

Le mouvement de restructuration se poursuit dans le secteur financier américain. Face aux difficultés qu'elles rencontrent, liées au ralentissement conjoncturel, à l'exacerbation de la concurrence, à la crise des pays surendettés et à celle du secteur de l'immobilier, les banques cherchent une solution dans des rapprochements entre établissements.

Ainsi, après la fusion de Chemical Bank et Manufacturers Hanover (le Monde du 17 juillet) et celle de Citicorp et C&S/Sovran (le Monde du 24 juillet), deux grandes banques californiennes, BankAmerica et Security Pacific, ont annoncé, lundi 12 août, leur mariage.

En fait, BankAmerica achète Security Pacific à l'occasion d'un

échange de titres. Des trois opérations, il s'agit de la plus importante. Avec des actifs de 193 milliards de dollars (1160 milliards de francs), le nouveau groupe issu de cette fusion et qui conservera le nom de Bank America, talonnera la Citicorp, qui reste pour l'instant la première banque américaine.

La réorganisation en cours du secteur s'inscrit dans la perspective de la réforme bancaire que prépare l'administration Bush. Cette réforme devrait permettre aux banques, qui ne pouvaient jusqu'à présent travailler que dans leur Etat d'origine, de se développer dans d'autres Etats et de diversifier leurs activités.

Lire nos informations et le billet de CLAIRE BLANDIN page 12

Quatre pays en quête de touristes

Malgré la fin de la guerre du Golfe, l'activité touristique n'a pas vraiment redémarré. En France comme dans la plupart des pays européens, les premières indications révèlent une baisse sensible de la fréquentation des lieux de séjour. Les agences de voyage, comme les compagnies aériennes, traversent une période difficile.

Mais les principales victimes de ce marasme sont les pays du pourtour méditerranéen qui avaient fondé une partie de leur développement sur le tourisme. La situation est particulièrement catastrophique dans quatre d'entre eux.

En Turquie, on craint une nouvelle baisse, en 1991, des recettes touristiques de l'ordre de 20 % à 25 % - après une année 1990 déjà mauvaise. En Tunisie, la chute devrait être d'environ 40 %. Malgré un léger redressement ces dernières semaines, la situation n'est guère plus favorable en Grèce et en Egypte.

Lire les articles de nos correspondants page 13

Le rêve de la Grande Serbie

M. Milosevic pense avoir la chance historique de rassembler tous les Serbes dans un même Etat

BELGRADE

de notre envoyé spécial

Le patriarche Pavle, chef spirituel de l'Eglise orthodoxe, a célébré, le 10 août, de gigantesques funérailles à Glamoc, en Bosnie-Herzégovine. Au cours de la cérémonie, les ossements de plus de six cents martyrs serbes, tués en août 1941 par les « fascistes croates », ont été enterrés. Pendant cinquante ans, ces ossements étaient restés au fond du gouffre dans lequel les cadavres avaient été précipités. Mais, aujourd'hui, tout remonte à la surface : les Serbes ne veulent rien oublier de ce qu'ils appel-

lent le « génocide » perpétré entre 1941 et 1945 par le gouvernement croate, allié aux Allemands et aux Italiens.

« Les Croates nous reprochent de vivre dans le passé, d'en être fiers. C'est sûr qu'eux, ils n'ont pas à en être fiers ». Cette phrase d'un intellectuel serbe revient comme un leitmotiv à Belgrade. Et elle est toujours suivie d'un chiffre : 700 000, le nombre de victimes des Oustachis au pouvoir en Croatie pendant la deuxième guerre mondiale. Les références à cette époque sont permanentes. « L'inconsistance des intellectuels les plus en vue est stupéfiante ; ils retournent au

mythe, à l'archétype, à l'idéalisation », ose affirmer l'un des leurs, l'universitaire Dragoljub Kavran, dimanche, dans le journal Borba Nedeljna.

Pour les Serbes, aujourd'hui, l'Histoire se répète : les six cent mille Serbes qui vivent en Croatie sont des victimes en puissance. Rien d'étonnant à ce qu'un extrémiste affirme que « le scénario actuel est le même que celui de 1941 ». Mais ce genre de propos n'effraie pas non plus les cercles du pouvoir.

MARIE-PIERRE SUBTIL

Lire la suite et nos informations page 5

Les réfugiés albanais d'Italie

Rome accorde une aide d'urgence à Tirana

page 5

L'assassinat de Chapour Bakhtiar

Deux suspects auraient été aperçus à Valence

page 4

Jeannie Longo hors course

La championne cycliste française a été écartée de la sélection nationale

Lire page 16 l'article d'ALAIN GIRAUDO

SCIENCE & MÉDECINE

- Les cinquante bougies de la pénicilline
- Ainsi soit Eve : l'énigme originelle

pages 7 et 8

Le sommaire complet se trouve page 18

Adieu Pan Am

Vaincu par des erreurs stratégiques, une mauvaise gestion... et le terrorisme, le rêve aéronautique américain est devenu cauchemar

par Alain Faujas

Ce sera un crève-cœur pour les grands voyageurs d'apprendre que les vols de Pan American World Airways - plus simplement le Pan Am - n'apparaîtront plus que sur les panneaux et les écrans des quelques aéroports latino-américains. Ainsi en a décidé, lundi 12 août, le juge des faillites. La fin de Pan Am, c'est un peu comme si Coca-Cola, autre symbole de la réussite américaine, disparaissait. Trop de milliardaires d'outre-Atlantique, de stars de Hollywood se sont laissés photographier sur fond de fuselage d'un Boeing Stratocruiser frappé de la « balte bleue », le logo de Pan Am, pour que l'on n'associe pas encore longtemps le nom de la mère de toutes les compagnies aériennes internationales aux fastes d'un voyage aérien de rêve.

Les débuts de Pan Am font partie de la légende de l'aéronau-

tique civile. Sorti de l'université de Yale, le jeune Juan Trippe crée, à vingt-huit ans, Pan American Airways. L'homme est habile, comédien, mégalomane, charismatique et... sans scrupules. Son but dans l'existence est de conquérir « l'océan céleste qui entoure la planète ». Il s'associe à l'un des princes du métier, Charles Lindbergh, qui lui défriera des lignes aériennes dans quatorze pays et qui l'aide à faire de Pan

Am le porte-drapeau américain par excellence.

Le système « Trippe » est fait d'influence et de combines auprès du gouvernement américain, où siège, en 1932, son propre beau-père. Il assure ses finances en obtenant le marché rémunérateur de l'acheminement du courrier, notamment vers l'Amérique latine.

Lire la suite et nos informations page 12

Voyage avec Colomb

14. - La Croix du Sud

En 1986, pour saluer la fin de la dictature des Duvalier, Haiti a jeté la statue de Colomb à la mer. L'Amiral s'écroule, tandis qu'on interroge un prêtre, président et révolutionnaire...

Lire page 2 le quatorzième épisode du feuilleton d'EDWY PLENEL

Le Monde EDITIONS

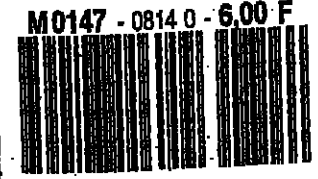
L'ISLAM DANS LE MONDE

Dossier présenté et établi par Paul Balta

L'islam fascine et inquiète. Ce nouveau dossier apporte des éléments de réponse sur l'intégrisme et le fondamentalisme, les enjeux en France, en Chine, en URSS, dans le Golfe ou au Maghreb, les contradictions et les acquis de l'islam dans l'ensemble du monde.

Indispensable pour comprendre le présent.

EN VENTE EN LIBRAIRIE



A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,80 DA ; Maroc, 8 DH ; Tunisie, 760 m ; Allemagne, 2,80 DM ; Autriche, 25 S 94 ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Antilles-Fr, 8 F ; Côte d'Ivoire, 485 F CFA ; Danemark, 14 KRO ; Espagne, 190 PTA ; G.-B., 85 p. ; Grèce, 220 DR ; Irlande, 1,20 £ ; Italie, 2 200 L ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 14 KRON ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 15 KRE ; Suisse, 1,90 FR ; USA (autres), 2,50 \$.

Voyage avec Colomb

PORT-AU-PRINCE. — Faut de Duvalier, Colomb a payé. Le 7 février 1986, pendant que Jean-Claude, fils de « Papa Doc » et son successeur à sa mort en 1971, s'enfuyait à bord d'un avion de l'US Air Force, les émeutiers de Port-au-Prince ont fait un sort à l'Amiral. Sans cérémonie, ils l'ont jeté à la mer. Selon certains témoins, le geste s'accompagna d'une apostrophe moqueuse : « Puisqu'il est si grand navigateur, il n'a qu'à retourner à la nage ! ». Repêchée, la statue, cadeau de l'Italie, n'a pas retrouvé sa place près du monument au Nègre maron et est aujourd'hui exilée dans un hangar, à l'abri de la vindicte populaire. Avec sa manie de s'imposer au cœur de l'histoire, passée et présente, notre personnage a ainsi fait les frais du premier déchaînement de la révolution haïtienne. Littéralement, ce mot créole signifie « déracinement ». Il est aujourd'hui devenu une revendication omniprésente : arracher les mauvaises herbes, biter les racines corrompues, s'arracher le chandent. Partout donc, on déchoue, on dé-duvaliérise, on dé-macoutise. Certains ministères sont fermés pour inventaire, des administrations révoquent les bureaucrates inutiles, des entreprises publiques licencient leurs employés, puis les réembauchent au cas par cas.

Cette révolution intrigue et désarme. Incalculable, inédite, elle résiste à l'étiquetage. Pacifique bien qu'elle ait eu son lot de martyrs, chrétienne, mais marquée d'une théologie de la libération peu appréciée à Rome, désespérément démunie de tout mais immensément riche de mots, d'un verbe ironique et imagé, nationaliste et cependant imprégnée d'universalisme, confrontée aux urgences les plus folles et néanmoins d'une infinie patience... Comment réussit-elle à garder son sang-froid alors qu'arpentant les rues défoncées de la capitale, au milieu d'une humanité affairée à négocier sa survie, de marchandes aux étals monotones et dépourvus, d'enfants récupérant l'eau des caniveaux, on se surprend à injurier l'espoir ? En Haïti, 27 % des enfants meurent avant l'âge de cinq ans, l'espérance de vie des hommes est de 51,2 ans, celle des femmes de 54,4 ans ; à plus de 77 %, la population est analphabète, et 80 % des gens « vivent » avec moins de 100 dollars par an. L'indigence, la malnutrition, les maladies sont l'ordinaire de la multitude.

Devant cette réalité, notre quête colombienne semble, soudain, inconvenante. Exclu de la scène haïtienne dès le premier acte, l'Amiral s'esquive, comme s'il avait lui-même senti l'incongruité de ce panache publicitaire qui, sur la route de l'aéroport, appelle à célébrer « la rencontre des deux mondes », oubliant curieusement le troisième, l'Afrique, dont, plus que tout autre dans la région, ce pays est l'enfant. Délaissant Colomb, on s'est donc efforcé de comprendre la recette de ce mystérieux cocktail révolutionnaire en demandant audience à son alchimiste, Jean-Bertrand Aristide, trente-huit ans, prêtre en congé d'Eglise, inventeur du mouvement Lavas, miraculeux rescapé de deux tentatives d'assassinat, président improbable et pourtant élu avec une confortable majorité de 67 % des suffrages, installé au Palais national depuis le 7 février.

PASSÉ le poste de garde, ses râteliers déparais ! d'armes et ses militaires déboussolés, le visiteur découvre cette vaste bâtisse blanche sans caractère qui fut l'antre de François Duvalier. Au fil des couloirs bordés de colonnades, rien, sinon la démesure des lieux, ne rappelle ce médecin quelque peu ethnologue qui voulut imposer « une réforme intégrale de la mentalité haïtienne » en concoctant une mixture de macoutes et de houngans, amère potion de cerbères miliciens et de prêtres yaudous où une idéologie « noïriste », non dénuée de racisme, servait d'alibi à la dictature. Depuis que le gouvernement a décidé de mettre un semblant d'ordre dans l'emploi du temps présidentiel, les journalistes ont leur jour de rendez-vous — et aujourd'hui n'est pas le bon. Il faut donc patienter jusqu'au soir, prendre le rythme d'un pays en chantier, attendre que s'épouse la cohorte des délégations avec leur lot de doléances. Aristide reçoit tout le monde, sans exception et sans hiérarchie, toujours « à l'écoute de la parole du peuple » au point d'intervenir le matin en direct sur les ondes dès qu'il juge nécessaire d'expliquer sa position ou de rectifier une erreur.

La salle d'attente ne désemplit pas tandis que le diligent lieutenant Céstin, l'ordonnance du président, promet à chacun que son tour viendra. Il y a là un couple endimanché venu de la campagne, des industriels canadiens marchands d'électricité convaincus que Colomb a découvert le Québec, quelques femmes d'allure citadine, un groupe d'ouvriers bavards. Ces derniers glissent au journaliste qu'ils sont venus réclamer un changement plus rapide, dénoncer « le complot mondial contre Haïti » mené par « l'alliance de l'internationalisme libéral et de l'internationalisme socialiste ». Au mur, une tapisserie fondamentale décline l'espérance en offrant au regard une carte du pays dont chaque province est brochée d'exigences en créole : *roui, dlo potab, électricité, irrigation, jistis, travay, alphabétisation, sécularité, mwayen kominikasyon*. Haïti ne demande pas la lune, simplement le minimum vital. Pour tuer le temps et fuir la chaleur, monte et collante, on se promène, arpentant une salle de réception garnie de fauteuils de style, jetant un œil sur le parc



Le Père Jean-Bertrand Aristide, l'alchimiste d'un mystérieux cocktail révolutionnaire...

... et Toussaint-Louverture, qui fut l'un des chefs de la révolte des Noirs en 1791. Il proclama l'indépendance d'Haïti en 1800, et devint président de la République.

14. La Croix du Sud

par Edwy Plenel

luxuriant, apercevant au garage une Rolls-Royce.

« Vous êtes encore là ! Alors, vous allez finir par gagner le ciel ! » A la nuit tombante, la porte présidentielle s'ouvre une dernière fois, pour l'ultime audience de la journée. Le bureau est petit, sobre, l'occupant élégant, veste croisée bleu ciel, pochette claire. « La Rolls ? En vente ? Je n'ai jamais commis le péché de monter là-dessus. » Le ton est donné, ferme et inspiré, où l'on retrouve la foi d'un Péguy assénant l'évidence des « vérités vraies », identifiant l'amour du Christ et la passion de la morale, proclamant son dédain de l'argent : « Je n'ai pas été programmé pour un salaire. Je vivais au jour le jour, de cadeaux de la famille, de dons d'amis. Je ne suis jamais rentré dans ce monde. La présidente qui m'a précédé s'était fait octroyer 10 000 dollars de salaire mensuel et 15 000 dollars de frais. Un vol organisé ! Le peuple dit que je devrais toucher 4 000 dollars. C'est déjà beaucoup, mais je répète après le peuple. » Chaque mois, depuis son entrée en fonctions, Aristide offre son salaire à la « base », un comité de quartier ou une association populaire. Exemple contagieux : en mars, vingt-cinq prêtres ont fait don de leurs salaires au gouvernement.

« Quand nous sommes arrivés, les caisses étaient vides. En réalité, avec les dettes, c'était en dessous de zéro. Un Etat hypothéqué. Chaque membre du gouvernement avait son propre circuit, sa contrebande, ses combines. L'Etat était pris en otage par une bande. » Sa parole ne se veut pas diplomatique : « Le peuple est le sujet de cette histoire. Si ma voix ne résonne pas comme la sienne, je commence à trahir. Je préfère échouer avec lui que réussir sans lui. Alors, je marche au milieu du peuple, avec ses revendications, et, si le gouvernement va trop lentement, je le dis. Je suis le chef de l'opposition. » Son projet ? Une révolution, tout bonnement. « Nous avons fait une révolution politique pour préparer une révolution sociale, une deuxième indépendance. Depuis 1804, ce pays est passé du même au pire. C'est la raison pour laquelle nous sommes ici. Cela signifie qu'il faut se mettre autour de la table. Tous autour. Et non pas une minorité sur la table, une majorité en dessous. »

La pédagogie aristidienne s'énonce dans une langue à la fois simple et lourde de sens, désarmante d'évangélisme et parsemée de néologismes. Rencontrant des patrons auprès desquels il défendait un salaire minimum à 25 gourdes — soit 5 maigres dollars au cours officiel —, il les a salués en ces termes : « Votre dollar vit en paix, que la paix du dollar soit avec vous. Votre dollar vit en paix, que la peur de la paix s'éloigne de vous lavalassément. » Auparavant, appelant les « bourgeois patriotes », il avait gentiment proposé une alliance « entre le dollar valencu et le vainqueur du dollar ». Explication de texte : « J'ai voulu leur dire que, maintenant, ils avaient devant eux un gouvernement honnête et transparent, que les macoutes n'étaient plus là pour leur soutirer des millions et qu'ils ne pouvaient sou-

haiter mieux pour leur dollar. Nous leur donnons la possibilité de s'enrichir. Ils y perdent et ils y gagnent. Ils perdent les facilités de la contrebande et de la corruption, ils gagnent une richesse qui n'est pas seulement matérielle. »

Un autre jour, devant des étudiants, il a raconté son dernier rêve. Il était à côté de Jésus, de Fidel Castro et de « Che ». Guevara dans ce qui aurait pu être le paradis. Un escalier s'offrait à eux, qu'on ne pouvait que descendre. Deux comme une moquette, le sol était fait d'innombrables chevreaux — les têtes de la masse. Puis les murs devinrent rouges de sang. « Je voulais exprimer ce qu'est la théologie de la libération : Dieu ne fait pas de différence entre l'humain et le divin. Le divin n'existe qu'à travers l'humain. Dieu s'anthropomorphise pour que l'homme se théorise. Le « Che » est un homme qui a aimé l'homme, s'est donné pour lui. Quelle différence avec Jésus ? Aucune. Je les admire ensemble, sans me demander qui est divin, qui ne l'est pas. Dieu, c'est l'histoire humaine. Je suis votre prolongement, vous êtes le mien. Ce que je rend grand, c'est d'être en communication avec l'autre. Et l'homme d'aujourd'hui va devoir apprendre du pauvre, du petit, de l'analphabète. »

L'IDÉE — sacrilège — nous vient de l'Amiral et le président aurait pu s'entendre, pareillement entre prière et action, foi et habileté, messianisme et réalisme, convaincus d'être investis d'une mission qui les dépasse. « Je suis là, au cœur de l'Eglise catholique, pour suivre la parole de Dieu. Jésus aussi s'est trouvé confronté à une société qu'il a dû combattre. Sa foi transcende les pratiques stériles de structures sclérosées. Deux mille ans après, je me retrouve dans la même situation. Mais je ne suis pas Jésus. Je ne veux pas m'inspirer d'un modèle... » Que l'on ne se méprenne pas : ce président insolite n'est pas une curiosité insulaire. Fêré de philosophie, de psychanalyse et d'archéologie, ayant vécu six ans à l'étranger, il parle couramment sept langues, dont l'araméen et l'hébreu, après durant un séjour de trois ans à Jérusalem. « Ce qui m'a profondément marqué, c'est le spectacle d'un peuple enraciné dans sa culture, accroché à son histoire au point d'imposer son Dieu à beaucoup d'autres. Ne sommes-nous pas pareils, avec nos racines de courage, de résistance, d'espérance ? Son ambition ignore les frontières : « Ma joie, c'est qu'Haïti brille comme une étoile d'espérance pour la Caraïbe et l'Amérique latine... »

Récemment, un groupe de Noirs et d'Indiens ont occupé l'ambassade haïtienne en Colombie pour réclamer une simple confiance de presse. Quand Port-au-Prince les a interrogés sur le choix de ce lieu, ils ont répondu : « Parce que nous savons qu'Haïti est un Etat de droit. » « Leur histoire s'est incarnée chez nous », ajoute, non sans triompher, Jean Casimir, qui raconte cette anecdote. Après avoir quitté le président, rencontré autour du Palais des dizaines de lycéens révisant leurs devoirs à la lueur des réverbères, croisé le tout proche pénitencier national où récemment une avocate fut agressée par des détenus « tontons!

macoutes », nous avons rejoint ce sociologue qui s'apprête à prendre le poste d'ambassadeur à Washington.

Déjà, dans sa nouvelle peau de diplomate, il se lance dans une échope philosophique : « La Caraïbe, c'est une seule nation, une nation de nations. Au lieu de perdre leur indépendance, comme le Mexique ou le Brésil, elles se sont constituées à travers la colonisation. Ces nations originales doivent s'inventer des Etats. C'est là que la fin de la guerre froide ouvre une période nouvelle. En Europe, les créateurs de l'Etat-nation sont en train de dissocier l'Etat de la nation. Au Nicaragua, pour avoir la paix, les sandinistes ont fait appel à la communauté internationale. Pour obtenir des élections démocratiques, nous avons fait de même. Le nouvel ordre politique mondial interrelie les modèles étatiques traditionnels. Ainsi l'expérience américaine ne s'exporte pas comme l'exemple européen. Elle n'est pas dans le mouvement. »

« Bourik Chajé » apprécie. C'est ici le surnom d'Alvin Adams, l'ambassadeur des Etats-Unis à Port-au-Prince. Il l'a lui-même suggéré en donnant son opinion, à son arrivée en 1989, à l'aide d'un proverbe créole : « Bourik chajé pas kumpé. » Ce qui signifie : un âne chargé — peut pas marcher en route. Autrement dit, ne vous donnez pas trop de tâches à la fois. Il va sans dire qu'Aristide n'était pas son candidat préféré. Aristide qui lui répondit par un autre proverbe : « An pil main chajé pa lou » — quand il y a beaucoup de mains, la charge n'est pas lourde. L'ambassadeur américain fait partie de la politique haïtienne. Il se déplace beaucoup, se promène sur l'actualité, donne des interviews, rencontre le secteur privé. Cette ingérence, à laquelle les Etats-Unis ont habitude l'Amérique du Sud et la Caraïbe, traduit une légère inquiétude devant cette révolution insaisissable à 1 000 kilomètres de leurs côtes. Comme à Cuba, l'avenir se joue dans une relation ambiguë avec l'impensable voisin du nord. Aux humiliations anciennes — vingt ans d'occupation américaine au début de ce siècle — se mêle la fascination économique que traduit l'importante émigration vers le « dixième département », comme l'on dit ici. Une séduction qui mine une francophonie déjà malade : nombre de jeunes parlent uniquement anglais et créole.

C'est pourtant un Français qui éclaire l'énigme haïtienne. En écoutant Gérard Barthelemy, on découvre un enjeu universel, au cœur de notre futur planétaire. Installé à Port-au-Prince depuis neuf ans, professeur d'anthropologie après une vie errante qui l'a mené en Asie, en Afrique et en Amérique latine, il vient de publier le *Pays en dehors*, un essai sur l'univers rural haïtien auquel les nouveaux dirigeants se réfèrent volontiers. « Le pays même Aristide, nous explique-t-il, c'est l'irruption d'une société paysanne traditionnelle qui vivait à l'écart de la dictature tout en payant le tribut. Ce pays, depuis deux siècles, est un scandale de la pensée : l'alternative du Sud, le coup du caïre, le système divergent ! La révolution haïtienne fut une antithèse des révolutions européennes, menée contre l'Occident au nom de l'égalité collective et non de la liberté individuelle, une guerre qui a détruit la plantation, tué le salariat. Le résultat, ce



fut une société fondée sur le relationnel, une société d'égalité et de gestion de la pénurie, un monde libertaire et féroce où l'individu est tenu, jamais laissé à lui-même. Cette culture, que l'on identifie au sous-développement, à une fatalité, est aussi un refus, une riposte. »

Confronté au travail de Sisyphe qui désespère les coopérants du tiers-monde, Barthelemy s'est aperçu que la seule issue était de « tout mettre au par-dessus tête ». « On a toujours tendance à considérer que le Sud, c'est l'absence du Nord. Or le Sud, c'est aussi le non-Nord. Le Nord a réussi l'opulence matérielle mais il n'a pas su bâtir des sociétés relationnelles, où l'individu est considéré comme un être social. Il a trouvé les secrets du dynamisme, mais le Sud, lui, a inventé l'humanité du stoïcisme. Mes étudiants ont calculé l'utilisation d'une journée chez les paysans : un tiers pour le travail, un tiers pour le social, un tiers pour les loisirs. Ils prennent le temps de maintenir en alerte leur réseau de survie. Cette culture du Sud disparaît sans doute, mais pas sans avoir contaminé le Nord. On l'a vu avec la musique, on le voit avec les mouvements charismatiques, on le verra avec la question de l'égalité. L'échec de l'égalitarisme communiste ne supprime pas la pulsion égalitaire... »

SOULÉ de mots et de paradoxes, on s'en est allé retrouver Colomb au Musée du panthéon national, crypte où « Papa Doc » s'était vu glorifier pour l'éternité, aujourd'hui transformée en conservatoire d'une Histoire embaumée. Comme pour nous rappeler que nous avions laissé l'Amiral, à Cap-Haïtien, à bord d'une Santa-Maria en perdition, l'ancre de celle-ci y est exposée, échoyant les mânes des héros de la première indépendance haïtienne. La seconde, celle d'Aristide, réussira-t-elle ? « Un arbre de très haut rang montait déjà des grandes Indes souterraines avec sa feuille magnétique et son chargement de fruits nouveaux. » Saint-John Perse clobé ainsi *Vents*, son poème de la découverte, juste après cet autre vers : « Quand la violence est renouvelée le lit des hommes sur terre... » Haïti, théâtre inaugural de la violence conquérante. Une violence qu'un homme d'Eglise, Bartholomé de Las Casas, sut dénoncer...

Prochain article :

La destruction des Indes

Retrouvez les épisodes de « Voyage avec Colomb » sur France-Culture, du lundi au samedi, à 18 h 15.

ÉTRANGER

La médiation de M. Perez de Cuellar, secrétaire général de l'ONU, dans l'affaire des otages du Liban

Le secrétaire général des Nations unies, M. Javier Perez de Cuellar, s'est montré assez optimiste, lundi 12 août, quant aux chances de succès de sa mission pour dénouer l'affaire des otages du Liban. Il s'est déclaré encouragé par la lettre que lui a adressée le Dfah islamique et par ses premiers entretiens avec les autorités israéliennes. « Nous avons une preuve très concrète que ceux qui ont pris des otages sont intéressés à un règlement », a-t-il ajouté. Je ne dirais pas qu'un règlement est proche, mais il est plus proche qu'auparavant. Si c'est nécessaire, je n'hésiterai pas à me rendre au Proche-Orient. »

Prié de commenter son entrevue, dimanche soir, avec M. Uri Lubrani,

coordonnateur des activités israéliennes au Liban-Sud, il a répondu : « J'ai expliqué aux Israéliens ce que j'avais entendu. Je pense qu'il est juste de laisser aux Israéliens le temps de la réflexion. » M. Javier Perez de Cuellar a également déclaré qu'il s'efforçait d'obtenir des renseignements sur le sort des sept soldats israéliens portés disparus au Liban-Sud. « Je pense que tous les groupes qui détiennent des otages sont dans un état d'esprit très positif, dans le sens d'une libération des otages », a-t-il ajouté.

M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères, a pour sa part déclaré lundi, à l'issue de ses entretiens avec le secrétaire général de l'ONU, que le mandat confié par le Di-

had islamique à M. Javier Perez de Cuellar pour la libération des otages au Proche-Orient constitue une tâche délicate, et qu'elle ne doit pas être compliquée par d'autres questions. « Nous sommes convenus que l'affaire des otages constitue un problème en soi », a-t-il précisé. Il a poursuivi : « Il faut que je dise ici qu'il s'agit à mes yeux d'un mandat qui lui est confié à titre personnel, en raison de ce qu'il représente comme autorité morale dans le monde. [...] Et il est important que cette confiance lui soit donnée par les organisations qui détiennent les otages. »

Le premier ministre britannique, M. John Major a demandé qu'Israël

fasse « un geste de bonne volonté » en libérant des prisonniers libanais, dans une lettre parvenue lundi à son homologue israélien Itzhak Shamir. M. Major a exprimé le vœu qu'Israël « contribue de la sorte à un règlement global du problème des otages et des prisonniers ». Le gouvernement britannique avait déjà fait part vendredi aux autorités israéliennes de son souhait de voir libérer le cheikh Obaid, un responsable du Hezbollah pro-iranien enlevé au Liban en juillet 1989 par un commando israélien, et quelque 400 prisonniers, chutes libanais pour la plupart, détenus par des forces israéliennes ou auxiliaires.

A Jérusalem, la radio a indiqué

mardi qu'Israël est prêt à libérer certains prisonniers libanais en échange d'informations sur le sort de sept de ses soldats prisonniers ou portés disparus au Liban. D'autre part, le directeur général adjoint du ministère israélien des affaires étrangères, M. Yohanan Bein, qui s'est entretenu dimanche avec M. Perez de Cuellar en compagnie de M. Lubrani, a souligné que « l'implication du secrétaire général de l'ONU dans les discussions, à la demande des preneurs d'otages, constitue dans une certaine mesure une garantie du sérieux du processus en cours, qui est différent de ceux que nous avons connus dans le passé ». (AFP, Reuter, AP.)

Les dirigeants israéliens sont irrités par les pressions croissantes dont ils font l'objet

La question pour Israël n'est plus de savoir s'il doit déjà ou non entamer des négociations. Elles ont déjà commencé par l'intermédiaire du secrétaire général de l'ONU, M. Javier Perez de Cuellar. Le directeur général adjoint du ministère israélien des affaires étrangères, M. Yohanan Bein, a qualifié mardi de « réussite » le début des discussions engagées au sujet des otages entre son pays et M. Perez de Cuellar. Auparavant, le ministre de la défense, M. Moshe Arens, avait déclaré à la télévision : « Israël fera tout ce qui est en son pouvoir pour aider M. Perez de Cuellar dans sa tâche qui vise à libérer les prisonniers et les otages au Liban. »

JÉRUSALEM

correspondance

La véritable question à laquelle font face les dirigeants israéliens est de savoir comment faire éventuellement un premier pas et relancer le processus de libération des prisonniers sans perdre la face, c'est-à-dire sans reconnaître à son adversaire l'obtention d'informations sur les sept détenus ou disparus israéliens au Liban.

Il ne s'agit pas d'un problème. Car, dans les affaires de prisonniers et d'otages, le grand dilemme a été tranché depuis longtemps par l'Etat hébreu. S'il n'y a aucune possibilité de libérer otages ou prisonniers par une opération militaire, comme à Entebbe en 1975, Israël est prêt à engager des pourparlers avec les ravisseurs et à accepter des transactions extrêmement disproportionnées. Cette attitude a souvent été expliquée par l'ancien ministre de la défense, M. Itzhak Rabin : « C'est un problème moral, les soldats que nous envoyons au front doivent savoir que

le gouvernement est prêt à tout faire pour ne pas les abandonner ». Et Israël a effectivement accepté par le passé, à plusieurs reprises, de payer le prix fort afin d'obtenir la libération de ses prisonniers. Ainsi, en mai 1985, des négociations avec l'organisation palestinienne FPLP Commandement général de M. Ahmed Jibril avaient abouti à la libération de 150 prisonniers palestiniens et libanais, parmi lesquels des auteurs d'attentats sanglants, en échange de trois soldats israéliens. Décision qui ensuite avait été très vivement critiquée par l'opinion publique israélienne, le prix étant jugé exorbitant. Dans la situation actuelle, le gouvernement Shamir ne semble pas disposé à accepter une telle contrepartie. Il s'est néanmoins déclaré d'emblée disposé à relâcher plusieurs centaines de détenus chutes libanais en échange des prisonniers israéliens. Mais, comme ne cessent de le répéter tous les dirigeants à Jérusalem, il n'est pas question d'accepter un marché de dupes : préalablement à un échange, « des indications doivent d'abord être fournies

sur le sort de ces sept prisonniers ou disparus. »

Exercer des pressions, demander à Israël — comme le fait la Grande-Bretagne — de renoncer à cette condition en faisant à ce stade un geste de bonne volonté en libérant plusieurs dizaines de chutes libanais, suscite ici une vive irritation. Le ministre des affaires étrangères, M. David Lévy, a qualifié ces demandes d'« actes purement irresponsables » et, dans le même contexte, le grand quotidien *Yedioth Aharonot* écrit : « Ce sont les autres, les terroristes chutes ou palestiniens qui pratiquent les enlèvements d'otages avec la bénédiction de l'Iran et de la Syrie. Mais, c'est nous, Israël, qui sommes présentés comme les mauvais, car nous refusons de faire un geste. »

Les Israéliens admettent d'autant moins de recevoir des leçons de l'étranger qu'ils estiment, avec deux ans de recul, que l'enlèvement par un commando de Cheikh Obaid, au Liban sud, se trouve justifié. Car le fait que les organisations chutes insistent pour obtenir sa libération prouve, aux yeux des Israéliens, que grâce à cette « monnaie d'échange » tous les otages occidentaux au Liban pourraient, sans doute, au bout du compte, retrouver la liberté.

D'ailleurs, au moment où il s'agit de déclencher le processus de négociation par l'intermédiaire du secrétaire général de l'ONU, Israël pourrait faire un premier pas en autorisant les représentants du Comité international de la Croix-Rouge à rendre visite à Cheikh Obaid. En échange, le Hezbollah devrait donner des informations sur les prisonniers israéliens qu'il détient. C'est une des hypothèses émises par la presse. Mais, quelle que soit la manière dont les choses évolueront, sur un point tout le monde est d'accord : les négociations seront très ardues et nécessiteront de la part des dirigeants israéliens des nerfs solides.

HENRI BAINVOL

Sept Israéliens capturés ou portés disparus

Voici la liste des Israéliens dont l'Etat hébreu réclame la libération en échange des prisonniers que son armée a capturés au Liban :

Les soldats Zakharia Baumei, Zvi Feldman, Yehouda Katz ont été portés disparus dans l'est du Liban, en juillet 1982, à la suite de l'invasion israélienne. Le soldat druze israélien Samir Assad a été porté disparu en 1983 au nord de Beyrouth.

Les soldats Yosef Fink et Rahemin Alcheit ont été portés disparus en février 1986 à la suite d'une embuscade tendue dans la « zone de sécurité » créée et contrôlée par Israël au Liban sud.

Enfin, l'aviateur Ron Arad a été capturé par le mouvement chutes Amal après que son avion eut été abattu lors d'un bombardement près de Saïda, en octobre 1986.

Les Libanais détenus par Israël

N'ayant pas d'informations sur ses soldats disparus, l'armée israélienne refuse d'indiquer le nombre exact de prisonniers capturés au Liban et détenus par Israël ou par la milice pro-iranienne de l'Armée du Liban sud (ALS) qui agit dans la « zone de sécurité ». Ces prisonniers seraient au nombre de 430 environ.

Quelque 387 personnes sont incarcérées dans la caserne de Khiam, principal centre de détention dans le secteur de la « zone de sécurité ». Les officiers des services de renseignement israéliens mènent les interrogatoires. Neuf Palestiniens, deux Syriens, un Algérien et un Egyptien sont

en outre au nombre des détenus de Khiam, ainsi qu'une trentaine de femmes, dont M^{me} Souha Béchara, membre du Parti communiste libanais (PCL) qui, en novembre 1988, a tenté d'assassiner le chef de l'ALS, le général Antoine Lahad. Les effectifs de Khiam sont toutefois fluctuants, des arrestations et des libérations étant fréquemment opérées.

Par ailleurs, 50 à 55 Libanais sont détenus en Israël. Certains ont été jugés et condamnés par des tribunaux israéliens à des peines allant jusqu'à vingt ans d'emprisonnement, pour avoir mené des attaques contre l'armée israélienne au Liban.

Les groupes clandestins qui déclenchent des attaques et exigent notamment la libération de ces prisonniers ont à plusieurs reprises menacé d'exécuter leurs otages si Cheikh Abdel Karim Obaid, enlevé en juillet 1989 à son domicile au Liban sud par un commando israélien, n'était pas libéré.

Malgré de nombreuses demandes adressées à Israël et à l'ALS, le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) n'a jamais eu l'autorisation de visiter les prisonniers de Khiam ou les Libanais détenus en Israël. Le CICR avait néanmoins obtenu que les familles des prisonniers puissent visiter leurs leurs à Khiam, mais ce processus a été interrompu il y a deux ans et demi. Amnesty International avait dénoncé dans un rapport les conditions de détention à Khiam, notamment les interrogatoires poussés, et a fait état de plusieurs cas de torture. (AFP.)

Les principaux échanges acceptés par l'Etat hébreu

La proposition de l'organisation palestinienne de libérer les otages occidentaux qu'elle détient contre la libération de prisonniers palestiniens détenus par Israël a été acceptée par le gouvernement israélien. Voici les principaux :

— 10 septembre 1986 : Israël libère 119 Libanais détenus à la prison d'Alit, dans le nord d'Israël, portés à 1 132 le nombre de prisonniers palestiniens restés graduellement en liberté depuis le 24 juin de la même année. Ces libérations ont été exigées par les auteurs chutes du Boeing américain de la TWA, détourné fin juin sur l'aéroport de Beyrouth. L'Etat hébreu avait relâché la plupart de ces prisonniers après la libération, le 1^{er} juillet, des 39 otages occidentaux retenus à bord du Boeing.

— 20 mai 1985 : 1 150 prisonniers palestiniens, libérés et arabes sont libérés en échange de 3 soldats israéliens, abducteurs de trois mois de négociations entre Israël et le Front populaire de libération de la Palestine-Commandement général (FPLP-CG), pro-iraniens d'Ahmed Jibril.

— 20 juin 1984 : Israël libère 311 prisonniers syriens contre six libanais à Khiam, sur le plateau de Golan, lors du principal échange de prisonniers entre les deux pays depuis 1974.

— 24 novembre 1983 : l'échange de quelque 4 500 détenus palestiniens et arabes contre la libération de 8 soldats israéliens capturés par l'OPL constitué l'un des plus importants succès réalisés au Proche-Orient.

— 14 mars 1978 : Israël échange 76 Palestiniens contre un soldat israélien détenu depuis 1976 par le FPLP-CG.

— 6 juin 1974 : 56 prisonniers de guerre israéliens sont rendus à leur pays contre 367 Syriens, 10 libanais et 5 Marocains. Cinq jours plus tôt, 25 prisonniers syriens et 1 arabe avaient été échangés contre 12 libanais.

— Mars 1974 : 2 libanais détenus en Egypte pour enlèvement sont échangés contre 65 Palestiniens.

— Novembre 1973 : un mois après la guerre du Yom Kippour 1973, Israël et l'Egypte procèdent à plusieurs échanges de prisonniers. Au total, 241 libanais sont libérés contre 6 301 Egyptiens et 13 Israéliens. (AFP.)

AFRIQUE

AFRIQUE DU SUD

L'aile militaire de l'ANC apporte son « soutien sans réserve » au processus de négociation

L'aile militaire du Congrès national africain (ANC) a achevé, dimanche 11 août, à Thohoyandou, capitale du bantoustan de Venda, une conférence historique, en proclamant son « soutien sans réserve » aux négociations entre l'ANC et le gouvernement et en pressant la direction du mouvement de prendre plusieurs mesures, visiblement destinées à calmer le mécontentement de ses « soldats ».

C'est ainsi que les quelque deux cent quarante délégués participant à cette conférence — la première qu'Umkhonto we Sizwe (la Lance de la nation) ait réunie sur le sol sud-africain depuis sa création par l'ANC, il y a trente ans — ont, « à l'unanimité », demandé à l'ANC de maintenir M. Chris Hani au poste de chef d'état-major. Ce vœu, semble-t-il, à l'encontre des souhaits de la direction de l'ANC, qui a récemment indiqué que le Parti communiste sud-africain (SACP), son allié, lui avait demandé de « libérer » M. Hani de toutes ses fonctions au sein du mouvement, afin qu'il puisse se consacrer entièrement au parti dont il est l'un des principaux dirigeants.

L'armée de l'ANC, dont les effectifs sont estimés entre dix et quinze mille hommes, est inactive depuis la signature de l'accord du 6 août 1990 suspendant la « lutte armée ». D'après un de ses dirigeants, le commandant Joe Modise, le mouvement aura besoin de deux à quatre ans pour se transformer en force militaire régulière, intégrée dans l'armée nationale.

Par ailleurs, le président de l'ANC, M. Nelson Mandela, a accusé le président De Klerk d'avoir fait preuve de « faiblesse » et de porter « une part de responsabilité » dans les incidents meurtriers survenus à Ventersdorp, ven-

dredi soir, entre manifestants d'extrême droite et forces de l'ordre, lors d'un rassemblement auquel participait le chef de l'Etat (le Monde daté 11 et 12 août).

Selon un nouveau bilan communiqué dimanche soir par la police, les affrontements auraient fait quatre morts et plus d'une cinquantaine de blessés. Les dirigeants du Mouvement de résistance afrikaner (AWB) ont fait savoir qu'ils organiseraient un « enterrement de héros » pour leurs deux militants tués à Ventersdorp, et ont menacé de déclencher la « troisième guerre des Boers ». (AFP, Reuter.)

MAURITANIE : des manifestants blessés à Nouakchott. — Quelques cent cinquante femmes qui manifestaient, dans les rues de Nouakchott, lundi 12 août, pour exiger l'ouverture d'une enquête indépendante concernant la disparition de plusieurs centaines de Noirs mauritaniens, ont été violemment dispersées par la police, ont rapporté des témoins. Quarante d'entre elles auraient été blessées. (Reuter.)

ZAIRE : élection d'un « bureau provisoire » à la conférence nationale. — La conférence nationale a élu, lundi 12 août, le pasteur protestant Kolonji Mutambay, âgé de soixante-seize ans, pour présider le « bureau provisoire », chargé de diriger les débats. La nomination de M. Mutambay, qui avait présidé le Sénat au début des années 60, avait été suggérée par le premier ministre, M. Mulumba Lukoji. (AFP.)

Océan Indien

MADAGASCAR : l'opposition perplexe devant l'attitude de la France

La Grande Ile a rendu hommage à ses morts dans le calme

Une délégation du Comité des forces vives malgache a été reçue, lundi 12 août, à l'Elysée, par le secrétaire général adjoint à la présidence de la République, M^{me} Anne Lauvergeon, à laquelle elle a remis une lettre pour M. Mitterrand. Par ailleurs, deux cents manifestants se sont réunis, lundi soir, aux abords de l'ambassade malgache à Paris, pour condamner la répression de la « marche de la liberté », samedi dernier à Tananarive. Dans la capitale malgache, quelque cent mille personnes ont assisté, lundi, dans le calme, aux obsèques de cinq des manifestants, tués par les forces de l'ordre.

TANANARIVE

La prudence du gouvernement français, quarante-huit heures après la répression sanglante de la « marche de la liberté », témoigne d'un réel embarras, même si la nomination, mardi 13 août, du nouvel ambassadeur de France à Ma-

gascar, M. Gilles d'Humières, après trois mois de vide diplomatique, a été interprétée ici comme un encouragement au nouveau premier ministre de consensus, M. Guy Willy Razanamasy, dans ses efforts pour former « un gouvernement de réconciliation nationale », selon les vœux du président Didier Ratsiraka.

La France, qui a maintes fois appelé les Malgaches « à reprendre le dialogue devant conduire à un processus démocratique », se retrouve aujourd'hui en porte-à-faux. Son optimisme rend perplexe plus d'un opposant. Il est vrai, explique-t-on, que l'ancienne métropole est dans une situation délicate, elle doit les coopérants militaires — une petite vingtaine — sont chargés d'entraîner le Régiment de sécurité présidentielle (RESEP), désormais tristement célèbre depuis la tuerie du 10 août.

L'armée, mise en cause par le président, n'a pas encore réagi, à l'exception d'un communiqué, publié lundi soir par trois officiers supérieurs, révélant que l'hélicoptère, utilisé pour disperser la foule à coups de grenades avait été « emprunté » par la présidence.

Lundi, place du 13-Mai, l'opposition a rendu hommage à cinq de ses morts — dont une fillette de douze ans, — cinq « martyrs » longtemps salués de la main levée, comme le veut la tradition, par quelque cent

mille personnes, debout sous le soleil. « L'Eglise est maintenant aux côtés du peuple », s'est écrié le révérend Paul Ramiso, membre du Conseil chrétien des Eglises, tout en appelant les fidèles à ne pas céder au désir de vengeance.

Ce jour de deuil était aussi un jour de grève. Pas un commerçant n'avait ouvert son magasin, l'aéroport civil était paralysé. Cette grève, observée depuis maintenant plus de cinq semaines, « durera jusqu'à la démission du président », a assuré un responsable du Comité des forces vives. La Croix-Rouge malgache a annoncé qu'« une cinquantaine de personnes sont portées disparues ». Plusieurs cadavres de manifestants, tués aux abords du palais présidentiel d'Andohahelo, auraient en effet été ramassés par les forces de l'ordre.

JEAN HELENE

EUROPE

YOUGOSLAVIE : les difficultés d'application du cessez-le-feu

Les échanges de prisonniers ont été interrompus

Un échange de quelque soixante-dix prisonniers serbes et croates, prévu lundi 12 août, a été différé à cause de la méfiance réciproque des deux parties, selon la commission fédérale chargée de superviser le cessez-le-feu en Croatie.

Serbes et Croates ne parviennent pas à s'entendre sur le rang des soldats qu'ils pourraient libérer, et les Serbes ont en outre affirmé qu'ils n'avaient pas eu le temps de rassembler les détenus à relâcher. Vingt-cinq prisonniers ont été échangés depuis l'entrée en vigueur du cessez-le-feu, qui demeure toujours très fragile sur le terrain.

La CEE a demandé à plus de vingt pays d'arrêter leurs exportations d'armes vers la Yougoslavie, a déclaré lundi le ministre néerlandais des affaires étrangères, M. Hans Van den Broek. Celui-ci a également fait savoir que les Douze pourraient tenter d'organiser une conférence internationale sur la Yougoslavie si les parties au conflit refusaient de négocier. Parallèlement, la CEE poursuit ses efforts pour obtenir le soutien du Conseil de sécurité des Nations unies, mais le ministre néerlandais s'attend à ce que ces initiatives se voient opposer un veto, vraisemblablement de la Chine et de l'URSS.

A Belgrade, trois dirigeants serbe, monténégrin et bosnien se

sont prononcés ensemble lundi pour le maintien de la Yougoslavie en un « Etat commun de Républiques égales en droits » tandis que le président de la Macédoine, M. Kiro Gligorov, appelait les Macédoniens à voter pour l'indépendance de cette république lors du référendum prévu le 8 septembre. A Ljubljana, capitale de la Slovénie indépendante, les premiers ministres fédéral et slovène, MM. Ante Markovic et Ljudez Pucelj, ont conclu à l'échec des négociations qu'ils menaient sur les modalités pratiques de l'accord de Brioni, conclu le 7 juillet avec la Croatie. Aucun accord n'a pu être trouvé entre les deux délégations sur des questions telles que la réintégration de la Slovénie dans le système monétaire, le régime des changes et des paiements yougoslaves, pas plus que sur le régime frontalier et douanier. (AFP, Reuters)

La Géorgie reconnaît l'indépendance de la Slovénie. - Deux semaines après la Lituanie, le Parlement de Géorgie, république soviétique sécessionniste, a reconnu lundi 12 août la déclaration d'indépendance de la Slovénie. Dans un communiqué diffusé par l'agence Tass, le ministre soviétique des affaires étrangères a aussitôt nié toute validité à cette reconnaissance. « La Lituanie ni la Géorgie n'étant des sujets de droit international ». (Tass)

Le rêve de la Grande Serbie

Suite de la première page

« Franjo Tudjman, [le président croate] veut un Etat ethniquement pur », n'hésite pas à affirmer un conseiller de M. Slobodan Milosevic, le président de la Serbie. Et de s'interroger : « Si l'Europe n'est pas capable d'arrêter la faction en Croatie, qu'allons-nous faire ? »

Depuis deux mois, la télévision de Belgrade diffuse constamment des images des Serbes qui fuient la Croatie. Les réfugiés seraient actuellement au nombre de quarante-quatre mille, selon le Croix-Rouge serbe. Femmes et enfants ont effectivement quitté les trois régions où l'on se bat en Croatie : la Krajina, Banja, et la Slavonie. La première est aux mains des insurgés serbes ; dans les deux autres, ceux-ci ont gagné du terrain avant que le cessez-le-feu n'intervienne, mercredi 7 août. Et pas question pour les insurgés, de revenir en arrière : jamais les positions acquises au cours de cette guerre des villages ne reviendront à la Croatie !

Officiellement, la Serbie n'est pas en guerre. D'ailleurs, apparemment l'ambiance est avant tout aux vacances. Le soir, les Belgradois flânent dans la large rue piétonne qui tient lieu de point de ralliement. Craqueurs de feu et musiciens ambulants se disputent le pavé. La foule se presse aux terrasses de cafés et fait la queue devant les marchands de glaces.

La Serbie n'est pas en guerre mais, dans la foule, manquent à l'appel beaucoup de jeunes gens, partis sur la côte ou même à l'étranger, pour échapper à la mobilisation. Et la Serbie n'est pas en guerre, la guerre est dans les têtes.

Chacun sait que c'est grâce à l'aide de la Serbie que les « rebelles » ont pu tenir tête aux forces croates. Mais officiellement, le gouvernement de M. Milosevic ne leur apporte qu'une aide financière et humanitaire. D'ailleurs, répète-t-il à l'envi, ce n'est pas la Serbie qui est en guerre contre la Croatie, mais les Serbes de Croatie ; qui plus est, le gouvernement serbe n'a aucune revendication territoriale.

Pour M. Milosevic, la solution à la crise passe par une seule voie : la Yougoslavie. Le président serbe essaie actuellement de mettre sur pied une « coalition yougoslave » qui unirait le Monténégro et la Bosnie-Herzégovine à la Serbie. Lundi, les dirigeants de ces trois républiques ont lancé à Belgrade une « initiative conjointe pour une nouvelle constitution ». Le président du Monténégro, toujours fidèle aux positions serbes, avait fait le déplacement ; celui de Bosnie-Herzégovine, « en vacances », s'était excusé. La République bosniaque n'était représentée que par le président (serbe) de son Parlement. M. Milosevic « croit qu'il a une fois pour toutes la chance historique de régler ses comptes avec les Croates et de faire ce que les politiciens serbes n'ont pas fait après la première guerre mondiale - rassembler tous les Serbes dans un Etat serbe », commentait, lundi, le quotidien *Borba*. « Il (M. Milosevic) est parfaitement conscient que c'est seulement par la Yougoslavie qu'il peut y parvenir ».

Si la Croatie et la Slovénie veulent quitter la fédération « modérée », la présidence serbe appelle de ses vœux, qu'elles s'en aillent ! Mais les Serbes ont, eux aussi, le droit à l'autodétermination : la Croatie ne pourra pas faire sécession sans que

les Serbes qui y vivent (11,5 % de la population) aient leur mot à dire. Telle est la position officielle de M. Milosevic.

Le président serbe a rencontré son homologue croate au cours de négociations secrètes à deux reprises avant que le dialogue ne soit complètement interrompu entre les deux Républiques. Il aurait été alors question d'un partage de la Bosnie-Herzégovine. L'idée n'est certes pas à l'ordre du jour - du moins officiellement - à la présidence serbe. Mais l'un des dirigeants de l'opposition les plus en vue, M. Vuk Draskovic, président du Mouvement pour le renouveau serbe, l'a développée, en proposant que la partie située à l'ouest de la Bosnie-Herzégovine, peuplée essentiellement de Croates, revienne à la Croatie qui, elle, abandonnerait la Krajina, la Slavonie et la Banja (région attenante à la Slavonie).

Le redécoupage des frontières

Longue M. Draskovic a sorti sa carte de sa poche, au sens propre du terme, lors d'un duel télévisé qui l'opposait au président de la fédération, le Croate Stipe Mesic, celui-ci lui a promis de grandes surprises le jour où lui-même rendrait son plan public. Ce jour n'est pas encore arrivé. Mais le fait est que, désormais, chacun a en tête un redécoupage des frontières intérieures de la fédération. Dessinées de manière arbitraire à la fin de la deuxième guerre mondiale, ces frontières ne correspondent au peuplement ethnique que dans une seule république, la Slovénie. Ailleurs, les nationalités sont imbriquées de telle manière que tout redécoupage semble irréalisable. Dans le puzzle, 30 % des Serbes vivent en-dehors de la Serbie. Non seulement en Croatie, mais aussi en Bosnie-Herzégovine, au Monténégro et dans le nord de la Macédoine. Et jamais leurs « frères » de Serbie ne les laisseront tomber !

« Les Serbes sont déçus par l'opinion publique internationale qui traite pratiquement de la même façon la Croatie et la Slovénie », affirme un politicien serbe de l'opposition, M. Leon Kojan. Ce que les gens ne comprennent pas à l'étranger, c'est que si l'indépendance de la Croatie est reconnue, c'est la guerre civile.

Une chose est sûre : le gouvernement serbe ne veut pas entendre parler d'« internationalisation » du conflit qui oppose Belgrade et Zagreb. Car, dit-on dans la capitale de la Serbie, si le président croate, Franjo Tudjman, souhaite l'intervention d'une force étrangère, c'est pour que cette force défende les frontières actuelles de la Croatie, mises en cause par les insurgés serbes. Politiquement, les « rebelles » viennent de gagner un point important : ils participent aux négociations menées par la commission présidentielle chargée d'établir le cessez-le-feu. L'un de leurs chefs, M. Goran Hadzic, président d'un « Conseil national des Serbes de Slavonie et Baranja », à la légitimité douteuse, vient de se féliciter d'être reconnu par la présidence yougoslave et « même par ceux qui nous appelaient des « terroristes » (le gouvernement croate).

Cette reconnaissance des insurgés irait-elle jusqu'à la participation aux négociations politiques qui devraient avoir lieu au cas où le cessez-le-feu continuerait d'être respecté ? C'est le souhait du gouvernement serbe. M. Milosevic ne conçoit pas de négocier lui-même dans un conflit auquel il n'a pas été partie. Le gouvernement croate risque donc de devoir admettre les rebelles comme des interlocuteurs. S'il refuse, les négociations politiques seront difficiles à mettre au point. Et l'armée fédérale qui les réclame risque de s'émouvoir.

MARIE-PIERRE SUBTIL

Les Sloènes de l'Olimpija Ljubljana se retirent du championnat de football yougoslave

L'Olimpija de Ljubljana, l'unique club de football slovène évoluant en première division, a annoncé le 12 août qu'il renonçait définitivement à participer au championnat de Yougoslavie. Après avoir hésité, Olimpija Ljubljana a fait défection lors de la première journée du championnat où il devait se déplacer à Belgrade pour jouer contre le Partizan. Le club a informé la fédération qu'il s'était inscrit à la ligue de Slovincie, dont la saison débutera à l'automne prochain.

A la suite de ce forfait, la première division sera vraisemblablement complétée par un club monténégrin, le Sutjeska Niksic. Le 7 août, la Fédération yougoslave de football, après avoir accordé un délai de réflexion aux cinq clubs croates de première division qui demandaient le « gel » du championnat en raison de la situation dans leur pays, avait pris la décision de donner dimanche le coup d'envoi de la saison sans eux.

Ainsi, les clubs croates Hask Gradjanski Zagreb (ex-Dinamo), Hajduk Split, Rijeka, Osijek et Zagreb ont été remplacés par Buducnost Titograd, Sloboda Tuzla, Spartak Subotica, OFK Beograd et Pelister Bitola. Ces dernières années, les matches entre clubs des deux Républiques rivales avaient été régulièrement l'occasion d'incidents. (AFP)

Après un séjour en Slovincie et en Croatie

M. Stasi critique la position française

De retour de Yougoslavie, où il a séjourné en Croatie et en Slovincie et rencontré, notamment, les présidents de ces deux républiques, M. Bernard Stasi, député de la Marne, vice-président du CDS, déclare, dans un entretien publié par le *Figaro* mardi 13 août, que la diplomatie française en Yougoslavie a « été particulièrement frileuse » et qu'il « faut reconnaître les volontés d'indépendance » des républiques fédérées yougoslaves. Qualifiant de « mauvais réflexe » le souci du gouvernement français de « maintenir le statu quo » en Yougoslavie, M. Stasi estime que M. François Mitterrand a paru vouloir « ne pas faire de peine à M. Gorbatchev, car si la Yougoslavie était « morte », c'est bien sûr, un « mauvais » exemple pour l'Union soviétique », et « ne pas, avec l'indépendance de la Croatie et de la Slovénie, renforcer la zone d'influence de l'Allemagne ».

Le député de la Marne estime, au contraire, que « c'est en opposant à l'indépendance de ces pays [...] que la France renforce l'influence de l'Allemagne ». Selon lui, « la fédération yougoslave est morte », et « la maintenir en vie ne sert à rien, cela relève de l'acharnement thérapeutique ». « Il serait dramatique que l'Europe ne réponde pas à l'aspiration de tous les Yougoslaves, qui attendent beaucoup d'elle », ajoute-t-il.

A TRAVERS LE MONDE

CUBA

L'instauration du multipartisme dépend de l'attitude américaine

Le régime castriste pourrait envisager d'abandonner le principe du parti unique si les Etats-Unis changent d'attitude à l'égard de Cuba, a déclaré lundi 12 août à La Havane le président du Parlement cubain, M. Juan Eacalons, également membre du comité central du PC au pouvoir, a toutefois répété que cette possibilité ne figurerait pas à l'ordre du jour du quatrième congrès du parti, qui doit s'ouvrir le 10 octobre. Il a estimé qu'il n'avait pas de raisons, sur le plan « philosophique », qui empêcheraient le socialisme et le multipartisme de coexister, « le jour où les Américains deviendront rationnels [...] et où les tensions, menaces et agressions diminueront ». (Reuters)

ÉTATS-UNIS

Un témoin-clé du procès du général Noriega s'échappe en Colombie

Un agent des douanes américaines, qui a permis à un témoin-clé contre l'ancien homme fort du Panama, le général Manuel Noriega, de retourner en Colombie, a été suspendu de ses fonctions lundi 12 août jusqu'à la conclusion d'une enquête. La DEA (Drug Enforcement Administration), organisme américain chargé de la lutte contre le trafic de drogue, craint que Boris Olarte Morales, trafiquant de drogue colombien servant d'informateur aux douanes américaines, ne se présente pas au procès du général, qui doit s'ouvrir le 3 septembre prochain à Miami. (UPI)

ITALIE : les opérations de rapatriement touchent à leur fin

Dernier carré d'irréductibles albanais à Bari

Quelques centaines de réfugiés albanais refusaient toujours de quitter Bari, lundi 12 août, tandis qu'à Tirana, le ministre italien des affaires étrangères M. Gianni De Michelis annonçait une aide d'urgence pour l'Albanie.

Une paire de jeans, un T-shirt, deux paquets de cigarettes, une paire de chaussures et l'équivalent de trente-huit dollars (230 F) : l'offre des autorités italiennes n'a pas réussi à séduire, lundi 12 août, le dernier carré d'irréductibles albanais qui refusaient de quitter le stade de la Vittoria, à Bari, sa punte et ses débris, pour être rapatriés.

Ils étaient encore un peu plus d'un millier environ, lundi, à s'accrocher à l'Italie avec l'énergie du désespoir, dans le stade et sur le quai de Bari. Le chef de la police italienne, le vice-président du Conseil des ministres, M. Vincenzo Parisi, a assuré qu'il allait utiliser la persuasion plutôt que la force pour les faire partir, après de nouveaux heurts entre réfugiés et forces de l'ordre dans la journée de lundi. Les policiers ont saisi au total treize pistolets et une kalachnikov

sur des réfugiés, apparemment des déserteurs.

Accompagné du commandant de la région militaire, M. Parisi a parlementé avec une délégation des réfugiés, tentant de leur faire comprendre que l'Italie ne les accueillera pas. Un peu plus loin derrière lui, un autocar orange attendait les candidats au départ : à côté, en monceaux, posés par terre, les « cadeaux » pour ceux qui s'en vont. Mais seuls quelques-uns se sont laissés tenter. Les autres, le visage fermé, se disaient déterminés à rester coûte que coûte.

Pont aérien alimentaire

Selon la préfecture de police de Bari, quelque dix-sept mille réfugiés albanais avaient rejoint les côtes italiennes depuis mercredi 7 août. De vendredi à lundi soir, douze mille trois cent quarante-six d'entre eux ont été rapatriés de Bari (deux mille neuf cent soixante-neuf par mer et neuf mille trois cent soixante-dix-sept par voie aérienne). Pratiquement tous ceux qui étaient arrivés à Brindisi, soit près de quatre mille, ont été renvoyés chez eux. A Trana, M. Gianni De Michelis, le

ministre italien des affaires étrangères, dont c'est la seconde visite en Albanie en deux mois, a annoncé une aide d'urgence de son pays de 90 millions de francs (environ 420 millions de francs) sur trois mois, ainsi qu'une aide de 275 millions de francs pour soutenir la production industrielle et une assistance pour la rentrée scolaire.

Un pont aérien alimentaire entre l'Italie et l'Albanie a commencé dès lundi. « Le besoin d'aide est énorme. Nous avons affaire à un pays qui est à peine capable de nourrir le tiers de sa population », a déclaré M. De Michelis à la presse. Il a indiqué avoir trouvé « un esprit de grande coopération » chez le premier ministre albanais, M. Ylli Bufi.

De son côté, la CEE a décidé lundi d'accorder une aide alimentaire et médicale d'urgence de deux millions d'euros (quatorze millions de francs) en faveur de l'Albanie. Un chiffre qui paraît bien dérisoire l'Italie avait qualifié d'« insignifiantes et ridicules » les sommes du même montant déjà accordées par le Communauté à Tirana. (AFP, Reuters, UPI, AP)

ALLEMAGNE

Il y a trente ans, le mur de Berlin

A l'occasion du trentième anniversaire de l'érection du mur de Berlin, le chancelier Kohl a voulu rendre hommage au deux cents victimes de ce « monument d'inhumanité ». « Il faut que les responsables de leur mort rendent des comptes devant la justice. Nous le leur devons », a indiqué M. Kohl dans un communiqué publié lundi 12 août à Bonn. Le procès d'anciens dirigeants de Berlin-Est, accusés d'être à l'origine du fameux « ordre de tir » à la frontière inter-allemande, n'a toujours pas eu lieu. Quatre d'entre eux sont en prison depuis le fin du mois de mai. Quant à Erich Honecker, qui assurait, au début de 1989, que le mur devait rester debout « cent ans encore », il finira sans doute sa vie dans un hôpital de la banlieue de Moscou.

C'est lui qui, en tant que responsable de la sécurité des

comité central du Parti, avait été chargé par Walter Ulbricht, alors premier secrétaire du Parti et chef de l'Etat, de superviser la construction du mur de protection antiaméricain. Dans la nuit du dimanche 13 août 1961, cette action spectaculaire fut présentée comme une décision souveraine du pacte de Varsovie. En réalité, les dirigeants est-allemands de l'époque voulaient mettre un terme à une hémorragie qui menaçait directement l'existence de leur Etat. Entre 1949 et 1961 plus de 2,5 millions d'Allemands de RDA avaient quitté le pays pour l'Ouest, le plus souvent par Berlin.

Le 13 août 1981, entre 0 heure et le petit matin, les premiers barbelés étaient installés entre les deux zones de Berlin. Le véritable mur, de 165,7 kilomètres de long, ne devait apparaître que plusieurs jours plus tard. (Annam)

des images ns l'expectative

l'islamique se dit prêt à libérer notre heures - les prisonniers qu'il

bas présumés de Chapour Bâ raient été vus à Valence

SOCIÉTÉ

Les cinquante

Les cinquante

une voiture folle blesse sept personnes dans une discothèque.

Une voiture conduite par un inconnu en état d'ébriété a défoncé le mur d'une discothèque de Coucougnies-les-Sablons (Orne) dans la nuit du samedi 10 au dimanche 11 août, pour finir sur la piste de danse où quinze jeunes gens ainsi que le conducteur ont été blessés.

Le conducteur, Marc Charon, trente-huit ans, est le frère du patron de la discothèque. Il aurait échappé au contrôle de sa Peugeot 303 à la suite d'un virage trop raide négocié dans le virage de La Fosse. Traversant la piste de danse à une vitesse de mètres, le véhicule a défoncé le mur en perçant, pour s'immobiliser sur la piste au milieu d'un show.

rente-huit ans, est le frère du patron de la discothèque, si aurait perdu le contrôle de sa Peugeot 305 à la suite d'un virage gauche mal négocié dans le plateau de La Fourche. Traversant tout le parking, soit une centaine de mètres, le véhicule a défoncé le mur en parpaings, pour s'immobiliser sur la piste au milieu d'un slow.

مركز اس النظم

Le Monde

Le Monde • Mercredi 14 août 1991 7

SCIENCES • MEDECINE

Les cinquante bougies de la fée pénicilline

L'antibiothérapie atteint aujourd'hui le demi-siècle.

Pourquoi après Fleming a-t-il fallu attendre aussi longtemps cette révolution de la pratique médicale ?

FAUDRA-T-IL attendre le siècle pour célébrer comme il convient ce qui constitue, avec la découverte de la circulation sanguine ou la mise au point des vaccins pastoriens, l'une des étapes essentielles de l'histoire de la médecine ? Si l'on excepte quelques récents appels publicitaires de firmes spécialisées dans la fabrication de médicaments antibiotiques, tout le monde semble avoir aujourd'hui oublié que la démonstration de l'efficacité clinique de la pénicilline a précédé cinquante ans.

Les auteurs, britanniques et australiens, de ce travail qui devait radicalement bouleverser de nombreux aspects de la pratique médicale avaient, en ces temps de guerre, choisi les colonnes de l'hémodialecteur médical londonien *The Lancet*. Celui-ci publia l'extraordinaire nouvelle dans son édition du 16 août 1941, lui consacrant deux pages entières intitulées « Further Observations on Penicillin » dans lesquelles la rigueur de la publication scientifique ne parvient pas à cacher l'enthousiasme qui anime les auteurs. Ils étaient sept à signer cet article (1) et deux d'entre eux, Howard Florey et Ernst Chain, reçurent en 1945 le prix Nobel de médecine et de physiologie.

Pour l'essentiel la publication du 16 août 1941 fournit une série de preuves indiscutables quant à l'innocuité et à l'efficacité de la pénicilline utilisée par voie intraveineuse ou en administration locale pour traiter des infections oculaires. Après avoir exposé leurs méthodes de production, de mesure des concentrations et d'extraction de la substance, les auteurs publient une série de travaux sur l'action bactériostatique de la pénicilline sur des cellules en culture. Pour apporter la preuve qu'il n'y aura aucun danger à utiliser cette substance chez l'homme.

Une démonstration rapide

Les signatures de cet article historique expliquent ainsi comment ils ont injecté de la pénicilline dans les structures nerveuses centrales de cinq rats anesthésiés puis sacrifiés quelques jours plus tard pour examiner les tissus du système nerveux central. Cette expérimentation et quelques autres sur différentes cellules leur servirent de base pour conclure à l'innocuité de la molécule qu'ils souhaitaient utiliser chez les malades.

Depuis lors, les pratiques de toxicologie ont profondément évolué. Une somme considérable de travaux expérimentaux ont aujourd'hui été menée avant de pouvoir étudier les effets d'une nouvelle molécule sur l'homme. En d'autres termes, si les procédures actuelles avaient été en vigueur il y a cinquante ans, la démonstration aurait sans doute souffert de quelque retard. Par exemple, au chapitre de l'absorption et de l'excrétion, il n'y a pas eu recours à ceux qu'on nomme aujourd'hui des « volontaires sains ». Après différents travaux sur trois rats et sept chats, les

THE LANCET

[AUG. 16, 1941]

ORIGINAL ARTICLES

FURTHER OBSERVATIONS ON PENICILLIN

E. P. ABRAHAM,* A. D. GARDNER, E. CHAIN,* D. M. OXFORD, F.R.C.S., N. G. HEATLEY,† M. J. FLETCHER,‡ M. A. JENNINGS,* M. P. CARR, F.R.C.P. H. W. FLOREY, M.R. ADAMS, F.R.C. (The Sir William Dunn School of Pathology and the Radcliffe Infirmary, Oxford)

The work on penicillin briefly reported by Chain and others (1940) is here presented in greater detail, and its further development to the stage of human therapy is described.

Growth of Penicillin-producing Mould

The mould will grow and produce penicillin on a variety of different media, but that used by Clutterbuck, Lovell and Reibick (1939) is easy to prepare and gives as high a yield of penicillin as others containing peptone, horse-muscle digest, &c. This modified Oxoid-Dox medium consists of: NaNO_3 , 8 g., KH_2PO_4 , 1 g., KCl , 0.5 g., $\text{MgSO}_4 \cdot 7\text{H}_2\text{O}$, 0.5 g., $\text{FeSO}_4 \cdot 7\text{H}_2\text{O}$, 0.01 g., glucose 40 g., with water to 1 litre. Oxford tap-water has proved as good as distilled water for this purpose. Yeast-extract has usually been added to speed up the growth of the mould (details later).

C'est dans l'hémodialecteur médical britannique « The Lancet » du 16 août 1941 que fut publiée la communication sur la pénicilline

auteurs expliquent ne pas avoir expérimenté chez l'homme non malade, se contentant de quelques « observations préliminaires » et des enseignements des premiers traitements. « Des essais avec des doses croissantes de « pénicilline thérapeutique » ont montré qu'une injection unique de 200 milligrammes pouvait être administrée sans effet secondaire », expliquent-ils. C'est la plus forte dose qui a été donnée.

Pendant la deuxième guerre mondiale

La dernière partie, la plus passionnante, de la publication concerne les essais effectués chez les malades. Au total dix cas sont rapportés dont cinq concernent des injections intraveineuses (des personnes souffrant d'infections graves dues à des staphylocoques ou à des streptocoques). Et en dépit de deux décès (un policier de quarante-trois ans souffrant d'infections cutanées très étendues et un enfant de quatre ans et demi atteint de septicémie), les observations ne laissent guère de doute quant à l'efficacité de l'apport thérapeutique. Les décès auraient sans doute pu être évités si les médecins avaient disposé de quantités suffisantes de principe

actif. Malheureusement, les méthodes industrielles de production étaient alors loin d'être au point.

Parmi les succès on lit notamment le cas numéro 2a, celui d'un adolescent de quinze ans présentant, après une intervention de chirurgie orthopédique, une infection osseuse doublée d'une septicémie. Le recours à la pénicilline permit une chute brutale de la fièvre et en moins de trois jours une amélioration spectaculaire de l'état clinique. Ce qui aujourd'hui ne surprend plus personne avait alors les dimensions d'un véritable miracle.

« La Grande-Bretagne en guerre ne pouvait consentir l'effort industriel nécessaire pour permettre une production suffisante de pénicilline », explique Jean-Loup Avril. Florey et Heatley partirent aux Etats-Unis où ils découvrirent un excellent milieu de culture sous-produit de la fabrication de l'indon, la liqueur de maïs, qui permettait des rendements meilleurs et dont il existait des stocks importants et inutilisés (2). Et c'est bien avec une connotation miraculeuse que ce médicament commença, lentement d'abord, de faire parler de lui. Ensuite, à être utilisé dans le sillage des troupes alliées.

L'expansion de cette nouvelle classe thérapeutique devait aussi permettre,

of development may be greater or less than that described, depending largely on the depth of the medium. A systematic study of the factors influencing penicillin production has begun, but it could not be completed owing to the very numerous and often interdependent variables, and to the fact that the assay-method then in use could only detect large differences of titre. The following conclusions, however, could be drawn:

1. Penicillin production seems to take place over a wide range of oxygen tension. (The mould will not grow anaerobically.)
2. The mould grows satisfactorily at 24°C. At lower temperatures growth is delayed and as harvesting of the medium is carried out in the incubator higher temperatures have not been studied, 24°C. being about the upper limit of comfort. Fleming (1929) in his original description stated that the mould would not grow at 37°C. and this has been confirmed.
3. Crude attempts to change the pH of the medium or to maintain it at a constant value have not resulted in a noticeable increase in yield of penicillin, nor has the incorporation of ten times the normal amount of phosphate buffer.
4. The medium should not have a depth greater than 1.5-2 cm. If deeper than 2 cm. diffusion is visibly inadequate, for two distinct layers, can be seen in it, the upper being yellow, the lower colourless.
5. When the medium is fit to be harvested it can be drawn off from under the mycelium and replaced with fresh medium in which more penicillin will form in about half the time required for the initial production. The medium can be changed several times in this way, with one batch it was changed 14 times.

de la pénicilline

dans les années suivantes, au corps médical de disposer d'un arsenal impressionnant capable de lutter efficacement contre la quasi-totalité des maladies d'origine bactérienne auparavant mortelles, de la tuberculose à la fièvre puerpérale en passant par la syphilis et la typhoïde. Et, même s'ils ne correspondent nullement au miracle initialement supposé, les antibiotiques constituent bel et bien, avec les vaccins, un progrès thérapeutique considérable qui a largement contribué à l'installation du mythe d'une médecine moderne tirant le bleu infectieux.

La raison guidée par le hasard

Les auteurs de la publication d'août 1941 présentent-ils tout cela ? L'heure est incontestablement à l'espérance. On a oublié les quelques travaux préliminaires menés à l'époque de Louis Pasteur mais, depuis peu, on commence à découvrir l'efficacité des streptocoques. En février 1939, un Français, René Dubos, annonce, après une série de recherches systématiques, l'isolement, à partir de cultures de *Bacillus brevis*, d'une molécule antibiotique, la tyrothricine. Cette

découverte trop méconnue (3) fut suivie, en 1940, de la publication par Chain et Florey - toujours dans les colonnes du *Lancet* - de la démonstration de l'efficacité de la pénicilline sur des animaux au préalable infectés par un streptocoque.

Or on était alors déjà fort loin des travaux d'Alexander Fleming. Les circonstances de sa découverte, le 3 septembre 1928, sont le parfait symbole de la raison guidée par le hasard. Ce jour-là, assisté d'un jeune chercheur, Fleming observe qu'une moisissure ayant accidentellement contaminé, dans une boîte de Petri, une culture de staphylocoques est capable de bloquer la croissance de ces germes. On postule bien sûr que cette moisissure contient un principe actif susceptible de jouer un rôle antibactérien. Cette moisissure était identifiée comme un *Penicillium*, Fleming, après avoir préparé un « jus de moisissure », baptise la substance pénicilline et observe son rôle bactéricide et peu toxique. « A cette époque, on l'on pensait volontiers que toute substance antimicrobienne devait aussi être destructrice pour les tissus humains, cette découverte n'eut pas un retentissement important », note Jean-Loup Avril. De plus, n'étant pas chimiste, Fleming ne parvint pas à extraire du filtrat un principe antibac-

terien. Ce n'est qu'en 1940 qu'une équipe de chercheurs d'Oxford, Florey, Chain et Heatley, réussit à obtenir une pénicilline concentrée, partiellement purifiée et stable.

Passé 1929, Fleming abandonnera bien vite l'idée de voir sa découverte jouer un rôle important en médecine humaine. « La réponse de Fleming était toujours, la même, écrit M. Ronald Hare. Il avait vu l'usage de la pénicilline dans le traitement de patients souffrant de maladies infectieuses, mais ses collègues cliniciens n'avaient pas pu lui fournir ces malades. Il ajoutait que, même s'il l'avait fait, la pénicilline dont il disposait aurait généralement été sans effet à cause de son caractère instable et que ses propres tentatives pour produire une solution plus concentrée avaient échoué. Ces excuses semblaient si faibles qu'il est difficile de croire que l'histoire se résume à ça. Il doit y avoir d'autres raisons que Fleming n'était pas capable ou pas désireux de donner » (4).

Le rôle de l'Australien Florey

Il fallut donc les travaux ultérieurs d'équipes travaillant indépendamment de Fleming pour que ce dernier accède, en automne 1942, au rôle officiel de « découvreur » de la pénicilline avec, selon certains, l'aide active de la presse britannique. Pour le professeur Frank Fenner (Institut de recherches John Curtin, Université nationale d'Australie), il est clair, quoi qu'on puisse penser, que c'est bel et bien l'Australien Florey qui joua ici un rôle déterminant. « C'est véritablement Florey qui est à l'origine de l'ère des antibiotiques », estime-t-il. C'est lui qui a su faire passer sa découverte du stade du laboratoire à celui de l'expérimentation humaine. Fleming ne recherchait pas particulièrement la publicité mais celle-ci vint à lui et il ne la refusa pas alors que Florey l'avait repoussée.

Les mêmes causes produisant les mêmes effets, faut-il penser que chaque découverte médicale majeure est entachée de tristes conflits de paternité, comme cette affaire qui oppose, depuis plus de cinq ans, à propos de l'origine de la découverte du virus du sida, le professeur Luc Montagnier au professeur Robert Gallo ? A cet égard, il semble bien que l'histoire scientifique ne dispose pas à elle seule des moyens nécessaires pour prévenir de telles injustices.

JEAN-YVES NAU

(1) La publication historique dans le *Lancet* daté du 16 août 1941 est signée: E. P. Abraham, E. Chain, C. M. Fletcher, A. D. Gardner, N. G. Heatley, M. A. Jennings et H. W. Florey.

(2) Les *Antibiotiques*, de Jean-Loup Avril (PUF, Collection « Que sais-je ? », numéro 1803).

(3) Sur ce thème, on lira *Righting the Antibiotic Record*, de Robert P. Crease (Science, 17 novembre 1989).

(4) *Penicillin: Saving the Record*, de Ronald Hare, *New Scientist* du 15 février 1979. Ronald Hare est, par ailleurs, l'auteur de *The Birth of Penicillin* (Allen and Unwin).

Résistances et surconsommation

Il aura donc fallu plus d'un demi-siècle après les découvertes fondamentales de Louis Pasteur sur l'étiologie des maladies infectieuses pour que l'on commence - enfin - après les vaccins, à trouver des médicaments permettant de lutter efficacement contre les bactéries pathogènes pour l'espèce humaine.

Qu'y a-t-il de nouveau un demi-siècle plus tard ? Très schématiquement, l'utilisation des antibiotiques soulève aujourd'hui deux types de difficultés, tenant d'une part au développement continu d'inquiétants phénomènes de résistance et d'autre part à une importante surconsommation.

Les choses semblent plus complexes

Les antibiotiques constituent aujourd'hui la classe de médicaments dont l'usage est le plus répandu à l'échelon mondial. En 1985, un rapport officiel de la Caisse nationale d'assurance-maladie révélait qu'une ordonnance sur quatre comportait

en France une prescription d'antibiotiques, effectuée le plus souvent par les généralistes, les pédiatres et les chirurgiens-dentistes. En pratique, le prescripteur n'est pas, tant s'en faut, toujours en mesure d'affirmer que l'infection combattue est d'origine bactérienne (seule situation où un antibiotique est a priori efficace) et non d'origine virale, l'antibiotique étant alors inactif mais pouvant protéger contre une surinfection bactérienne.

En outre, le médecin ne dispose presque jamais en milieu extrahospitalier d'informations précises et confirmées quant au type de germe qu'il combat. L'usage des antibiotiques en médecine libérale correspond bien souvent à des prescriptions dites de sécurité, qui ne sont en rien freinées par les messages publicitaires vantant dans la presse spécialisée l'efficacité multiforme de ces produits.

Si elle ne peut nullement aider à l'équilibre des comptes de la Sécurité sociale, cette surconsommation est-elle de

nature à accélérer l'apparition des phénomènes de résistance aux antibiotiques ? On serait tenté de le croire, mais les choses semblent pourtant plus complexes.

Pour la majorité des spécialistes, l'apparition des résistances est en effet avant tout observée dans les services hospitaliers, sièges d'une concentration importante de germes pathogènes.

Un équilibre de la terreur

A la manière dont les insectes peuvent s'adapter à l'emploi régulier d'insecticides, les bactéries parviennent à sélectionner en leur sein des souches capables de déjouer l'action des molécules qui auparavant parvenaient à les détruire.

Ce phénomène est apparu dans les années qui ont suivi l'utilisation de la pénicilline. Il n'a depuis jamais cessé de se développer, imposant une course-poursuite sans fin entre la recherche pharmaceutique

de pointe et le génie infectieux des bactéries.

Cette forme microscopique de l'équilibre de la terreur ne peut être maintenue qu'au prix d'un meilleur usage mais aussi d'un renouvellement de la force de frappe médicamenteuse (1), et certains imaginent déjà pour le siècle prochain les nouveaux apports de la biologie moléculaire qui permettront de greffer dans certains germes des gènes d'antirésistance.

L'homme disposerait alors, grâce à ces micro-organismes génétiquement modifiés, de véritables chevaux de Troie bactériens, nouvelle génération d'armements dans un conflit qui semble aujourd'hui sans fin.

J. Y. N.

(1) Sur ce thème, les spécialistes pourront se reporter à « New Mechanisms of Bacterial Resistance to Antibiotic Agents », des docteurs George Jacoby et Gordon L. Archer, dans le *New England Journal of Medicine* du 28 février 1991.

Le Monde
L'EDUCATION

JUILLET/AOÛT 1991

UNIVERSITÉS
LES INSCRIPTIONS
EN PREMIÈRE ANNÉE

FAC par FAC
LES TAUX DE RÉUSSITE
AUX DEUG

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

SCIENCES • MÉDECINE

Ainsi soit Eve

Notre mère à tous serait née en Afrique il y a deux cent mille ans. Un biologiste américain, auteur en 1987 de cette théorie, découvre aujourd'hui que la réalité n'est pas aussi simple

LES nouveaux outils de la biologie sont aux chercheurs ce que le feu était à nos ancêtres : il faut les manier avec prudence, au risque de s'y brûler les doigts et d'y mettre à l'épreuve sa réputation. Publiée récemment dans la revue *Nature* par une équipe suédo-américaine (1), la dernière illustration de ce précepte a de bonnes chances de relancer la controverse qui agite depuis plus de vingt ans la communauté scientifique à propos des origines de l'homme. D'autant qu'elle remet en scène, en tant que juge et témoin, l'un des acteurs les plus iconoclastes de cette inextricable polémique, le biologiste Allan Wilson, le « père » de l'Eve africain, peut-être notre mère à tous.

Eve, une femme née quelque part en Afrique, il y a de cela deux cent mille ans, son histoire scientifique commence en 1987, à l'université de Berkeley de Californie où Allan Wilson dirige un laboratoire de biologie moléculaire. S'appuyant sur l'analyse de fragments d'ADN (acide désoxyribonucléique) recueillis sur 147 personnes de cinq origines différentes (Afrique, Asie, Europe, Proche-Orient, Nouvelle-Guinée), son équipe annonce cette année-là, publication à l'appui, être parvenue à remonter la piste de nos ancêtres, à retrouver la source originelle de l'homme moderne. La méthode employée est connue.

L'absence d'ossements

Elle consiste à mesurer le taux de variabilité (la « distance génétique ») existant entre certains gènes portés par les populations actuelles, puis à établir l'arbre généalogique des différents groupes d'homologie ainsi obtenus. Les gènes, affirme alors Wilson, sont formels : notre

arbre généalogique a une souche africaine unique, apparue il y a environ deux cent mille ans et dont chacun de nous, aujourd'hui, porterait encore quelques fruits dans son patrimoine héréditaire. Annoncée dans la revue *Nature* (2), largement amplifiée par la presse, les conclusions du biologiste provoquent aussitôt un tollé parmi les paléontologues.

Appel à la prudence

Eve sortant de l'éprouvette, sans même une dent, sans le plus petit bout de côte pour valider l'hypothèse ? Impensable, se récrient-ils. Car c'est bien là le hic : aucune trace d'ossements d'un des premiers *Homo sapiens sapiens*, ni même de ses ancêtres directs auxquels appartiendrait la fameuse Eve, n'a jamais été retrouvée où que ce soit. Pas plus sur le sol africain qu'ailleurs. Les biologistes s'en rendent à leur tour, consultent leur ADN et, pour la plupart, restent sceptiques : l'hypothèse de l'Eve africaine est certes intéressante, mais non concluante.

L'affaire aurait pu en rester là. Mais la passion, immanquablement, saisit les chercheurs dès lors qu'il est question de leurs origines. Et puis Wilson n'est pas n'importe qui. Dans les années 70, il fut l'un des premiers biologistes à faire admettre, en comparant les protéines de différents primates, que les lignées de l'homme, du chimpanzé et du gorille avaient divergé il y a cinq à sept millions d'années, soit beaucoup plus tardivement que ne le croyaient jusqu'alors les paléontologues. En 1983, il proposa une nouvelle modification de notre arbre phylogénétique, selon laquelle le chimpanzé et le gorille seraient apparus non pas avant mais après les hominidés, il y a moins de cinq

millions d'années. Une hypothèse fondée cette fois sur l'analyse de l'ADN, que beaucoup considèrent encore aujourd'hui comme sujette à caution mais que rien, depuis lors, n'est venu contredire avec certitude.

Allan Wilson bouscule l'ordre établi, et il dérange d'autant plus que sa valeur scientifique interdit de lui tourner simplement le dos. Depuis 1987, son Eve africaine a ainsi contraint nombre de chercheurs à retravailler leurs manchettes, et à établir, pour le mettre en défaut, d'innombrables objections techniques ou théoriques. Certes, telles l'absence d'ossements ou les critiques portant sur la valeur de l'échantillonnage choisi pour son étude, ne constituent pas à proprement parler des contre-preuves. D'autres semblaient plus probantes, et d'autant plus solides qu'elles provenaient, pour la plupart, de biologistes moléculaires.

Ces derniers soulignent, par exemple, que seule une infime proportion de l'ADN humain a été étudiée par l'équipe de Wilson. Ils rappellent que la régularité dans le temps du taux de mutation de l'ADN (constante indispensable pour établir avec précision un arbre généalogique) reste encore à vérifier. Tous, sans exception, reconnaissent que les apports de la biologie moléculaire à la paléontologie ne sont plus à démontrer. Mais ils précisent, comme le faisaient déjà en 1987 Pierre Darlu et Pascal Tassy, respectivement responsables d'un groupe de recherche d'épidémiologie génétique à l'INSERM et d'une équipe de paléontologie des vertébrés du CNRS, que les résultats de cette discipline « sont néanmoins entachés d'incertitude », et qu'il ne faut donc pas « surestimer exagérément les informations fournies par les comparaisons d'ADN entre populations humaines (3) ».

L'enfant terrible de Berkeley en aurait-il eu assez de ce concert de protestations ? A-t-il voulu damer le pion à ces détracteurs en se montrant plus royaliste que le roi ? La récente publication de *Nature*, qu'Allan Wilson cosigne avec ses collègues du Centre biomédical de l'université d'Uppsala (Suède), fournit en tout cas le plus étonnant, le plus savoureux appel à la prudence concernant ses propres conclusions. L'étude, en effet, remet purement et simplement en question la validité de l'ADN humain sur lequel le biologiste avait bâti son hypothèse.

Transmission paternelle

Matériel héréditaire, il est vrai un peu particulier. Il est porté non pas les chromosomes mais par de petites structures qui assurent la respiration des cellules vivantes, les mitochondries. Pour les généticiens des populations, l'ADN mitochondrial présente en effet plusieurs avantages sur l'ADN chromosomique. Porteur d'une information nettement plus réduite, présent à des milliers d'exemplaires dans chaque cellule vivante, il est d'abord beaucoup plus facile à étudier. Mais surtout, c'est là l'essentiel, l'ADN

mitochondrial ne se transmet chez les mammifères que par la mère. Il n'évolue donc que par mutations, constituant ainsi un « traceur » idéal pour déterminer la distance génétique entre espèces ou entre populations d'une même espèce.

Du moins le croyait-on jusqu'alors. Depuis près de vingt ans, toutes les études (et elles furent nombreuses) menées sur l'ADN mitochondrial pour établir les arbres phylogénétiques des espèces vivantes se basaient sur cette évidence, sur cette bienheureuse et exclusive transmission maternelle. Les biologistes, une fois encore, devront réviser leurs certitudes. Obtenus sur des souris hybrides issues des lignées *Mus musculus* et *Mus domesticus*, grâce à une technique très efficace d'amplification de l'ADN dite PCR (polymerase chain reaction), les résultats que vient de publier l'équipe suédo-américaine révèlent que l'ADN mitochondrial se transmet aussi par le père.

Dans une proportion infime, certes : tout au plus une molécule d'ADN sur mille, selon les auteurs de l'étude. Mais la découverte est d'autant plus indiscutable qu'elle suit de très près deux constatations similaires, effectuées depuis l'année dernière par d'autres équipes de recherche sur la moule et la mouche drosophile. Et comme on sait qu'en

biologie ce qui est vrai pour la souris l'est le plus souvent pour l'homme, il y a fort à parier que ces résultats vont obliger la communauté scientifique à remettre en question, ou du moins à réviser, la plupart des conclusions phylogénétiques tirées de l'ADN mitochondrial.

Loin de scier sa propre branche, Allan Wilson a déjà tiré les premières conséquences de cette nouvelle complication. « La découverte d'une transmission paternelle de l'ADN mitochondrial laisse penser que le plus récent ancêtre commun des populations humaines actuelles est sans doute apparu il y a moins de deux cent mille ans, plus tardivement qu'on le supposait jusqu'alors », conclut-il dans sa dernière publication. Quant à imaginer qu'il remette pour autant en question l'existence de son Eve africaine, ce serait mal le connaître.

CATHERINE VINCENT

(1) Publiée dans le numéro de *Nature* daté du 18 juillet, cette étude est signée par Ulf Gyllenstein et Agneta Josefsson, de l'université d'Uppsala (Suède), Dan Whetton, de l'université Fordham (New-York), et Allan Wilson, de l'université de Berkeley (Californie).

(2) *Nature* n° 325, vol. 31, 1987.
(3) *La Recherche* n° 190, juillet-août 1987.

L'énigme originelle

Parce qu'elle n'est venue à leur secours que très récemment et dans le sillage d'un événement d'une science encore jeune, la biologie moléculaire a toujours entretenu des relations ambiguës avec les disciplines les plus traditionnelles de l'évolution des espèces. Mais si la théorie génétique de l'Eve africaine enfreint à ce point les esprits, c'est aussi qu'elle s'inscrit au cœur même de la polémique qui, depuis des décennies, divise les explorateurs de nos origines.

Dans les grandes lignes, tout le monde s'accorde sur le premier acte. Il y a 5 millions d'années, en Afrique, les Australopithecus se sont un jour dressés sur leurs pattes de derrière.

Environ 2,5 millions d'années plus tard, leurs descendants donnaient naissance au grand-père direct de l'homme moderne : l'*Homo habilis*, l'homme qui taillait les pierres. Quelques centaines de milliers d'années encore, et son fils, l'*Homo erectus*, quittait l'Afrique

pour conquérir le monde. Mais, au deuxième acte, tout se brouille.

Les paléontologues le certifient, l'*Homo erectus* était présent en Afrique, en Asie et en Europe il y a 350 000 ans. A-t-il alors évolué simultanément en différents lieux pour donner naissance, 250 000 ans plus tard, à l'*Homo sapiens sapiens*, ce qui expliquerait l'existence de différentes races ? L'homme « doublement savant » est-il issu, au contraire, d'un seul peuplement d'*Homo erectus*, d'un unique jardin d'Éden ?

Entre « polycentristes » et « monocentristes », le débat se complique à mesure que les données conjointes de la paléontologie, de la biologie, voire de la linguistique, viennent enrichir le puzzle de nos origines. On conçoit alors que la théorie de l'Eve africain (à verser au dossier des monocentristes) n'ait rien simplifié.

Ca. V.

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde
L'IMMOBILIER

appartements ventes
11^e arrdt
Rue Pâle, prov. trois mètres, 2/3 P, 64 m², immeuble 1978, 2 étages, sur rue mine et jardin, double living et cuisine, chauffage individuel, cave, parking.
Prix : 1 600 000 F.
Tél. le soir 43-55-31-33, le week-end 30-56-86-02.

locations meublées demandes
Paris
Jeune inspecteur de police, marié à Paris, cherche studio meublé ou villa, Paris ou proche banlieue.
Tél. bur. 43-57-11-89
POSTE 473
demandeur M. ODDONE

villas
MAROLLES-EN-BRIE
VAL-DE-MARNE
VILLA 7 pièces sur 800 m² terrain, rez-de-ch., séjour, salle à manger, cuisine, 2 chbres, salle de bns, cuis. équipée, w.c., buanderie, 1^{er} ét. : 2 chbres, s. de bns, dressing, garage 2 voitures, terrasse 200 m², quartier calme, école, lycée, sports, golf, tennis, centre équestre.
Prix : 1 600 000 F.
Après 19 h : 48-98-12-78

OPPORTUNITÉ UNIQUE INDUSTRIE AGRO-ALIMENTAIRE

NOTRE ORGANISME

Food from Britain, qui reçoit ses fonds du gouvernement britannique et de l'industrie agro-alimentaire, a pour tâche de promouvoir les produits agro-alimentaires britanniques au Royaume-Uni et à l'étranger. L'un de ses sept bureaux étrangers est basé à Paris.

VOS RESPONSABILITÉS

- reprendre le bureau déjà existant de Food from Britain en France afin de développer une nouvelle société, la vôtre.
- proposer aux exportateurs de l'industrie agro-alimentaire un service de consultant.
- promouvoir les produits agro-alimentaires britanniques en utilisant tous les moyens disponibles, y compris les événements promotionnels en supermarchés, lors des salons professionnels ainsi que la publicité.

LA PERSONNE QUE NOUS RECHERCHONS

Nous recherchons une personne hautement motivée, qui soit parfaitement bilingue Français/Anglais et qui, de plus, possède :

- une connaissance reconnue du fonctionnement de sociétés agro-alimentaires britanniques et une bonne connaissance du marché français,
- de très bonnes qualifications dans les domaines financier et organisationnel et un sens inné de la promotion.

Le candidat retenu devra résider à Paris ou être prêt à s'y installer et apprécier travailler au sein d'une petite équipe.

CANDIDATURES

Merci d'envoyer vos candidatures (rédigées en anglais) à l'attention du Chief Executive à l'adresse suivante :
Food from Britain, 30/344 Market Towers, New Covent Garden Market, London SW3 5NQ.
Anglais avant le 26-août-1991.
Les entretiens se dérouleront à Paris.



Le Monde Cadres

VILLE DU HAVRE

200 habitants

TECHNICIEN TERRITORIAL

POUR SON SERVICE

DIVISION DES

PRESTATIONS TECHNIQUES

SECTEUR ÉNERGIE

Missions : synthèses des

consommations d'énergie,

diagnostic et proposition

d'améliorations soit sur le

niveau global, le bâtiment,

l'équipement, soit sur un

secteur précis. Délais et mise à jour

sur outils informatiques des

données techniques et économiques

des bâtiments communaux.

Profil : être titulaire d'un

diplôme de niveau supérieur et posséder

des connaissances en thermique, chauffage et

électricité. Connaissance de l'anglais.

Rémunération : 15 081 F net mensuel + prime de

sécurité + prime de fin d'année.

Les candidatures (lettre manuscrite, + CV) seront

reçues jusqu'au 31 août 1991 à :

Mairie du Havre

Bureau gestion des emplois

et des carrières

BP 51 76084 LE HAVRE

Cadex. Pour tous renseignements

complémentaires, contacter :

M^{me} SEPAN

Tél. : 35-61-45-45

(poste 5578).

L'AGENDA

Vacances

LANDES

conviens à louer

à partir du 15 août.

Camping à la ferme

16 km de Dax.

Cuisine, piscine.

Tél. (161) 68-88-50-42

CHATEL, Heurtre-Servelle

Lour, appt. Rez-de-ch., et

couch. 6 pers. Libre sept.

1 500 F la semaine.

Tél. (161) 65-73-24-74.

à partir de 15 heures.

animaux

A vendre

PERRILLES BOXER

nées le 31 mai 91

Disponibles de suite.

Page bilingue

2-30

Tél. (161-7) 34-53-86-83

le soir

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société :

constitue à compter du

10 décembre 1944.

Capital social :

620 000 F

Principaux associés de la société :

« Les rédacteurs du Monde »

« Association Hubert-Beuve-Méry »

Société anonyme

des lecteurs du Monde

Le Monde-Entreprises

M. Jacques Lescaume, gérant.

15-17, rue du Colonel-Pierre-Arta

75002 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 46-42-72-72

Télécopieur : 46-42-72-72

Tél. : 46-42-72-72

Tél. : 46-42-72-72

Tél. : 46-42-72-72

Tél. : 46-42-72-72

Tél. : 46-42-72-72

Tél. : 46-42-72-72

Tél. : 46-42-72-72

Tél. : 46-42-72-72

Tél. : 46-42-72-72

Tél. : 46-42-72-72

Tél. : 46-42-72-72

Tél. : 46-42-72-72

Tél. : 46-42-72-72

Tél. : 46-42-72-72

Tél. : 46-42-72-72

Tél. : 46-42-72-72

Tél. : 46-42-72-72

Tél. : 46-42-72-72

Tél. : 46-42-72-72

Tél. : 46-42-72-72

Tél. : 46-42-72-72

Tél. : 46-42-72-72

Tél. : 46-42-72-72

Tél. : 46-42-72-72

Tél. : 46-42-72-72

Tél. : 46-42-72-72

Tél. : 46-42-72-72

Tél. : 46-42-72-72

Tél. : 46-42-72-72

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, RUE FALGUIÈRE

75001 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-55-25-25

Télécopieur : (1) 40-55-25-99

Tél. : 205.506 F

Reproduction interdite de tout article

sauf accord avec l'administration

PRINTED IN FRANCE

Remise en vente sur microfilm et vidéo du Monde au (1) 40-55-25-33

ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY

94862 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-55-25-25

Télécopieur : (1) 40-55-25-10

Tél. : 261.511 F

Commission paritaire des journaux

et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

Commission paritaire des journaux

et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

Commission paritaire des journaux

et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

Commission paritaire des journaux

et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

Commission paritaire des journaux

et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

Commission paritaire des journaux

et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

Commission paritaire des journaux

et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

Commission paritaire des journaux

et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

Commission paritaire des journaux

et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

Commission paritaire des journaux

et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

Commission paritaire des journaux

et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

Commission paritaire des journaux

et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

Commission paritaire des journaux

et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

Commission paritaire des journaux

et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

Commission paritaire des journaux

et publications, n° 57 437

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94862 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 40-55-25-30

TARIF

FRANCE

SUISSE-BELGIQUE

LUXEMB.-PAYS-BAS

AUTRES PAYS

voies normales

y compris CEE et/ou

3 mois

460

CULTURE

CINÉMA

Point zéro pour la DEFA

L'avenir du plus grand complexe cinématographique de l'ex-RDA où furent tournés «Metropolis» et «l'Ange bleu», est en suspens

BERLIN
correspondance

En mai dernier, la DEFA - Société nationale du cinéma allemand - ou du moins ce qu'il en reste, c'est-à-dire les studios de Babelsberg, au sud de Berlin, a fêté ses quarante-cinq ans. Mais ceux qui ont fait sa notoriété manquaient à l'appel : le personnel artistique - réalisateurs, scénaristes, cameramen - est depuis longtemps mis à pied. Il y avait malgré tout de bonnes raisons de faire la fête, même si l'on y mettait une sourdine. La liquidation judiciaire des studios n'aura pas lieu. On ne parle plus de vendre les précieux terrains. Pourtant, depuis que la ville a été choisie comme siège du gouvernement, leur valeur foncière a largement dépassé le demi-milliard de marks, montant de leur évaluation précédente. Les Japonais n'avaient pas manqué de s'y intéresser et en avaient proposé 800 millions.

La Treuhand (1), en se prononçant pour le maintien des studios, a évidemment tenu compte de motifs culturels et politico-économiques. Cependant, mettre sur pied un projet solide demande plus de temps que certains ne l'imaginent. M. Peter Schiwy, ex-directeur général de RIAS (la radio de Berlin) et de NDR (la

télévision de Hambourg), s'est vu confier la tâche d'étudier - et seulement d'étudier - dans quelle mesure il est possible de faire de la DEFA une entreprise multimédia d'avenir, performante, apte à affronter la concurrence internationale. A la fin du mois d'août, il devrait faire connaître ses conclusions, et présenter ses propositions. Il devra notamment suggérer des associés privés, et indiquer en quoi consisterait leur participation. Une seule chose est pour l'instant certaine : les Länder de Brandebourg et de Berlin seront parties prenantes dans cette future société, mais ne la subventionneront pas. Toutefois, pour la mise en route est prévue une aide directe de l'Etat.

La richesse du passé

Une holding, vraisemblablement, rassemblera plusieurs entreprises spécialisées, des sections autonomes telles que la production de fictions, de documentaires, un centre de trucs, un studio de synchronisation et aussi, sans doute, un atelier de construction de décors, un studio de maquillage, une réserve d'accessoires. Concrètement se prépare déjà une visite guidée des studios comme il en existe à Hollywood - en moins somptueux toutefois. Il y aura quand même beaucoup à faire voir. Entre autres la réserve contenant un million d'accessoires, sans compter les costumes. On peut y trouver de quoi habiller des armées entières.

L'essentiel reste cependant la richesse du passé : les studios de la DEFA ont abrité la célèbre UFA, où ont été tournés, entre autres, «Metropolis» et «l'Ange bleu». C'est là, dans le grand studio, peint en bleu pour l'occasion, qu'Arane Mnouchkine doit venir à la fin septembre présenter sa «Trilogie des Attilas», pour les Festivals.

C'est ce passé, cette tradition du cinéma allemand portant la griffe Babelsberg, qui attire les producteurs étrangers. Français et Japonais ne s'y sont pas trompés, quand ils ont manifesté leur intérêt. La psychologie tient également son rôle dans les affaires. Plusieurs productions, pour l'instant uniquement allemandes, sont en cours de tournage. La Fondation Nordrhein-Westfalen pour le cinéma a promis une aide de 6 millions de marks. Quelques films vont être réalisés à Babelsberg par des cinéastes de l'ex-RDA, avec l'aide de l'Etat. Entrent dans les extras entrées les finances : spots publicitaires, location de costumes par l'intermédiaire d'un organisme privé.

La situation du cinéma allemand, qui devrait devenir le chef de volée de Babelsberg, n'est pas brillante. Les films bénéficiaires se sont faits rares, face à l'immense concurrence américaine. Certes, l'Europe assiste un grand espoir, mais jusqu'à présent, chaque pays continue à favoriser ses intérêts nationaux. Toutefois, lors du der-

nier Festival de Berlin, l'Association européenne des réalisateurs de films a soutenu le principe d'un centre et sollicité une aide de la Communauté européenne pour que désormais les jeunes cinéastes venus de toute l'Europe puissent tourner leur premier film à Babelsberg, en bénéficiant d'une subvention confortable.

La télévision indispensable

Les studios de la DEFA ne pourront pas vivre uniquement de l'industrie du film. La télévision est indispensable. Le Land de Brandebourg pourrait faire construire sur le terrain sa Maison de la radio. Entreprise facilitée, selon M. Schiwy, par l'installation de plusieurs chaînes, à commencer par celles des nouveaux États. Il compte sur la liquidation des studios de télévision encore en activité à Berlin-Adlershof, que, de son côté, le délégué aux affaires cinématographiques, M. Hans Eisenhauer, souhaite conserver. Car, dit-il, même si l'équipement électronique n'est pas pourvu de tous les derniers perfectionnements, il est en parfait ordre de marche. M. Eisenhauer considère que la construction prévue à Babelsberg est extravagante. Le Land de Brandebourg a accordé pour l'année en cours 20 millions de marks comme aide à la production cinématographique, mais la majeure partie de cet argent vient de Bonn, et on peut se demander si, à l'avenir, le Land sera, à lui seul, en mesure de réunir une telle somme.

Pour lancer Babelsberg, il faut en premier lieu réunir des entrepreneurs à fortes capacités financières pour réorganiser les bâtiments. Les sommes nécessaires pourraient atteindre cinquante millions de marks. M. Schiwy compte sur les télévisions privées. Lorsque les stocks américains seront épuisés, les besoins seront à nouveau considérables. Il ne pourra espérer pas attendre longtemps encore les bailleurs de fonds. Des deux mille quatre cents personnes environ naguère employées par la DEFA, il n'en reste aujourd'hui que neuf cents. Les comptables, qui ont les pieds sur terre, recommandent une nouvelle saignée pour descendre jusqu'aux quatre cents avec lesquels s'équilibrerait le budget. Mais la DEFA y perdrait ce qui a fait sa force : le personnel hautement qualifié que les autres studios lui envient. C'est pourquoi la bonne nouvelle concernant les terrains doit être reçue avec prudence. M. Schiwy lui-même a exprimé des réserves : aucun terrain «indispensable à la bonne marche de l'entreprise», a-t-il précisé, ne sera vendu. De quoi laisser le champ libre aux spéculations en tout genre.

RUDOLF GANZ
(traduit de l'allemand par Nicole Rohel)

(1) Société chargée de privatiser les entreprises d'Etat.

THÉÂTRE

Entre prestige et convivialité

Paris Quartier d'été achève sa seconde année de préfiguration sur un succès et rêve à 1992



Le 8 août, Royal de Luxe et la Mano Negra, le 11 août Royal de Luxe seul, ont donné à la Défense le grand finale de Paris Quartier d'été - qui à vrai dire s'est terminé le 11 août dans les jardins du Luxembourg, par un bal improvisé, avec un groupe de mirlouins. Le Festival a reçu plus de 5 millions de francs du ministère français de la culture, un bon million du ministère italien, 700 000 F de l'EPAD (Etablissement public pour l'aménagement de la Défense), 300 000 F de l'Association française d'action artistique, 30 000 F de l'Académie internationale du théâtre, 300 000 F de la Banque commerciale italienne, seul sponsor privé, ici comme ailleurs, le mécénat n'est plus ce qu'il était.

Pour sa seconde année de préfiguration, la manifestation a pris ses marques et tenu son pari. On décompte environ 95 000 entrées, soit le double de l'an dernier. Donner un chiffre exact est impossible, dans la mesure où plusieurs spectacles sont gratuits, dans la mesure aussi où autour du kiosque à musique au Luxembourg, les gens vont et viennent. 95 000, c'est un minimum. Le programme s'est partagé en trois secteurs : les spectacles «événements», tous joués devant des salles comblées - Meredith Monk à l'Odéon, l'Arlequin de Strahler à l'Opéra Garnier, bat andouille et musette avec Yvette Horner, un triomphe ; et les petites formes, domaine où l'«exotisme» - marionnettes iraniennes, comédiens ouzbek - a fait plus fort que les Français, parmi lesquels «Une petite entaille» de Xavier Durringer a connu un beau succès.

L'essentiel, pour Patrice Martinet, directeur de Paris Quartier d'été, est d'équilibrer festival et

fête, prestige et convivialité. De trouver les décalages propres à définir l'identité de cette manifestation pas comme les autres, parce qu'elle se passe à Paris, en période de vacances. Le public est composé de touristes, de Parisiens qui travaillent ou n'ont pas les moyens de partir. C'est pourquoi il est important de laisser un prix de place assez bas et de ne pas faire payer les spectacles de plein air. De répartir les représentations pour que les spectateurs puissent sortir chaque soir.

Du 14 juillet au 15 août, les dates seraient idéales. La difficulté vient de l'organisation du travail. Paris Quartier d'été a besoin de théâtres et la plupart ferment le 20 juillet. «On pourrait obtenir de certains qu'ils prolongent jusqu'à la fin du mois, car ils sont intéressés. Mais pas davantage», explique Patrice Martinet. «Bien sûr, en août, on peut imaginer davantage de plein air, mais on n'est jamais sûr du beau temps.»

Il espère naturellement que Paris Quartier d'été prendra en 1992 son élan définitif. Sur la suggestion de Jack Lang, il cherche à adapter la formule anglaise des «proms», concerts classiques donnés dans des salles dont on a retiré les fauteuils d'orchestre. Les gens s'assoient par terre, et paient une somme dérisoire. Aux corbeilles, tout est en ordre et les prix sont normaux. Il pense aussi à faire jouer des groupes trépanés dans des lieux insolites. A organiser un concours d'élegance - et d'extravagance. Quant à la présence des «jeunes compagnies», «elle ne doit pas être une obligation, mais se décider sur des coups de cœur. Il serait dommage de ne pas profiter du Théâtre Renaud-Barrauli, si les travaux y sont terminés, et s'il est libre. Le seul point régulier pourrait être une grande fête du 15 août à la Défense, une fête pour laque viendrait de loin, tout exprès».

COLETTE GODARD

Un château fort sous les grattes du de la Défense. Après le bal musette, le meringue, le théâtre ou le rock, la véritable Histoire de France du groupe Royal de Luxe a ponctué le Festival de l'été parisien.

ARTS

Structures colorées

Le cheminement d'un peintre américain qui a su se dégager des académismes contemporains

Quoiqu'il vive à Lyon, Gordon Hart, écossais de naissance, Américain de nationalité, n'est guère connu en France. Fâcheuse ignorance, à en juger d'après la rétrospective que lui consacre la Fondation du Château de Jau, dans les Pyrénées-Orientales. Hart est en effet tout à la fois exemplaire dans sa génération et séduisant dans son évolution. Etabli à New York en 1964, à vingt-quatre ans, il a embrassé la cause de la modernité critique alors à la mode avec tant d'ardeur qu'il a abandonné la peinture pour l'agitation politique en 1969.

Trois ans plus tard, il s'y remettait. «Les mains me démangeaient. Je voulais faire quelque chose, peindre, mais quoi peindre?», dit-il de cette période. La rétrospective de Jau décrit son cheminement de ce «quoi peindre» jusqu'à aujourd'hui. C'est l'histoire de la reconquête lente du geste et de la couleur, de la modulation et de la complexité. Des œuvres de 1973, à la laque industrielle sur toile, œuvres un peu minces où des lignes apparaissent seules sur des fonds monochromes, aux huiles récentes. Hart s'est libéré des interdits hérités du minimalisme.

Celui-ci prescrivait-il les formes simples et les aplats neutres? Hart expérimente des effets de couleur et de marbrure, il introduit des empâtements et des feuilles d'or. Chaque image est construite par l'entrecroisement de diagonales qui dessinent triangles et losanges superposés dans un espace de plus en plus profond et aérien. Des mousses de couleur rongent ces structures.

A l'étape suivante, la plus récente, ces barres obliques s'effacent, recouvertes par une marée de couleurs qui s'animent en nages et flaque. Sous le titre de «Nature series», il rend explicitement hommage à la tradition de l'expressionnisme abstrait américain des années 50, celle de Rothko et de Still. Comme il met dans ce retour à la peinture de la puissance, sinon de la violence, et une dextérité peu douteuse, comme il y fait ses preuves de coloriste, le plaisir de l'œil s'ajoute à celui de l'analyse historique. Le cas n'est pas si fréquent que l'on puisse se permettre de méconnaître plus longtemps Gordon Hart.

PHILIPPE DAGEN

Château de Jau, 66600 Camas-de-Féne; tél. : 68-38-91-38. Jusqu'au 15 septembre.

Polémiques black

«Malcolm X» provoque un conflit entre Spike Lee et Amiri Baraka (ex-LeRoy Jones)

NEW-YORK

correspondance

Avant même d'avoir entrepris le tournage de «Malcolm X», prévu pour la mi-septembre avec Denzel Washington dans le rôle-titre, et en écho à ses propres attaques contre Norman Jewison qui avait mis le projet en chantier («Un cinéaste blanc ne saurait faire justice de ce personnage»), Spike Lee est pris à partie par plusieurs groupes black, en particulier par le poète et auteur dramatique Amiri Baraka, anciennement LeRoy Jones, auteur du «Métro lastime». Une controverse similaire, mais moins féroce, avait éclaté lors de la création, en 1986, d'un opéra d'Anthony Davis intitulé X.

Les adversaires de Spike Lee reconnaissent ne pas avoir lu le scénario - réécrit d'après un script original de James Baldwin et Arnold Perl - que l'on a refusé de leur communiquer. Selon eux, le réalisateur exploiterait l'image du leader nationaliste black muslim, en détournant l'histoire, l'héritage politique et culturel. Ils se réfèrent aux précédents films de Spike Lee qu'Amiri Baraka condamne dans le «New York Times» du 10 août : «Nola Darling réduisait la lutte de la femme noire pour l'égalité des droits à de la pure nymphomanie; School Daze (inténué en France) rabaisait les problèmes dans les universités au rang de burlesque; Do the right thing ne présentait aucun personnage black sympathique et banalisait les attaques contre les Noirs. Amiri Baraka reproche à Spike Lee de tout ignorer du prolétariat et de renforcer les stéréotypes négatifs. Spike Lee répond en qualifiant Amiri Baraka de «gourou auto-applaudi».

Vingt-six ans après son assassinat, en 1965, Malcolm X est de plus en plus populaire dans les milieux black. Depuis les rappeurs - Public Enemy - jusqu'à M. Clarence Thomas, candidat choisi par M. George Bush pour occuper le fauteuil de M. Thurgood Marshall à la Cour suprême des Etats-Unis, nombreux sont ceux qui se réclament de lui, en tout ou partie.

Mais si certains souhaitent mettre l'accent sur la conversion du leader à l'islam, sur son activité de prédicateur puis d'activiste politique, d'autres estiment nécessaire de ne pas gommer la vie privée de Malcolm X, en particulier ses rapports avec les femmes et son passé de proxénète à Detroit.

La veuve de Malcolm X, Betty Shabazz, conseillère sur le film de Spike Lee, semble prendre ses distances par rapport à la controverse. Pour elle, ce n'est pas parce que Spike Lee tourne un film sur Malcolm X, que Malcolm X appartient à Spike Lee. «Malcolm X, dit-elle, appartient à tout le monde».

HENRI BÉHAR

MUSIQUES

Les mystères de Bunus

Michel Portal en liberté dans un festival éclectique

BUNUS
(Pyrénées-Atlantiques)

de notre envoyé spécial

Naguère, on distinguait assez finement le Pays basque du «fin fond du Pays basque». Le tout bien tassé au fin fond de la France profonde. Bunus, c'est là : au fin fond du Pays basque. Et le camping Inxaneta, qui sert de théâtre à son festival, parfaitement atypique, émergeant, est au fin fond de Bunus. Au pied du col d'Oyquich, entre Mauleon et Saint-Jean-Pied-de-Port, dans un des plus beaux décors naturels de la planète, tout un mystère.

Mysteriosus est un thème particulièrement subtil de Theonious Monk. Sous sa perfection formelle, celle d'une sphère, il cache une violence harmonique. Avec ses airs d'évidence, avec sa clarté naïve de compagne, l'échelle des sixtes dégingandée qui lui sert d'exposé assoiffé l'esprit comme un poème de Michaux. Le mystère de Monk s'y résume et probablement aussi celui de ce qu'on a appelé un temps le jazz. En retrouver simple-

ment la trace sans l'aplatir, sans la «jouer», n'est plus à la portée de grand monde. La prolonger, cette trace, la dérouter, l'ouvrir à son ombre d'infini comme le fait le Michel Portal New Unit, ici, à Bunus, en redouble la splendeur lunaire. En un instant, on trouve parfaitement attendus, justifiés, normaux, ce demi-millier de gens venus d'un ne sait où, ces profils de méditation basco-béarnaise aux nez pendants sous les bécots, cette écoute sidérée, ces enfants et ces vieux réveillés de la télévision par la musique nue.

D'un bout à l'autre d'une série dont «Mysteriosus» sous-titrait l'ensemble, reste la seule composition non originale, le New Unit a joué très exactement à l'envers des prescriptions que s'ingénient très consciencieusement à eux-mêmes les cent quarante deux festivals patentés de l'été. Donc, un festival, preuves en main, cela peut être aussi un état d'esprit, et pas seulement, comme on nous prie de le croire, une opération manichéenne.

En réalité, Bunus n'a pas les moyens de s'encombrer d'autocensure. L'autocensure actuelle - très

discrète bien entendu, très légère, presque volatile (le goût du public, la bonne tenue, la distraction, la rentabilité) - est un luxe. Bunus aligne sans souci des chefs basques (Oyhaburu) avec le même naturel qu'un récital de Miguel Angel Estrella, une prestation de Gilles Servat, entre deux débats sur l'ours, le vautour qui plane au-dessus du col, les vallées bientôt sacrifiées à deux pas (Aspe), et pour finir en beauté (Aspe).

On s'étonne parfois de sa présence, là, dans ce tron, comme en contre-carrière. De même que l'on s'étonne de la non-carrière de Bernard Lubat à Uzeste. Il faut y voir un signe. Avec sa jeune garde, Portal perd en sécurité ce qu'il gagne en liberté. Mais on devrait commencer à savoir qu'il préfère la seconde.

On connaît de «grands» festivals où la franchise tranchante d'un Yves Robert (trombone) serait mal reçue. A Bunus, on connaît la chanson et les instruments. Nul ne s'étonne de leur traitement. On reçoit. On perçoit. C'est ailleurs que l'on se demanderait à c'est d'avant-garde, si c'est atonal, si

c'est dissonant ou trop «difficile»... Ici, la question ne se pose même pas : pas davantage pour les climats subtils et les improvisations énergiques d'Andy Emler (clavier) ou la rythmique souple et remarquable de Tony Rabeson et François Moutin (basse). Chacun de ces types est bien engagé dans d'autres formules originales - Megaoctet d'Emler, Trio d'Yves Robert, Trio de Jean-Marie Machado, etc. On les nomme encore par commodité des musiciens de jazz. Evidemment, pour qui s'attend à entendre Maxime Saury, Claude Bolling, l'étonnement à toutes les chances d'être de taille.

Dans le genre, Michel Portal n'est ni un maître, ni une institution : simplement un musicien capable encore de surprendre au milieu de la nuit, au fin fond du monde, à deux pas de cettes soigneusement encombrées de toutes les prophéties modernes de l'ennui (ULM, kayak, motocross, montgolifère, scénologie pour débutants), sous une pluie d'étoiles filantes. Pour la beauté du geste et celle du mystère.

FRANCIS MARMANDE

SPECTACLES

Programmes du mercredi 14 au mardi 20 août

CINÉMAS

LA CINÉMATHEQUE

PALAIS DE CHAILLOT

MERCREDI
Aspects du cinéma français : années soixante : Carambolages (1963), de Marcel Bluwal, 16 h ; Rock and Movie : Farewell Cream (1968, v.o.), de Tony Palmer, 19 h ; Filmmore (1972, v.o.), de Richard T. Heffron, 21 h.

PALAIS DE TOKYO

MERCREDI
Les Quarante Ans des Cahiers du cinéma : Sous le signe du scorpion (1969, v.o.), de Paolo et Vittorio Taviani, 18 h ; Il était une fois dans l'Ouest (1968, v.o. s.f.), de Sergio Leone, 20 h.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, Grande-Galerie, porte Saint-Eustache, Forum des Halles (40-26-34-30)

MERCREDI
Les abonnés programment la séance du spectateur : Bande annonce : le Trou (1950) de Jacques Becker, le Trou (1960) de Jacques Becker, 14 h 30 ; Avant le déluge (1953) d'André Cayatte, 18 h 30 ; Chet's Romance (1988) de Bertrand Tavernier, Ascenseur pour l'échafaud (1957) de Louis Malle, 18 h 30 ; Saut dimanche et fêtes (1977) de François Ode, l'Argent (1983, v.o.) de Robert Bresson, 20 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

A FLEUR DE PEAU (A. v.o.) : George V, 9 (45-62-41-48) ; v.f. : Rex, 2 (42-32-52-37) ; UGC Convention, 15 (45-74-83-40).

L'AFFAIRE WALLRAFF (A. v.o.) : Lucmaire, 6 (45-44-57-34).

AKIRA (Jap., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).

AN ANGEL AT MY TABLE (Info-zélandais, v.o.) : Les Trois Luxembourgs, 6 (48-33-97-77).

L'ANNÉE DE L'ÉVEIL (Fr.) : Lucmaire, 6 (45-44-57-34).

L'APPROCHE FINALE (A. v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; George V, 9 (45-62-41-48) ; v.f. : Pathe Montparnasse, 14 (43-20-12-08).

AUX YEUX DU MONDE (Fr.) : Épée de Bois, 5 (43-57-47-77).

BANU, LE PETIT ÉTRANGER (Iranien, v.o.) : Utopie, 5 (43-28-84-65).

BOOM BOOM (Esp., v.o.) : Lucmaire, 6 (45-44-57-34).

LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS (A. v.o.) : Cinoches, 6 (45-43-10-82) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) ; Ranelagh, 15 (42-32-52-37).

CHEB (Fr.-Alg.) : Épée de Bois, 5 (43-57-47-77).

CHÉRIE, J'AI RÉTRÉCI LES GOSSES (A. v.f.) : République Cinéma, 11 (48-05-51-33) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68).

CHEROCHEE (Fr.) : Épée de Bois, 5 (43-57-47-77).

LE CID (A. v.o.) : Gaumont Parnasse, 14 (45-35-30-40).

CYRANO DE BERGERAC (Fr.) : UGC Triomphe, 6 (45-74-83-50).

DANCING THRU THE DARK (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; Utopie, 5 (43-28-84-65).

DANNY LE CHAMPION DU MONDE (Brit., v.f.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; Denfert, 14 (43-21-41-01) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) ; République Cinéma, 11 (48-05-51-33) ; Escorial, 13 (47-07-28-04).

DANS LA PEAU D'UNE BLONDE (A. v.o.) : UGC Triomphe, 6 (45-74-83-50) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-74-83-50) ; v.f. : Pathe Français, 9 (47-07-28-04).

DANSE AVEC LES LOUPS (A. v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; Gaumont Parnasse, 14 (45-35-30-40).

mont Ambassade, 6 (43-59-19-08) ; Les Parnassiens, 14 (43-27-52-37) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-74-83-50) ; v.f. : UGC Opéra, 9 (45-74-83-50) ; Faubourg, 13 (47-07-28-04).

DELICATESSEN (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-83-50) ; UGC Opéra, 9 (45-74-83-50) ; 20-40 (Fr.) : Gaumont Opéra, 2 (42-72-60-33) ; Bretagne, 6 (42-22-57-97) ; Les Trois Balzac, 6 (45-81-10-80) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27).

DO THE RIGHT THING (A. v.o.) : Images d'ailleurs, 5 (45-87-18-09).

LES DOORS (A. v.o.) : Épée de Bois, 5 (43-57-47-77) ; Publicis Champs-Élysées, 9 (47-20-76-23) ; La Bastille, 11 (43-07-48-60) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).

DOUBLE IMPACT (A. v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28) ; UGC Normandie, 6 (45-83-18-16) ; v.f. : Rex, 2 (42-32-52-37) ; UGC Convention, 15 (45-74-83-40) ; Pathe Montparnasse, 14 (43-20-12-08) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette Bis, 13 (47-07-28-04) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; UGC Convention, 15 (45-74-83-40) ; Pathe Wepler, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-38-10-82).

LA DOUBLE VIE DE VÉRONIQUE (Fr.-Pol., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40).

L'EAU ET LES HOMMES (Fr.) : La Gédé, 19 (40-05-80-03).

FATAL GAMES (A. v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Elysées Lincoln, 8 (43-59-38-14).

LA FRACTURE DU MYOCARDE (Fr.) : Lucmaire, 6 (45-44-57-34).

LES FRÈRES KRAYS (A. v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40).

LA BANDE À PISCOU. Film américain de Bob Hathcock, Paul Brizzi, Gaston Brizzi, Clive Pallant, Marziano, Rodric, Vincent Woodcock, v.o. : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28) ; v.f. : Rex, 2 (42-32-52-37) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-83-50) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette Bis, 13 (47-07-28-04) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; UGC Convention, 15 (45-74-83-40) ; Pathe Wepler, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-38-10-82).

LA CHANTEUSE ET LE MILLIARDAIRE. Film américain de Jerry Rees, v.o. : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (42-72-60-33) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette Bis, 13 (47-07-28-04) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; UGC Convention, 15 (45-74-83-40) ; Pathe Wepler, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-38-10-82).

LA CHANTÉUSE ET LE MILLIARDAIRE. Film américain de Jerry Rees, v.o. : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (42-72-60-33) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette Bis, 13 (47-07-28-04) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; UGC Convention, 15 (45-74-83-40) ; Pathe Wepler, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-38-10-82).

LA CHANTÉUSE ET LE MILLIARDAIRE. Film américain de Jerry Rees, v.o. : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (42-72-60-33) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette Bis, 13 (47-07-28-04) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; UGC Convention, 15 (45-74-83-40) ; Pathe Wepler, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-38-10-82).

LA CHANTÉUSE ET LE MILLIARDAIRE. Film américain de Jerry Rees, v.o. : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (42-72-60-33) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette Bis, 13 (47-07-28-04) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; UGC Convention, 15 (45-74-83-40) ; Pathe Wepler, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-38-10-82).

LA CHANTÉUSE ET LE MILLIARDAIRE. Film américain de Jerry Rees, v.o. : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (42-72-60-33) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette Bis, 13 (47-07-28-04) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; UGC Convention, 15 (45-74-83-40) ; Pathe Wepler, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-38-10-82).

LA CHANTÉUSE ET LE MILLIARDAIRE. Film américain de Jerry Rees, v.o. : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (42-72-60-33) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette Bis, 13 (47-07-28-04) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; UGC Convention, 15 (45-74-83-40) ; Pathe Wepler, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-38-10-82).

LA CHANTÉUSE ET LE MILLIARDAIRE. Film américain de Jerry Rees, v.o. : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (42-72-60-33) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette Bis, 13 (47-07-28-04) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; UGC Convention, 15 (45-74-83-40) ; Pathe Wepler, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-38-10-82).

LA CHANTÉUSE ET LE MILLIARDAIRE. Film américain de Jerry Rees, v.o. : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (42-72-60-33) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette Bis, 13 (47-07-28-04) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; UGC Convention, 15 (45-74-83-40) ; Pathe Wepler, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-38-10-82).

LA CHANTÉUSE ET LE MILLIARDAIRE. Film américain de Jerry Rees, v.o. : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (42-72-60-33) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette Bis, 13 (47-07-28-04) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; UGC Convention, 15 (45-74-83-40) ; Pathe Wepler, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-38-10-82).

LA CHANTÉUSE ET LE MILLIARDAIRE. Film américain de Jerry Rees, v.o. : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (42-72-60-33) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette Bis, 13 (47-07-28-04) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; UGC Convention, 15 (45-74-83-40) ; Pathe Wepler, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-38-10-82).

LA CHANTÉUSE ET LE MILLIARDAIRE. Film américain de Jerry Rees, v.o. : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (42-72-60-33) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette Bis, 13 (47-07-28-04) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; UGC Convention, 15 (45-74-83-40) ; Pathe Wepler, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-38-10-82).

LA CHANTÉUSE ET LE MILLIARDAIRE. Film américain de Jerry Rees, v.o. : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (42-72-60-33) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette Bis, 13 (47-07-28-04) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; UGC Convention, 15 (45-74-83-40) ; Pathe Wepler, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-38-10-82).

LA CHANTÉUSE ET LE MILLIARDAIRE. Film américain de Jerry Rees, v.o. : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (42-72-60-33) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette Bis, 13 (47-07-28-04) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; UGC Convention, 15 (45-74-83-40) ; Pathe Wepler, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-38-10-82).

LA CHANTÉUSE ET LE MILLIARDAIRE. Film américain de Jerry Rees, v.o. : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (42-72-60-33) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette Bis, 13 (47-07-28-04) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; UGC Convention, 15 (45-74-83-40) ; Pathe Wepler, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-38-10-82).

LA CHANTÉUSE ET LE MILLIARDAIRE. Film américain de Jerry Rees, v.o. : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (42-72-60-33) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette Bis, 13 (47-07-28-04) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; UGC Convention, 15 (45-74-83-40) ; Pathe Wepler, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-38-10-82).

LA CHANTÉUSE ET LE MILLIARDAIRE. Film américain de Jerry Rees, v.o. : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (42-72-60-33) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette Bis, 13 (47-07-28-04) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; UGC Convention, 15 (45-74-83-40) ; Pathe Wepler, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-38-10-82).

LA CHANTÉUSE ET LE MILLIARDAIRE. Film américain de Jerry Rees, v.o. : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (42-72-60-33) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette Bis, 13 (47-07-28-04) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; UGC Convention, 15 (45-74-83-40) ; Pathe Wepler, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-38-10-82).

LA CHANTÉUSE ET LE MILLIARDAIRE. Film américain de Jerry Rees, v.o. : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (42-72-60-33) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette Bis, 13 (47-07-28-04) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; UGC Convention, 15 (45-74-83-40) ; Pathe Wepler, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-38-10-82).

LA CHANTÉUSE ET LE MILLIARDAIRE. Film américain de Jerry Rees, v.o. : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (42-72-60-33) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette Bis, 13 (47-07-28-04) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; UGC Convention, 15 (45-74-83-40) ; Pathe Wepler, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-38-10-82).

LA CHANTÉUSE ET LE MILLIARDAIRE. Film américain de Jerry Rees, v.o. : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (42-72-60-33) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette Bis, 13 (47-07-28-04) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; UGC Convention, 15 (45-74-83-40) ; Pathe Wepler, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-38-10-82).

LA CHANTÉUSE ET LE MILLIARDAIRE. Film américain de Jerry Rees, v.o. : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (42-72-60-33) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette Bis, 13 (47-07-28-04) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; UGC Convention, 15 (45-74-83-40) ; Pathe Wepler, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-38-10-82).

LA CHANTÉUSE ET LE MILLIARDAIRE. Film américain de Jerry Rees, v.o. : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (42-72-60-33) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette Bis, 13 (47-07-28-04) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; UGC Convention, 15 (45-74-83-40) ; Pathe Wepler, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-38-10-82).

LA CHANTÉUSE ET LE MILLIARDAIRE. Film américain de Jerry Rees, v.o. : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (42-72-60-33) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette Bis, 13 (47-07-28-04) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; UGC Convention, 15 (45-74-83-40) ; Pathe Wepler, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-38-10-82).

LA CHANTÉUSE ET LE MILLIARDAIRE. Film américain de Jerry Rees, v.o. : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (42-72-60-33) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette Bis, 13 (47-07-28-04) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; UGC Convention, 15 (45-74-83-40) ; Pathe Wepler, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-38-10-82).

LA CHANTÉUSE ET LE MILLIARDAIRE. Film américain de Jerry Rees, v.o. : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (42-72-60-33) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette Bis, 13 (47-07-28-04) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; UGC Convention, 15 (45-74-83-40) ; Pathe Wepler, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-38-10-82).

LA CHANTÉUSE ET LE MILLIARDAIRE. Film américain de Jerry Rees, v.o. : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (42-72-60-33) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette Bis, 13 (47-07-28-04) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; UGC Convention, 15 (45-74-83-40) ; Pathe Wepler, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-38-10-82).

LA CHANTÉUSE ET LE MILLIARDAIRE. Film américain de Jerry Rees, v.o. : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (42-72-60-33) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette Bis, 13 (47-07-28-04) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; UGC Convention, 15 (45-74-83-40) ; Pathe Wepler, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-38-10-82).

Nous publions désormais le mardi les films qui seront à l'affiche à Paris, à partir du mercredi.

Les commentaires concernant les films nouveaux ainsi qu'une sélection commentée des exclusivités et des grandes reprises figureront dans notre supplément « Arts et Spectacles » du mercredi (daté jeudi).

GHOST (A. v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28) ; Pathe Marignan-Concorde, 8 (43-59-32-82) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) ; v.f. : Paramount Opéra, 9 (45-62-20-40) ; Pathe Clichy, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-38-10-82).

LA GLOIRE DE MON PÈRE (Fr.) : Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-09) ; Club Gaumont (Publicis Maitgnon), 6 (43-59-31-97).

GREEN CARD (A. v.o.) : Cinoches, 6 (46-33-10-82).

HALFMOON (Fr.-Tun., v.o.) : Épée de Bois, 5 (43-57-47-77).

HERNUT V (A. v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; République Cinéma, 11 (48-05-51-33) ; Denfert, 14 (43-21-41-01).

IMPROMPTU (Brit., v.o.) : Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20).

L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE L'ÉTÉ (A. v.o.) : Cinoches, 6 (46-33-10-82).

J'AI ENGAGÉ UN TUEUR (Fin., v.o.) : République Cinéma, 11 (48-05-51-33) ; Denfert, 14 (43-21-41-01).

J'ÉCRIS DANS L'ESPACE (Fr.) : La Gédé, 19 (40-05-80-03).

JACQUOT DE NANTES (Fr.) : Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20).

LE JOUR DES ROIS (Fr.) : Épée de Bois, 5 (43-57-47-77) ; Denfert, 14 (43-21-41-01).

JUNGLE FEVER (A. v.o.) : Images d'ailleurs, 5 (45-87-18-09) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-74-83-50) ; UGC Convention, 15 (45-74-83-40) ; Pathe Wepler, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-38-10-82).

LA BANDE À PISCOU. Film américain de Bob Hathcock, Paul Brizzi, Gaston Brizzi, Clive Pallant, Marziano, Rodric, Vincent Woodcock, v.o. : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28) ; v.f. : Rex, 2 (42-32-52-37) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-83-50) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette Bis, 13 (47-07-28-04) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; UGC Convention, 15 (45-74-83-40) ; Pathe Wepler, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-38-10-82).

LA CHANTÉUSE ET LE MILLIARDAIRE. Film américain de Jerry Rees, v.o. : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (42-72-60-33) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette Bis, 13 (47-07-28-04) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; UGC Convention, 15 (45-74-83-40) ; Pathe Wepler, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-38-10-82).

LA CHANTÉUSE ET LE MILLIARDAIRE. Film américain de Jerry Rees, v.o. : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (42-72-60-33) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette Bis, 13 (47-07-28-04) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; UGC Convention, 15 (

CHRONOLOGIE

Juillet 1991 dans le monde

La chronologie paraît le deuxième mardi (daté mercredi) de chaque mois.
Les chiffres entre parenthèses indiquent la date du numéro du Monde où est rapporté l'événement cité.
par ÉDOUARD MASUREL

ÉTRANGER

1. - ÉTATS-UNIS : Le président Bush désigne à la Cour suprême M. Clarence Thomas, un juge noir et conservateur, pour remplacer M. Thurgood Marshall, un juge noir et libéral qui avait démissionné le 27 juin (29/VI et 30/VI).

1. - JAPON : Le taux d'escompte est ramené de 6 % à 5,5 %, inchangé depuis dix mois, il est abaissé pour la première fois depuis février 1987 (2 et 3).

1. - PACIFIQUE DU SUD-OUEST : L'alliance entre les pays d'Europe de l'Est est totalement dissoute, malgré la volonté de l'URSS de conserver ses structures politiques (2 et 3).

1. - LIBAN : L'armée se déploie vers le sud. Dans la région de Salda, elle impose ses conditions aux Palestiniens après les avoir vaincus dans de violents combats (du 1^{er} au 12).

1. - ÉTHIOPIE : La conférence nationale réunie à Addis-Abeba prévoit des élections démocratiques en 1993 ainsi qu'un référendum d'autodétermination en Erythrée avant deux ans. Les anciens rebelles tiépiens conservent l'essentiel du pouvoir qui leur a été confié fin mai (3, du 5 au 8 et 24/VI, 1-1/III).

2. - BURKINA-FASO : Une nouvelle Constitution, qui prévoit l'instauration du multipartisme, est approuvée par référendum (28-29).

3. - ÉTATS-UNIS : IBM, numéro 1 mondial de l'informatique, conclut une alliance technologique avec son grand rival, Apple. Il annonce aussi, le 4, un accord de coopération avec l'allemand Siemens dans les composants électroniques (3).

3. - IRLANDE DU NORD : Les discussions multipartites commencées le 17 juin à Belfast entre protestants et catholiques s'achèvent sur un échec (4 et 5).

5. - SCANDINAVIE : Les activités de la Bank of Credit and Commerce International (BCCI) dans plusieurs pays sont suspendues grâce à une action internationale concertée et coordonnée par la Banque d'Angleterre, après la découverte de « fraudes à grande échelle ». Alors que le « trio » financier pourrait dépasser les 60 milliards de francs, la BCCI implantée dans cinquante-neuf pays et dont le principal actionnaire (77 %) est l'émirat d'Abou-Dhabi, serait impliquée dans des affaires de drogue, de terrorisme et d'espionnage, en particulier aux États-Unis (du 7 au 11, du 14 au 19 et à partir du 21).

6-7. - GRANDE-BRETAGNE : Deux Allemands, Steffi Graf, le 6, et Michael Stich, le 7, remportent les Internationaux de tennis de Wimbledon (du 27/VI au 9/VI).

10. - ÉTATS-UNIS : M. Bush annonce la levée partielle des sanctions économiques américaines imposées depuis septembre 1986. Après la fin officielle de l'apartheid, en juin, le pays a aussi été réintégré, le 9, au sein du mouvement olympique, dont il avait été exclu en 1970 (9, 11, 12 et 18).

11. - CHINE : Le gouvernement lance un appel à l'aide internationale après les inondations catastrophiques qui ont fait près de deux mille morts et des millions de sinistrés dans plusieurs provinces du Centre et de l'Est (10, 16, 21-22, 24 et 28-29/VI, 30/VI).

11. - FRANCE-TUNISIE : M. Mitterrand, lors d'une courte visite à Tunis, annonce un sommet méditerranéen pour le début de

1992 (12 et 13).

12. - IRAK : Washington, Paris et Londres menacent l'Irak d'une nouvelle intervention militaire s'il continue à refuser de dévoiler la totalité de son potentiel nucléaire, alors que les missions d'inspection envoyées sur place sont parvenues, malgré les obstacles, à mettre au jour un programme de fabrication de la bombe atomique assez avancé (du 2/VI au 1-1/III).

12. - MAURITANIE : Une nouvelle Constitution, qui consacre le processus de démocratisation engagé par le régime militaire, est approuvée par référendum (11/VI, 16, 27 et 31/VI, 1-1/III).

12. - TURQUIE : Lors d'une opération antiterroriste, dix militants d'extrême gauche sont tués par la police à Istanbul, tandis que la répression contre les séparatistes kurdes s'intensifie dans le sud-est du pays (du 12 au 17).

14. - PROCHE-ORIENT : Le président syrien Hafez El Assad accepte les propositions américaines pour un règlement de paix, qui prévoient une conférence régionale sous l'égide des États-Unis et de l'URSS, suivie de négociations directes entre Israël et les pays arabes. Saluant ce « grand changement politique », M. James Baker, secrétaire d'État américain, se rend de nouveau, du 18 au 22, en Syrie, en Égypte, en Jordanie, en Arabie saoudite et en Israël. Malgré les réticences israéliennes sur la question de la représentation palestinienne, la conférence de paix est convoquée pour octobre par MM. Bush et Gorbatchev, le 31, lors du sommet de Moscou (16, 17 et à partir du 19).

15. - ÉTATS-UNIS : La fusion de Chemical Bank et de Manufacturers Hanover donne naissance au deuxième groupe bancaire américain, derrière Citicorp. Le 25, deux autres banques, NCNB et C&S/Sovran, se regroupent et deviennent le troisième du secteur, qui a été très atteint par la crise économique (17 et 24).

15. - IRAK : Les forces militaires alliées présentes dans le nord de l'Irak depuis près de trois mois pour protéger la population kurde achèvent leur retrait. La plupart des Kurdes réfugiés en Turquie ont obtenu grâce à un rapprochement entre les « frères ennemis » communistes de la Chine et du Vietnam (6, 14-15, 17, du 19 au 22, 25, 26, 28-29 et 31).

17. - ÉTATS-UNIS : PHILIPPINES : Un accord est conclu sur l'avenir des bases militaires américaines aux Philippines, après deux ans de négociations. Il prévoit la fermeture avant septembre 1992 de la base aérienne de Clark, très endommagée en juin par l'éruption du volcan Pinatubo, et le renouvellement pour dix ans de celui de la base navale de Subic-Bay (du 17 au 20).

18. - FRANCE - ÉTATS-UNIS : Le groupe français d'assurances AXA investit 6 milliards de francs pour devenir le principal actionnaire d'Equitable Life, quinzième assureur américain (19 et 20).

18-19. - MEXIQUE : Le premier sommet ibéro-américain rassemble à Guadalajara les chefs d'État de dix-neuf pays latino-américains avec le roi d'Espagne, le président portugais et les premiers ministres espagnol et portugais. Malgré les pressions des autres participants, M. Fidel Castro n'envisage aucune réforme démocratique à Cuba (16, 18 et 21-22).

18-22. - ÉTATS-UNIS - GRÈCE ET TURQUIE : M. Bush est le premier chef d'État américain depuis 1959 à se rendre en visite officielle en Grèce, du 18 au 20, et en Turquie, du 20 au 22 (20, 21-22 et 24).

19. - AFRIQUE DU SUD : Le verbatim par le gouvernement d'un soutien financier à l'apartheid a dominé les journaux opposés

à l'ANC, est révélé par la presse. Le scandale de l'« Inkathagato » provoque un renouveau ministériel, le 29, ainsi que l'engagement du président De Klerk, le 30, d'annuler toute distribution de fonds secrets aux partis politiques (21-22, 23, 25, du 27/VI au 1^{er} et 30/VI).

20. - URSS : M. Boris Eltsine publie un décret qui interdit l'activité des partis politiques au sein des entreprises et des administrations de la Russie. Le PC critique vivement cette mesure, qu'il juge anticonstitutionnelle (23, 24 et du 26 au 30/VI, 7/III).

23. - ALLEMAGNE-FRANCE : Daimler-Benz signe un accord avec les actionnaires de Sogefi, société mère du groupe français Cap Gemini Sogefi, numéro un européen pour les services informatiques. Cet accord prévoit que le géant industriel allemand achète 34 % du capital de Sogefi, dont il pourra prendre le contrôle majoritaire en 1995 (9 et 25).

23. - MADAGASCAR : Le président Didier Ratsiraka décrète l'état d'urgence, alors que des manifestations massives ont lieu quotidiennement à Tananarive depuis le 10 juin, qui une grève générale, est très 2 et 21).

24. - INDE : Le gouvernement autorise les investisseurs étrangers à acquérir jusqu'à 51 % du capital d'entreprises dans des secteurs industriels prioritaires (30 et 31).

25. - ÉTATS-UNIS : La Maison Blanche annonce qu'aucune nouvelle navette spatiale ne sera plus construite (27).

25-26. - URSS : M. Gorbatchev fait approuver par le plénum du PC son projet de programme du parti, qui doit être adopté par un congrès avant la fin de l'année. Ce projet, qui prône un « socialisme démocratique humain », rompt avec le marxisme (du 25 au 30).

26. - CEE-JAPON : Les Douze approuvent un compromis sur les importations d'automobiles japonaises après dix-huit mois de négociations houleuses. Tokyo accepte, le 31, ces propositions, qui prévoient l'ouverture progressive du marché européen et la suppression en 1992 du système des quotas (11, 12, 14-15, 16, 24 et du 26 au 30/VI, 3-1/III).

29. - URSS : La Russie reconnaît l'indépendance de la Lituanie (20 et 31).

30. - AFGHANISTAN : A l'issue d'une réunion entre les mouvements de la résistance afghane, le Pakistan et l'Iran, à Islamabad, les moudjahidins afghans acceptent que le plan de paix de l'ONU serve de base au règlement du conflit (6, 18 et 26/VI, 1-1/III).

30. - NOUVELLE-ZÉLANDE : Le gouvernement conservateur présente un budget qui prévoit de renoncer à la politique de protection sociale en vigueur depuis près d'un siècle (4-5/III).

30-31. - ÉTATS-UNIS - URSS : MM. Bush et Gorbatchev, réunis à Moscou pour leur quatrième sommet, qualifié de « premier sommet d'après-guerre froide », soulignent l'établissement d'un « partenariat durable ».

Le 30, M. Bush annonce que la clause de la nation la plus favorisée va être accordée à l'URSS et propose une « aide pour convertir à des fins pacifiques » l'industrie militaire soviétique. Le 31, les deux chefs d'État signent le traité START, en négociation depuis neuf ans, qui prévoit une réduction de 25 % à 30 % de leurs armements nucléaires stratégiques. Ils annoncent aussi la convocation en octobre d'une conférence de paix sur le Proche-Orient. Le 1^{er} août, M. Bush se rend sans M. Gorbatchev en Ukraine (3, 9, du 12 au 16, 19, 23, 26 et du 30/VI au 3/III).

31. - URSS : Sept gardes-frontières lituaniens sont tués à la frontière avec la Biélorussie. Vilnius soupçonne le KGB d'être responsable de ce massacre (du 1^{er} au 5 et 7/III).

FRANCE

1-2. - La première conférence ministérielle entre producteurs et consommateurs de pétrole rassemblée à Paris les représentants de vingt-cinq pays, sur l'initiative de la France et du Venezuela (2 et 4).

3. - La loi d'orientation sur la ville et la réforme hospitalière sont définitivement votées à l'Assemblée nationale, la première grâce à l'absorption du PC et la seconde grâce au soutien de quelques députés centristes (2 et du 4 au 8).

3. - Les négociations entre le patronat et les syndicats sur la formation professionnelle aboutissent à un accord qui est signé par tous les partenaires sociaux, sauf la CGT (4 et 7-8).

3. - M^{me} Martine Aubry, ministre du travail, présente son plan de lutte contre le chômage, qui prévoit de rendre plus efficaces les dispositifs existants afin de favoriser l'insertion et la création d'emplois pour les plus défavorisés (4, 5, 9 et 11).

4. - La loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, qui prévoit des économies budgétaires, est considérée comme définitivement adoptée, aucune motion de censure n'ayant été déposée après l'engagement, le 3, de la responsabilité du gouvernement, pour la troisième fois sur ce texte (du 2 au 8 et 26).

4. - M. Charles Pasqua (RPR) propose des quotas d'étrangers par nationalité et par profession, en assurant que « prétendre que la France n'a pas besoin d'immigrants est un non-sens » (6, 9, 10 et 16).

5. - La session extraordinaire du Parlement, ouverte le 2, s'achève après l'adoption définitive par les députés unanimes d'une proposition de loi de M. Fabius autorisant la publicité des auditions des commissions d'enquête parlementaire (2, 4, 5, 7-8, 12 et 27).

5. - Les clubs de football de Bordeaux, Brest et Nice sont relégués en deuxième division du championnat de France en raison de leurs difficultés financières (4, 7-8, 14-15, 19, 20 et 23).

6. - Le comité directeur du PS entérine la proposition de M. Pierre Mauroy de convoquer un congrès extraordinaire sur le « projet » socialiste en décembre et de repousser le congrès ordinaire de 1992 à 1993 (27, 28 et 29/VI, du 3 au 30/VI).

8-9. - Une première réunion rassemblée à Paris des hauts fonctionnaires des cinq pays membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU, qui sont aussi les principaux producteurs et exportateurs de pétrole, pour discuter de morosité le commerce des armes, en particulier à destination du Proche-Orient (3, 4, 6, du 9 au 13, 17, 18 et 31).

9. - L'entrée du groupe informatique japonais NEC dans le capital de l'entreprise publique Bull a hauteur de 4,7 % est acceptée par le gouvernement qui l'avait bloquée en mai (10).

10. - M^{me} Edith Cresson présente devant le conseil des ministres un dispositif de maîtrise de l'immigration. M. Mitterrand souligne que, en dépit d'une fermeté accrue, il n'y a pas de « changement de cap », alors que l'évacuation par M^{me} Cresson, lors d'un entretien diffusé le 8 par TF 1, d'un recours à des « trois spéciaux » (chartes) pour expulser les étrangers en situation irrégulière avait suscité une vive inquiétude à gauche et relancé la polémique politique sur la question de l'immigration (du 7 au 13, 16, 17, 20, 23, 24 et du 30/VI, 1-1/III).

10. - Le tribunal administratif de Paris désavoue la procédure d'urgence absolue utilisée par le gouvernement pour expulser vers le Gabon, le 20 juin, un opposant marocain, M. Abdelmoumen Didiou, et ordonne la surse à exécution de l'arrêt d'expulsion. M. Didiou est de retour en France le 16 (3, 4, 6, du 12 au 17, 21-22 et 28-29).

10. - Le conseil des ministres

approuve un projet de loi qui prévoit de réduire de douze à dix mois la durée du service militaire et d'affecter des recrues à la sécurité civile (11).

11. - Goupil, dernier constructeur informatique privé français, est mis en liquidation judiciaire (19/VI, 2, 3, 4, 12, 13, 26, 28-29 et 30/VI).

12. - M^{me} Cresson annonce une « première série de mesures d'application immédiate » en faveur des familles d'anciens barak. Le dispositif gouvernemental est complété le 17, mais ces décisions sont jugées insuffisantes et le mouvement de protestation des fils de barak se poursuit dans plusieurs régions du sud de la France (à partir du 2).

12. - Le gouvernement renonce à développer le missile nucléaire mobile S 45 qui devait remplacer les missiles sol-sol enterrés du plateau d'Albion (du 21 au 27 et 31).

12. - 1 296 détenus sont libérés avec dix jours d'avance en raison d'une grâce collective accordée par M. Mitterrand pour le 14 juillet (10, 11 et 18).

14. - M. Mitterrand, lors de son traditionnel entretien télévisé du 14 juillet en direct de l'Élysée, rend hommage à M^{me} Cresson, louant son « courage », sa « fermeté », sa « résolute », son « bon sens ». A propos des critiques sur son « parler cru », il estime « sain d'avoir un premier ministre qui parle clairement ». Le chef de l'État n'exclut pas une réforme du mode de scrutin pour les cantonales et les régionales de mars 1992 (du 14 au 23, 25 et 26).

14. - Trois mille hommes de la division « Daguet », qui a combattu dans le Golfe, sont les vedettes du défilé militaire du 14 juillet sur les Champs-Élysées à Paris (13 et 16).

15. - Afin de renforcer les moyens de deux groupes publics, deux banques nationales, le Crédit lyonnais, le 15, puis la BNP, le 17, annoncent leur entrée dans le capital, l'un d'Unicor-Sacilor pour un montant de 2,5 milliards de francs et l'autre d'Air France pour 1 milliard (16, 18 et 19/VI, 1-1/III).

18. - Les pouvoirs publics avalisent le plan de reprise de ZEV-Proust, mis au point par les banques créancières pour éviter au troisième groupe textile français le dépôt de bilan (6, 7-8, 9, 14-15, 17, 18, 25 et 26/VI, 1-1/III).

22. - M. Pierre Joxe estime que les effectifs de l'armée de terre vont passer de 285 000 hommes à moins de 230 000 hommes en six ans (24 et 27).

23. - Une circulaire est publiée pour régulariser la situation des demandeurs d'asile qui se sont vu refuser le statut de réfugié. Mais, selon les associations qui les soutiennent, à peine 15 % des 100 000 déboutés remplissent les conditions imposées par le gouvernement (2, du 7 au 12, 20, 24, 27 et 30).

23. - En juin, le déficit du commerce extérieur a atteint 3,8 milliards de francs, le nombre de chômeurs s'est accru de 1,2 % et les prix ont augmenté de 0,2 % (17, 18, 24 et 27/VI, 1-1/III).

28. - L'Espagnol Miguel Indurain remporte le Tour de France cycliste (6 et du 9 au 30).

29. - Le Conseil constitutionnel annule un article de la loi sur la réforme hospitalière, jugeant que le mode de désignation différent pour les chefs de service ou de département est « contraire au principe d'égalité » (5, 7-8 et 31).

29. - Sud-Marine, groupe marillais de réparation navale et de construction offshore, est mis en liquidation judiciaire (2, 3, 13, 25 et 31/VI, 1-1/III).

31. - Le gouvernement renonce, sous la pression des écologistes, à construire deux des cinq barrages projetés pour l'aménagement du bassin de la Loire (2, 3 et 8).

Combats en Slovénie puis en Croatie

Le 2, de violents affrontements reprennent en Slovénie entre l'armée fédérale yougoslave et des unités de la défense territoriale slovène. Une trêve fragile s'instaure à partir du 3, alors que les combats ont fait soixante-quatre morts en Slovénie depuis le 27 juin. Plus de la moitié des victimes sont des soldats de l'armée fédérale et environ deux mille d'autres ont été faits prisonniers. Ljubljana accepte, le 5, de les libérer et de lever le blocus des casernes.

Les 3 et 4, le comité d'urgence de la CSCE, chargé de consultations en cas de crise, se réunit à Prague : l'envoi d'une mission d'observateurs est confié à la CEE.

Le 5, les ministres des affaires étrangères de la CEE, réunis à La Haye, menacent implicitement de reconnaître la Slovénie et la Croatie en cas d'opération offensives de l'armée fédérale, alors qu'une semaine auparavant ils insistent avant tout sur le maintien de l'unité du pays. Un embargo sur les armes et un gel de l'aide financière sont décidés, ainsi qu'une nouvelle mission de la « troika ».

Le 7, la « troika » européenne (les ministres des affaires étrangères néerlandaise, luxembourgeoise et portugaise) se rend pour la troisième fois en dix jours en Yougoslavie. A l'issue de quinze heures de réunion dans l'île de Brioni avec les dirigeants serbes, slovènes, croates et fédéraux, une « déclaration commune » est adoptée. Elle prévoit un cessez-le-feu immédiat ainsi que le retour de l'armée fédérale dans ses casernes et confirme le moratoire de trois mois sur les déclarations d'indépendance du 25 juin de la Slovénie et de la Croatie afin de reprendre les négociations sur l'avenir de la Yougoslavie.

Le 18, la présidence collégiale de la Fédération annonce le retrait de l'armée fédérale de Slovénie. Cette décision est saluée à Ljubljana comme une reconnaissance

de fait de la souveraineté slovène.

Les jours suivants, la tension retombe en Slovénie, mais elle s'accroît en Croatie, qui n'a pas obtenu le retrait des troupes fédérales et où vivent 12 % de Serbes. Les affrontements ethniques, sporadiques depuis des mois, mais encore plus violents depuis trois semaines, font vingt morts le 22, accentuant l'exode de Serbes, mais aussi de Croates qui vivent dans des zones majoritairement peuplées de Serbes. Avant la fin du mois, c'est dans ces zones, au sud de Zagreb, que plus de cent autres personnes sont tuées lors de combats opposant les forces de l'ordre croates à des extrémistes serbes ou à l'armée fédérale, dont la plupart des officiers sont serbes.

Le 29, les ministres des Douze proposent d'étendre à la Croatie la mission des observateurs de la CEE, qui sont déjà une cinquantaine en Slovénie, où ils veillent au respect du cessez-le-feu.

Le 29, les ministres des Douze

proposent d'étendre à la Croatie la mission des observateurs de la CEE, qui sont déjà une cinquantaine en Slovénie, où ils veillent au respect du cessez-le-feu.

Le 29, les ministres des Douze

proposent d'étendre à la Croatie la mission des observateurs de la CEE, qui sont déjà une cinquantaine en Slovénie, où ils veillent au respect du cessez-le-feu.

Le 29, les ministres des Douze

proposent d'étendre à la Croatie la mission des observateurs de la CEE, qui sont déjà une cinquantaine en Slovénie, où ils veillent au respect du cessez-le-feu.

Le 29, les ministres des Douze

proposent d'étendre à la Croatie la mission des observateurs de la CEE, qui sont déjà une cinquantaine en Slovénie, où ils veillent au respect du cessez-le-feu.

CULTURE

9-10. - Le Festival d'Avignon s'ouvre avec les Comédies barbares, de Valère-Lévy, mises en scène par Jorge Lavelli et données en deux soirées dans la Cour d'honneur. Mais il présente aussi l'Opéra équestre de Zingaro, dans la carrière Callet, à Boulbon, le Ballet de Francfort de William Forsythe ainsi qu'un programme de musiques d'Iran (4 et du 11 au 31).

11. - Au Festival d'Aix-en-Provence, *Castor et Pollux* de Jean-Philippe Rameau est mis en scène par Pier Luigi Pizzi, avec les Arts florissants sous la direction de William Christie. Le 18, le *Songue d'une nuit d'été* de Benjamin Britten est interprété par James Bowman et l'Ensemble orchestral de Paris dirigé par Stuart Bedford (du 12 au 15, 17 et 21-22).

16. - Mort de Robert Motherwell, peintre américain (19).

19. - Mort de l'historien Charles André Julien (25).

20. - Aux Chorégies d'Orange, *Elektra* de Richard Strauss est interprété par Gwyneth Jones dans le rôle-titre (23).

22. - Mort de l'écrivain André Dhôtel (24 et 25).

24. - Mort d'Isaac Bashevis Singer, écrivain américain d'origine polonaise (28).

Le Festival de Montpellier fait découvrir *Turandot* composé en 1911 par Ferruccio Busoni et interprété par Kant Nagano à la tête des chœurs et de l'orchestre de l'Opéra de Lyon (26, 28-29 et 31/VI, 3/III).

29. - Mort de Guy Dumur, critique dramatique au *Nouvel Observateur* (31/VI et 1-1/III).

ÉCONOMIE

Nouvelle opération de concentration dans le secteur aux Etats-Unis

Le rachat de Security Pacific par BankAmerica donne naissance au deuxième groupe bancaire américain

La fusion solution miracle ?

Avec la fusion, les banquiers américains auraient-ils trouvé la solution miracle à tous leurs maux ? Ou ne sont-ils guidés que par un instinct de moutons de Panurge ? En moins d'un mois, on aura assisté à la naissance de trois nouveaux grands groupes bancaires, qui ont complètement chamboulé le classement des dix premières banques américaines. Et le mouvement ne semble pas près de s'achever.

Réduction d'un secteur surcapacitaire, économies de gestion, consolidation financière, acquisition d'une dimension nationale pour se préparer à la réforme bancaire... les arguments évoqués pour justifier les regroupements ne manquent pas. Sont-ils pour autant tous aussi fondés ? Certes, le secteur bancaire américain avec plus de 12 000 établissements, en plus ou moins bonne santé, est pléthorique et la concentration s'impose. Mais cette voie apparaît plus appropriée aux banques régionales qu'aux grands établissements.

Le gigantisme de la taille serait la voie royale pour réduire les coûts de gestion, restructurer des actifs, résorber le portefeuille de créances douteuses ou améliorer les normes de capital. Seule, une banque ne saurait tailler dans ses frais de gestion mais trouverait dans l'alliance avec une concurrente, aussi handicapée qu'elle, le stimulant pour y parvenir. C'est du moins l'objectif (mythique ?) qui guiderait les mariés du jour, BankAmerica et Security Pacific. Cependant, avant de parvenir à d'hypothétiques économies d'un milliard de dollars par an, les nouveaux partenaires vont commencer par provisionner un milliard de dollars pour créances douteuses et 700 millions pour charges de restructuration. Sans oublier les traumatismes sociaux que représente une fusion. Mais sans doute Citicorp, rivale la plus menacée par le dynamisme de BankAmerica, ne sera-t-elle pas mécontente de voir sa brillante seconde s'enliser dans la lenteur et la complexité d'une telle opération.

D'autres, comme la Chase Manhattan et la Citicorp, préfèrent pour l'heure compter sur leurs propres forces pour restructurer leurs actifs et améliorer leurs normes de capital, en cédant des activités, en se recentrant sur leurs métiers de base... avant de partir à l'assaut de nouveaux territoires ou de nouveaux secteurs. Mais BankAmerica semble avoir oublié que, naguère, c'est ainsi qu'elle était sortie du gouffre...

CLAIRE BLANDIN

A Paris et dans les Hauts-de-Seine

Augmentation de la taxe sur les transports payée par les entreprises

Les entreprises de plus de neuf salariés de Paris et des Hauts-de-Seine vont devoir payer plus pour les transports en commun, à compter du 1^{er} septembre : un décret publié au Journal officiel du 11 août porte de 2,2 à 2,4 % des salaires la taxe au titre des transports. Dans les autres départements franciliens, la taxe est inchangée : 1,8 % pour la Seine-Saint-Denis et le Val-de-Marne, 1,2 % pour l'Essonne, les Yvelines, le Val-d'Oise et la Seine-et-Marne.

Ce versement est destiné au financement des dépenses de fonctionnement et d'investissement des entreprises de transports en commun. Selon le ministère de l'équipement, du logement, des transports et de l'espace, cette taxe devait rapporter, en 1991, 3,284 milliards de francs à la SNCF et 2,698 milliards à la RATP.

Troisième rapprochement annoncé en moins d'un mois, et de loin le plus important, celui des deux grandes banques californiennes, BankAmerica et Security Pacific, actuels numéro deux et cinq du secteur, donne naissance au deuxième groupe bancaire américain. Avec 193 milliards de dollars (environ 1 160 milliards de francs) d'actifs, cette nouvelle banque supplante les deux dernières en date : celles de Chemical Bank Manufacturers Hanover, et de NCNB-C & S/Sovran.

Le 15 juillet, deux grands établissements new-yorkais, Chemical Bank et Manufacturers Hanover annonçaient leur mariage (le Monde du 17 juillet) qui aurait dû donner naissance à Chemical Banking, deuxième groupe bancaire américain avec 155 milliards de dollars d'actifs. Le 22 juillet, c'était au tour de NCNB (Caroline du Nord) et de C & S/Sovran (Géorgie) de créer NationsBank (le Monde du 24 juillet), nouvel ensemble qui devait devenir le

numéro trois de la profession. Le rapprochement spectaculaire, annoncé le 12 août, de BankAmerica et de Security Pacific prend la vedette aux deux précédents, la nouvelle entité accaparant désormais la deuxième place, non loin du numéro un Citicorp.

Cette troisième « méga-fusion » prendra la forme d'un rachat de Security Pacific par BankAmerica, pour un montant de 4,3 milliards de dollars, les actionnaires de Security Pacific recevant, pour chacun de leurs titres, 0,85 action BankAmerica. Agréé par les conseils d'administration des deux banques, l'accord reste encore soumis à l'approbation des autorités américaines. M. Richard Rosenberg, l'actuel président de BankAmerica, deviendra le président de la nouvelle entité, qui gardera le nom de BankAmerica, le président de Security Pacific, Robert H. Smith, devenant son directeur général.

« Nous voulons construire sur les forces des deux établissements pour créer une nouvelle entité bancaire fortement bénéficiaire, qui deviendra préminente aux Etats-Unis et mieux placée sur le plan mondial », a affirmé M. Rosen-

berg. Les banques américaines ont, en effet, dégringolé dans le classement mondial, au profit principalement des établissements japonais, qui monopolisent en 1990, en termes d'actifs, les sept premières places, la première américaine, Citicorp, ne se situant qu'au vingt et unième rang. En 1982, Citicorp et BankAmerica étaient encore numéro un et deux mondiaux.

Dynamique et rentable

BankAmerica, fondée en 1904 et située à San-Francisco, est l'actuel numéro deux américain de la banque avec 113 milliards de dollars d'actifs et 54 000 employés. En mauvais état il y a cinq ans, elle est aujourd'hui l'une des banques américaines les plus dynamiques et les plus rentables. Elle a dégagé, au premier semestre 1991, un bénéfice net de 554 millions de dollars, en hausse de 1,7 % par rapport au premier semestre 1990. En revanche, son nouveau partenaire n'est pas dans une situation aussi brillante. Pourvu d'un portefeuille de créances à risques, aux Etats-Unis comme à l'étran-

ger, Security Pacific, fondée en 1871 et basée à Los Angeles, numéro cinq du secteur avec 80 milliards de dollars d'actifs et 38 000 employés, a vu son bénéfice reculer de 63 % sur les six premiers mois de l'année, pour tomber à 143,2 millions de dollars. Security Pacific avait déjà fait l'objet de rumeurs de fusion ces derniers mois, mais avec Wells Fargo, une autre grande banque californienne.

Les deux nouveaux partenaires considèrent donc, après d'autres, que la fusion apportera une solution à plusieurs de leurs problèmes : coûts de gestion, portefeuille de créances douteuses, insuffisance de fonds propres, secteur surcapacitaire. Selon les premières évaluations, la nouvelle société devrait constituer 700 millions de dollars de provisions pour charges de restructuration et augmenter d'un milliard de dollars les provisions pour créances douteuses, provenant essentiellement de Security Pacific. Mais ce rapprochement pourrait déboucher sur des économies annuelles d'environ un milliard de dollars dans les trois ans à venir, estiment les

deux intéressés. La nouvelle a plutôt été bien accueillie par Wall Street : le 12 août en milieu de matinée, le titre Security Pacific faisait un bond de 9,75 dollars à 32,75 dollars, tandis que le titre BankAmerica gagnait 1,75 dollar à 39,125 dollars. Mais les agences de notation financière se montrent plus réservées : ainsi Moody's, l'une des plus grandes, a-t-elle décidé de mettre BankAmerica sous surveillance avec possibilité de « dégradation ».

C. B.

Les dix premiers

(Classement par actifs 1990 en milliards de dollars)

- 1 Citicorp : 217.
- 2 BankAmerica : 190.
- 3 Chemical Banking : 135.
- 4 NationsBank : 118.
- 5 Chase Manhattan : 98.
- 6 J.P. Morgan : 93.
- 7 Bankers Trust : 64.
- 8 Wells Fargo : 56.
- 9 First Interstate : 51.
- 10 First Chicago : 50.

Adieu Pan Am

Suite de la première page.

Il mène une guerre sans pitié à Imperial Airways, qui porte haut les couleurs britanniques, puis, à partir de la deuxième guerre mondiale, à TWA dont le propriétaire d'un temps, Howard Hughes, était tout autant maniaque de pouvoir. Il transporte des passagers, mais aussi des armées, des soldats, des espions. Comme United Fruit, il fait et défait les régimes latino-américains, pour obtenir des droits de trafic. Il flirte d'un peu trop près avec l'Allemagne nazie, mais sait, comme personne, tirer son épingle des jeux compliqués qu'il adore mener.

Loin de ces coulisses pas toujours reluisantes, mais qui lui assurent un pouvoir enviable, Juan Trippe construit obstinément le premier réseau aérien du monde, le plus dense et le plus luxueux, pour faire pièce aux concurrents, mais aussi aux derniers paquebots. Pan Am réalise, sous sa férule et au rythme de ses coups de cœur géniaux, un nombre respectable de « premières ». Elle est la première compagnie, en 1928, à lancer un vol au-dessus des eaux internationales entre Key-West (Floride) et La Havane ; la première à relier San-Francisco à Manille, en 1934 ; à voler régulièrement de Washington à Lisbonne, en 1939 ; à transporter un président des Etats-Unis, en 1943 ; à mettre en ligne le Boeing 707, en 1958, et le Boeing 747, en 1970. La première à assurer un tour du monde permanent par l'ouest comme par l'est.

L'abondance de ses exploits glorieux n'a d'égale que celle des prévenances de Pan Am pour ses passagers, gavés de foie gras et de caviar, abreuvés de champagne et servis à table, dans une vaisselle d'argent présentée par un personnel stylé, pour ne pas dire soigné. Les annonces sur les vols asiatiques sont effectuées en quinze langues...

Mais Trippe en fait trop. Parmi ses innombrables erreurs flam-

boyantes, l'une va préparer la décadence de son empire. Il pousse Boeing, son complice de toujours, à lancer son avion géant, le 747, qui dispose d'une capacité deux fois et demie supérieure à celle de l'avion le plus grand du moment. Pour le convaincre, il lui en achète, en 1966, vingt-cinq d'un coup pour 600 millions de dollars, dont la moitié payée comptant quatre ans avant la première livraison. Pan Am consacre, alors, ses moyens financiers à lancer un avion qui va se révéler trop vaste sur l'Atlantique nord. La compagnie n'a pas l'emploi d'une flotte aussi nombreuse. Enfin, le Boeing-747 connaît, dès sa mise en ligne, des problèmes de moteur qui nuisent à la ponctualité et à l'image de Pan Am. Aujourd'hui, cet appareil est l'avion le plus rentable de Boeing, qui a manqué, lui aussi, faire faillite dans l'histoire...

Juan Trippe tire sa révérence, en 1968, sans crier gare ni préparer sa succession. Aucun de ses successeurs ne sera à la hauteur de la réputation de Pan Am, et les monopoles de celui-ci fondent peu à peu. Le premier, Neeb Halaby, un ancien fonctionnaire, ne peut rien tirer de l'armée de bénéficiaires que lui a légué Trippe.

Des augmentations gratues

A partir de 1972, le second, le brigadier général William Seawell, tente de mettre un peu d'ordre dans les comptes. Mais, en 1974, Pan Am perd toujours 60 millions de dollars pour chacun des 3,5 millions de passagers transportés, en raison de l'adaptation des Boeing-747. Seawell commet la deuxième erreur fatale : conscient que sa compagnie manque d'un réseau intérieur qui alimenterait ses lignes internationales, il achète deux fois trop cher, pour 432 millions de dollars, National Airlines, dont les avions et le réseau ne lui sont guère utiles. Commence l'effeuillage de Pan

Am. La vaisselle en argent avait disparu du service à la fin des années 70. A partir de 1981, les augmentations deviennent autrement graves. Seawell vend pour 400 millions de dollars le siège new-yorkais et pour 500 millions la chaîne hôtelière Intercontinental.

2,6 milliards de dollars de passif

Son successeur, C. Edwards Ackert, réduit le train de vie. Les vieux Boeing-747 toujours surdimensionnés sont remplacés par des Airbus plus économiques en carburant. Rien n'y fait et le cauchemar se poursuit. La compagnie perd 483 millions de dollars en 1982. Seulement 65 % des vols partent et arrivent à l'heure. Faute de liquidités, Ackert se coupe un bras et vend, en 1985, à United Airlines ses lignes ultra-rentables du Pacifique pour 750 millions de dollars. Cela ne suffit pas à arrêter la chute et, comme il n'a pas personnellement grand train, les syndicats obtiennent sa tête, en 1988, en promettant, en échange, au conseil d'administration de faire 540 millions de dollars d'économies.

Thomas Plaskett, qui lui succède, a beau rationaliser la gestion et faire les bons choix techniques ou commerciaux (il le culte de proposer, en 1989, de racheter Northwest, en bonne santé, elle), le redressement se dérobe et les coups de grâce sont portés, d'une part, en décembre 1989, par l'explosion criminelle d'un Boeing-747 qui coûte la vie à 275 personnes au-dessus de Lockport (Suisse) et d'autre part, par la guerre du Golfe. Après avoir encore retardé les échéances en vendant les droits de trafic au départ de Berlin à Lufthansa et ceux au départ de Londres à United, Thomas Plaskett ne peut plus soutenir les 2 milliards de dollars de pertes quotidiennes. Il dépose le bilan, le 8 janvier 1991, avec un passif cumulé de 2,6 milliards de dollars et obtient le redressement judiciaire.

Depuis cette date, un ballet sinistre se joue autour des débris de la vieille dame tombée dans la misère. Les trois « majors », Delta, United et American Airlines veulent bien les dernières belles lignes d'Amérique latine ou d'Europe ou encore la route Washington-New-York-Boston, mais pas les pertes et pas la totalité des 27 000 salariés et des 150 avions.

Au cours de l'été 1991, la compagnie, qui a transporté les rois et les vedettes avec un luxe digne de la marine à son apogée, connaît l'humiliation de remplir ses avions avec des clients ayant accumulé des bons de vol gratuits. Les passagers se sont empressés de demander leur dû, lorsque la rumeur de la liquidation prochaine de Pan Am a rempli les colonnes des quotidiens et des magazines américains.

Pan Am n'a plus de réseau. En vingt ans, elle n'a réalisé que quatre exercices légèrement bénéficiaires. Ses passagers paient, désormais, en monnaie de singe. L'épopée s'arrête ici, soixante-cinq ans après l'envol. Conservant quelques lignes entre les Etats-Unis et l'Amérique latine, Pan Am n'est plus que l'ombre d'elle-même.

ALAIN FAUJAS

Les prévisions de la Commission de Bruxelles

La croissance mondiale pourrait passer de 1,5 % cette année à 2,8 % en 1992

La croissance économique mondiale sera faible cette année, ne dépassant pas 1,5 %, prévoit la Commission de Bruxelles. L'année prochaine devrait en revanche, la croissance pouvant atteindre 2,8 %. La Commission fonde ces prévisions de reprise sur une plus grande flexibilité des économies industrialisées, sur la baisse des prix des matières premières, sur la baisse des taux d'intérêt aux Etats-Unis et enfin sur le retour progressif de la confiance des agents économiques du secteur privé après le

choc causé par la guerre du Golfe. Dans la CEE, la croissance serait réduite de moitié cette année avec un taux de 1,4 % et aux Etats-Unis elle ne serait que de 0,1 % contre + 1 % en 1990. La Commission estime que le plus probable est maintenant une reprise modérée générale et une réduction des écarts dans les cycles conjoncturels, l'Allemagne et le Japon, qui n'ont pas été touchés par le ralentissement, enregistrant à leur tour une croissance modérée.

REPÈRES

INFRASTRUCTURES

Trafalgar House construira la première autoroute à péage britannique

Le gouvernement britannique a confié, le 12 août, à Trafalgar House la construction et l'exploitation de la première route à péage construite en Grande-Bretagne depuis un siècle. Le contrat porte sur la création d'une autoroute à six voies longue de 48 kilomètres au nord de Birmingham. Trafalgar House, en association avec l'italien Istaitat, a remporté l'appel d'offres, contre le consortium anglo-français Tarmac/Transroute et le consortium franco-américain Manufacturers Hanover/Cofiroute, auquel participaient Sogefi, Jean Lefebvre et GTM International.

Le coût de la nouvelle autoroute, destinée à soulager l'autoroute M6 surchargée, est estimé à 280 millions de livres (environ 2,6 milliards de francs). Le gouvernement britannique s'est félicité d'avoir reçu « trois bonnes offres », ce qui ouvre la perspective d'autres appels d'offres similaires, a indiqué le ministre des transports, M. Malcolm Rifkind. (AFP).

RESTRUCTURATION

Kodak va supprimer 3 000 emplois

Le groupe américain de matériel photographique Eastman Kodak a annoncé, lundi 12 août, la suppression prochaine d'environ 3 000 emplois, en application d'un nouveau plan de réduction de ses coûts. Ces compressions d'effectifs devraient toucher environ 4 % de l'ensemble des salariés du groupe. Eastman Kodak emploie 80 000 personnes dans le monde. La firme de Rochester a précisé dans un communiqué que ces

suppressions d'emplois seraient

suppressions d'emplois seraient observées, pour l'essentiel, par des départs en retraite anticipée. Elle n'exclut pas, toutefois, de recourir à des licenciements secs. Le groupe de matériel photographique réduit ses effectifs pour la seconde fois en un peu moins de deux ans. Kodak avait déjà mis en place, en 1989, un plan de restructuration prévoyant, notamment, la suppression de 7 500 emplois et la vente de certains actifs.

TEXTILE

Sara Lee ajoute à Playtex les collants Pretty Polly

Coup double ! Le conglomérat américain Sara Lee trace activement son chemin dans la lingerie féminine. En fin de semaine dernière, la firme de Chicago - déjà propriétaire de Dim - rachète, pour 992 millions de francs, son compatriote Playtex, numéro un mondial du soutien gorge avec son célèbre Cœur croisé (le Monde du 13 août).

Quelque quarante-huit heures plus tard, le groupe spécialisé dans l'alimentaire et les produits de grande consommation annonce une autre acquisition majeure : le rachat au britannique BTR de Pretty Polly, leader outre-Manche pour les collants et les bas. La transaction s'élève à 117 millions de livres (un peu plus de 1,1 milliard de francs) payés cash. Sara Lee reprend, d'autre part, 7,5 millions de livres de dettes (75 millions de francs).

Le géant américain s'impose ainsi comme le numéro un mondial des dessous féminins, qui représentent désormais un tiers de ses 70 milliards de francs de chiffre d'affaires. L'acquisition de Pretty Polly (725 millions de francs de chiffre d'affaires et 1 900 salariés) renforce en tout cas une position déjà solide en Europe avec Dim, Fred Varter (numéro un en Allemagne pour les collants) et le britannique Ebbö.

Quatre pays en quête de touristes

ECONOMIE

Le marasme du monde des voyages

Quatre pays en quête de touristes

Turquie : la déferlante de l'Europe de l'Est

ISTANBUL
de notre correspondante

Dans les rues du Grand Bazar d'Istanbul, ce n'est plus en allemand ou en anglais que les marchands interpellent les passants, mais plutôt en polonais, en roumain ou en hongrois. Depuis le début de la crise du Golfe, en effet, les touristes occidentaux ont déserté la Turquie, alors que leurs collègues d'Europe de l'Est, profitant de l'ouverture des frontières, déferlent sur Istanbul. Mais pauvres en devises, ils ne présentent pas grand intérêt pour les hôteliers, qui ont même pour les touristes occidentaux, qui passent la nuit dans leur voiture.

La guerre du Golfe et l'arrivée massive de réfugiés turcs ont ébranlé les touristes européens. Les récentes tensions en Yougoslavie, interrompant le trafic des autocars en provenance des pays européens, ont porté le coup de grâce à la saison 1991, en privant la Turquie de 20 à 25 % de ses revenus touristiques.

L'année touristique 1990, interrompue par l'invasion du Kosovo, avait bien commencé. Entre janvier et avril, près d'un million et demi de visiteurs avaient rapporté à la Turquie 633 millions de dollars (3,7 milliards de francs), dont 339 millions pour le seul mois d'avril. Mais en avril 1991, le nombre des touristes avait diminué de moitié et le revenu était tombé à 144 millions de dollars.

Selon M. Süleyman Bhum, directeur de Photel Gezi à Istanbul, et membre du comité directeur de l'Association des hôteliers et organisateurs touristiques (TUROB), les

revenus hôteliers, sur l'ensemble de l'année 1990, ont enregistré une chute de 25 % par rapport à l'année précédente. Mais en 1991, les hôteliers s'attendent à une nouvelle chute de 40 % par rapport aux chiffres, déjà réduits, de 1990.

Jusqu'aux circuits de chausses...

Le secteur touristique, qui s'étend des agences de voyage aux circuits de chausses, est touché à tous les niveaux. La TUROB estime que près d'un million de personnes sont affectées par le manque de touristes, qui est ressenti aussi bien à Istanbul que dans les stations de la côte égéenne ou méditerranéenne. De nombreux hôtels ont dû diminuer le nombre de leurs employés en fonction de leur taux d'occupation, qui, dans le meilleur des cas, ne dépasse pas 50 % ou 55 %.

La crise du Golfe est intervenue à un moment particulièrement difficile pour le tourisme turc. Encouragés par l'expansion rapide des années précédentes, de nombreux investisseurs s'étaient lancés dans la construction d'hôtels et de villages de vacances et se trouvent maintenant dans l'incapacité de rembourser leurs emprunts.

Les hôtels déjà bien établis peuvent survivre à moindre frais. « Je ne dois rien à personne, je peux me débrouiller avec 30 % d'occupation. Je peux continuer une partie de mon personnel, m'occuper de la réception et demander à ma femme de m'aider », explique M. Timur Bayindir, directeur de l'hôtel Harem, situé sur la rive asiatique d'Istanbul.

A long terme, les hôteliers demeurent optimistes. La Turquie, située aux portes de l'Europe, reste une

Malgré la fin de la guerre du Golfe, ni les activités économiques ni les voyages n'ont vraiment redémarré. Qu'ils soient acteurs ou consommateurs, les Occidentaux ont tendance à rester chez eux, en attendant que la reprise soit assurée et que la morosité ambiante se dissipe. Les premières victimes de cette frilosité sont, bien sûr, les compagnies aériennes du monde entier (excepté, peut-être, les asiatiques), qui ne parviennent

pas à rattraper le déficit de trafic consécutif aux hostilités au Moyen-Orient et qui, mois après mois, annoncent des pertes financières.

Mais les agents de voyages aussi connaissent des jours noirs, en France comme dans le reste de l'Europe, du fait de la propension de la clientèle à préférer les douceurs de vacances en terre connue. Les plus à plaindre sont les pays du pourtour de la Méditerranée qui ont fondé une partie de leur développement sur le tourisme et qui sont désertés en raison de leur proximité avec un certain nombre de foyers de trouble ou des risques d'un intégrisme religieux endémique. Nos correspondants décrivent ci-dessous les malheurs de quatre pays de découverte culturelle et de farniente qui pleurent le client disparu : Egypte, Turquie, Tunisie et Grèce.

Grèce : les « sacs à dos » faute de mieux...

ATHÈNES
de notre correspondant

La Grèce entière cherche les touristes. Première ressource nationale, le tourisme, frappé de plein fouet par la guerre du Golfe, puis, maintenant, par la crise yougoslave, est en plein marasme. « Ça va très, très mal », « la situation est

dramatique », « c'est la catastrophe, tout est vide » : les agents de voyages paniquent, car les annulations pour les mois de septembre et octobre commencent à pleuvoir.

Selon les derniers chiffres officiels fournis par l'Office national du tourisme (EOT), les nuitées ont baissé de 18 % au mois de mai par rapport au mois de mai 1990. La situation était pire en avril, juste après la guerre du Golfe, où la diminution avait atteint 39 %.

Le problème est surtout critique à Athènes et en Crète qui, l'année dernière, était la région la plus prisée. Dans la capitale, ce sont les hôtels de haute catégorie qui sont le plus touchés, et la baisse atteint 30 % selon l'EOT.

En Crète, le président des agents de voyages estime que la chute sera de 25 % à 30 % et posera de gros problèmes sociaux aux 30 000 personnes employées directement par le tourisme et aux 170 000 autres qui ont un rapport indirect avec la profession. Pour les arrivées de charters, la baisse s'est élevée au mois de mai à 14 % par rapport à l'année dernière.

La disparition des Américains

Le mois de juin n'a pas été meilleur selon les agents de voyages interrogés. Des hôtels ont été mis en vente, une partie du personnel a été mise en chômage technique. La crise touche avant tout le tourisme haut de gamme comme les congrès, annuels pendant la guerre, et les croisières. Sur trente-cinq bateaux qui l'année dernière effectuaient des croisières dans les mers grecques et celles de la région proche, seule la moitié

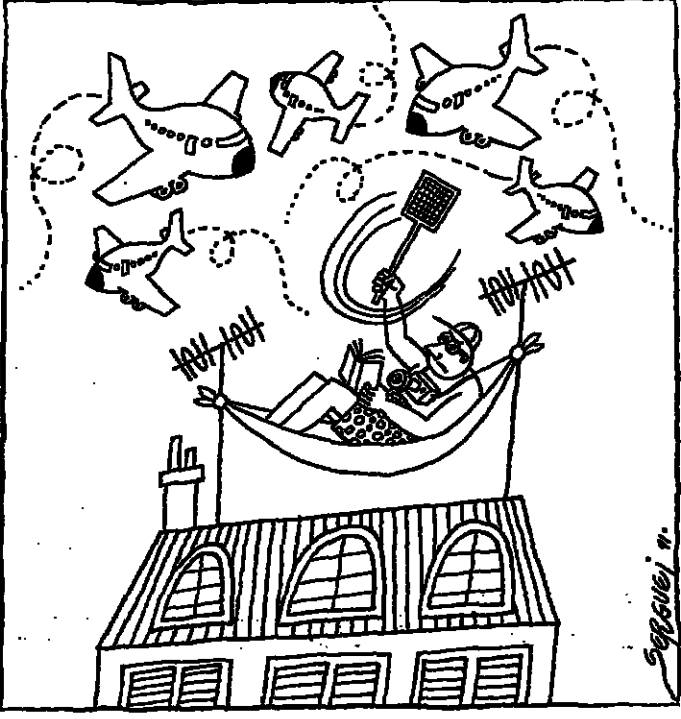
circulent actuellement. Les autres sont aux Canaries ou en mer du Nord. Les Américains ont quasiment disparu. Les clubs sont aussi dans le rouge : le Club Méditerranée a ouvert plus tard que de coutume ses six villages, qui ne tournent qu'à la moitié de leur capacité.

Après la guerre du Golfe et les attentats terroristes qui frappent régulièrement la capitale grecque, les événements yougoslaves, qui bloquent la route du nord, ont porté un nouveau coup au secteur. Les entrées aux postes-frontières gréco-yougoslaves ont baissé de 14 % au cours des dernières semaines. Parmi les pertes figurent bon nombre d'Allemands et d'Autrichiens qui remplissaient les plages de Chalcidique et du Péloponnèse.

Face à cette crise sans précédent, le gouvernement affiche cependant un optimisme réservé qui agace bon nombre de professionnels. Le ministre du tourisme, M. Yannis Kefaloyannis, a notamment estimé que la baisse du tourisme sera de l'ordre de 5 % à 7 % à la fin de l'année. Il est vrai, ajoutent les professionnels, que les touristes « sacs à dos » continuent d'affluer vers la Grèce, mais ce n'est pas ce tourisme-là qui remplit les caisses nationales.

En 1990, le tourisme a rapporté 4,16 milliards de dollars (24,5 milliards de francs), ce qui représente 5,7 % du produit national brut et 46,4 % des ressources invisibles. Ces recettes couvrent 38,7 % du déficit commercial de la Grèce.

DIDIER KUNZ



Egypte : le secours des Koweïtiens

LE CAIRE
de notre correspondant

Ils déferlent sur la vallée du Nil avec leurs djellabas blancs, leurs femmes et leur ribambelle d'enfants. Ce sont des touristes koweïtiens. Depuis le début de la crise du Golfe jusqu'à ce jour, leur présence en Egypte n'a fait que

croître. De janvier à mai 1991, leur nombre a augmenté de 150 % par rapport à la même période de l'année précédente.

Si, au départ, la présence des Koweïtiens en Egypte était forcée, du fait de l'occupation irakienne, aujourd'hui elle est volontaire. Pour le seul mois de mai, ils étaient 20 700 (soixante-huit fois plus qu'en mai 1990) à occuper

une bonne partie des cinq-étoiles au Caire et à Alexandrie.

Il s'agit principalement de ceux que l'on a appelés les « Koweïtiens de l'intérieur », les moins fortunés, ceux qui ont dû subir l'occupation irakienne et auxquels le gouvernement a versé des indemnités équivalentes à huit mois de salaire. Fuyant la pollution due aux incendies des puits de pétrole et la chaleur étouffante décelée par les pannes d'électricité, ces Koweïtiens de l'intérieur se sont dirigés vers des lieux plus calmes, à l'écart de leur lieu de prédilection les hôtels de luxe y sont légion, l'alcool coule à flots, les roulettes tournent à deux mille tours-minute et les danseuses du ventre y sont plus dénudées qu'habituellement.

Une baisse de 75 %

Mais cette manne koweïtienne est loin d'être suffisante pour compenser les pertes de l'industrie touristique égyptienne. L'affluence dans la vallée du Nil, pour les cinq premiers mois de 1991, a baissé de 32 % par rapport à la même période en 1990 (1). Les pertes les plus importantes ont été enregistrées chez les touristes européens, américains et japonais.

Au lieu des 700 000 touristes venus des pays industrialisés durant les cinq premiers mois de 1990, 175 000 ont passé des vacances en Egypte de janvier à mai 1991. Une baisse de 75 % due à la guerre du Golfe. Même le tourisme arabe a été en baisse de 12,4 % pour la même période (- 7 % de Saoudiens, - 28 % d'habitants des Emirats, du Bahreïn, - 70 % de Maghrébins).

Toutefois, les responsables égyptiens du tourisme restent optimistes. Ils soulignent que la baisse se réduit. En mars, le nombre de touristes, comparé à celui du mois correspondant de 1990, a diminué de 59 %. Cette baisse s'est réduite à 42 % en avril et à 26 % en mai. Selon M. L. Derwi, vice-président de l'Office de promotion du tourisme, la tendance à la baisse pourrait même être freinée en septembre, du fait de la reprise des vols charters d'Europe vers l'Egypte.

ALEXANDRE BUCCIANTI

(1) En 1989 (janvier à décembre), 2,5 millions de touristes avaient passé 20 millions de nuits en Egypte.

Tunisie : la bouderie des Français

TUNIS
de notre correspondant

Le tourisme tunisien sort lentement de la léthargie dans laquelle l'a plongé la guerre du Golfe, rendant du même coup un peu moins préoccupante la situation économique du pays, qui en dépend largement. Timidement amorcée à partir de la fin du mois de mai, la reprise s'est progressivement confirmée. Depuis le début du mois de juillet dans les régions phares du cap Bon (Hammanet) et du Sahel (Soussa, Monastir), plusieurs hôtels affichent un taux d'occupation de 80 % à 90 % et sont complets pour tout le mois d'août, tandis qu'en vu des réservations les perspectives pour l'arrière-saison, affirmé-t-on, sont de plus en plus optimistes.

Il n'empêche que 1991 marque d'une pierre noire l'histoire du tourisme tunisien, qui, pour s'en tenir à la plus optimiste des prévisions, chutera de 40 % par rapport à l'année précédente, ce qui représente une perte d'au moins 340 millions de dinars (1). En 1990, avec 3 222 000 entrées et un apport de 830 millions de dinars, le secteur représentait entre 30 % et 35 % des recettes en devises. C'est dire combien la note sera lourde pour le pays.

menée surtout en Europe, source essentielle de la clientèle, par le ministère du tourisme : multiplication des contacts avec les tour-opérateurs et les agences de voyages, invités à venir se rendre compte sur place que l'accueil demeurerait à la hauteur de sa réputation ; conférences de presse et publicité dans les grandes métropoles d'outre-Méditerranée.

Les Allemands, pratiquement seuls à ne pas avoir complètement déserté les rivages tunisiens aux pires moments, ont été les premiers à répondre. Comme depuis de longues années, ils continuent d'occuper le premier rang de la clientèle, suivis par les Italiens, qui supplangent désormais les Français à la deuxième place.

Le peu d'emprassement de ceux-ci, qui continuent de « boudier » leur pays, ne cesse de navrer les Tunisiens. Dans le meilleur des cas, estiment les milieux spécialisés, le marché français ne réalisera que 40 % de ses résultats de 1990, qui atteignaient 480 000 entrées.

Cette situation nous préoccupe beaucoup, nous a déclaré le mini-

stre du tourisme, M. Mohamed Jegham. Il ne faut pas que la Tunisie se sente délaissée par la France. Nous avons besoin de maintenir l'ouverture sur sa culture à laquelle nous demeurons attachés. D'autre part, nous souhaitons que les promoteurs français entreprennent un effort d'investissement chez nous. Regardez : nous assistons actuellement à une véritable invasion d'investisseurs italiens. A Tabarka, ils participent à la création de dix mille nouveaux lits, à l'aménagement d'un golf et à la construction d'un aéroport.

Lors de sa récente visite à Tunis (le Monde du 13 juillet), M. François Mitterrand a reconnu que la guerre du Golfe avait fait naître chez beaucoup de ses compatriotes « fantasmes et psychoses », ajoutant : « Les Français qui aiment venir en Tunisie pour leurs vacances auraient bien tort de ne pas reprendre le chemin de ce pays accueillant et hospitalier ».

MICHEL DEURÉ

(1) Le dinar tunisien vaut environ 6,40 francs.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Information SICAV - FCP

Le Crédit Agricole informe les actionnaires des SICAV MONÉJ, UNI-ASSOCIATIONS, UNIVAR, ELICASH, ainsi que les porteurs de parts des FCP AGRIVAR, AGRI-ASSOCIATIONS et VERT PLACEMENT 1, qu'à compter du 15 octobre 1991, les souscriptions d'actions ou de parts et les demandes de rachat seront effectuées sur la valeur liquidative de l'action ou de la part calculée suivant les cours de Bourse du jour précédent.



En fait, les choses n'ont commencé à s'améliorer qu'après l'intense campagne promotionnelle

MARCHÉS FINANCIERS

Un décret de M. Mikhaïl Gorbatchev

L'Union soviétique se dote d'un fonds de privatisation

Comme les autres pays d'Europe de l'Est, l'URSS s'est dotée d'un fonds de privatisation, qui vise à superviser la déstatisation des entreprises soviétiques. M. Mikhaïl Gorbatchev a signé, lundi 12 août, un décret portant création de ce fonds. Celui-ci, placé directement sous l'autorité de la présidence de la république, aura pour mission de préserver les intérêts de l'Etat soviétique, lors des transferts de propriété.

Le Parlement de l'URSS avait adopté, le 1^{er} juillet, au terme de débats houleux entre réformateurs et conservateurs, un projet de loi sur les privatisations, prévoyant la déstatisation de plus de la moitié de l'industrie du pays au cours des prochaines années. Cependant, le projet ne contenait aucun détail sur la mise en œuvre de ces transformations, assignant la tâche au fonds de privatisations qui vient d'être créé.

L'organisme, appelé littéralement «Fonds d'Etat de l'Union», évaluera donc la valeur des entreprises et fixera les termes et les conditions de leur vente aux employés, au public, à des investisseurs locaux ou étrangers. Le décret précise qu'il devra travailler en étroite collaboration avec les gouvernements des Républiques et implanter des succursales dans les différentes régions de l'Union. Une définition précise de la répartition entre la propriété de l'Etat central et celle des Républiques est nécessaire, et devrait être contenue dans le nouveau traité de l'Union actuellement en projet.

Un processus de privatisations «spontanées» a déjà été entamé en URSS, mais l'absence de règles s'est souvent traduite par une braderie des biens de l'Etat, sans concurrence entre acquéreurs potentiels, ni calculs de prix cohérents (le Monde du 29 mai). Un fonds de privatisations avait été créé en 1990, mais le décret était resté lettre morte.

F. L.

Les suites du scandale financier

Nomination d'un nouveau gouverneur de la Banque centrale de Pologne

M. Andrzej Topinski a été nommé lundi 12 août gouverneur de la Banque centrale de Pologne, en remplacement de M. Grzegorz Wójcicki, suspendu de ses fonctions vendredi dernier en raison de son implication dans un important scandale financier (le Monde daté 11-12 août).

M. Wójcicki aurait couvert les activités de hauts fonctionnaires et banquiers accusés de détournement de fonds publics au profit d'une société privée, Art-B. Le porte-parole du parquet de Varsovie, M^{me} Grazyna Taladaj, a

annoncé lundi qu'un mandat d'arrêt avait été lancé contre M. Bogusław Bąsik, le fondateur de cette firme, aujourd'hui en fuite en Israël. M. Bąsik aurait versé plusieurs milliers de dollars à des hauts fonctionnaires afin de pouvoir réaliser frauduleusement des gains, en jouant sur les imperfections de la législation bancaire polonaise. L'escroquerie aurait coûté au Trésor public polonais plus de 50 millions de dollars (300 millions de francs).

Le gouvernement canadien demande la liquidation de la filiale de la BCCI

Le gouvernement canadien a demandé, lundi 12 août, la liquidation de la filiale de la Banque de Commerce Canada, filiale de la Bank of Credit and Commerce International (BCCI). Selon le ministre des finances, M. Don Mazankowski, la liquidation rapide et ordonnée de la Banque de Credit and Commerce Canada permettrait de préserver, dans la mesure du possible, la valeur des avoirs des déposants et des créanciers.

Au moment du gel de ses activités, le 5 juillet, dans le cadre des opérations internationales menées par la Banque d'Angleterre, les actifs de la BCCI Canada s'élevaient à 208 millions de dollars canadiens

(1,064 milliard de francs) pour un montant des dépôts de 160 millions de dollars canadiens (819 millions de francs), selon la société de garantie des dépôts (CDIC).

D'autre part, le liquidateur officiel de la filiale de la BCCI en Inde, S. M. Paranda, a déclaré, ce week-end, que les dépôts indiens de la banque, convaincue de fraude massive, seraient intégralement remboursés. Les actifs de la BCCI en Inde, selon son bilan 1990-91, s'élevaient à 325 millions de dollars (1,907 milliard de francs), pour un total des dépôts de 238 millions de dollars (1,397 milliard de francs).

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SOCIÉTÉ CENTRALE D'INVESTISSEMENTS
29, rue de Monceau, 75008 PARIS
Société anonyme au capital de 114 100 000 F

COMMUNIQUÉ

Le 7 août 1991, M. Raul GARDIN, a acquis, par l'intermédiaire d'une société qu'il contrôle avec sa famille, 4,34 % des droits de vote de la Société Centrale d'Investissements.

Il a également, depuis le 1^{er} août 1991, la faculté d'acquiescer les 9,83 % des droits de vote détenus par la Société Montedison, franchissant ainsi les seuils de 5 à 10 %.

Il se propose, de concert avec M. Jean-Marc Vernes et sa famille, d'obtenir le contrôle majoritaire de la SOCIÉTÉ CENTRALE D'INVESTISSEMENTS.

Ce communiqué vaut déclaration d'intention.

AVIS DE CESSATION ET DE TRANSFERT DE GARANTIE FINANCIÈRE

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la section IV du chapitre III du décret n° 77-363 du 28 mars 1977 pris en application de l'article 14 de la loi n° 75-627 du 11 juillet 1975 relatives aux agences de voyages et dans le cadre de leur désengagement, la Caisse Nationale de Crédit Agricole, société anonyme au capital de 4746 104 200 F, dont le siège social est 91-93, boulevard Pasteur, 75015 Paris, R.C.S. Paris B 784 608 416, annonce que sa garantie financière mise en place à hauteur de 34 000 000 de francs en faveur de la société VOYAGE CONSEIL, société anonyme au capital de 10 000 000 de francs, dont le siège social est 1-3, rue du Docteur-Lombard, 92130 Issy-les-Moulineaux, R.C.S. Nanterre B 870 200 862, dans le cadre de la loi et du décret susvisés cessera à l'expiration d'un délai de trois jours suivant la publication du présent avis. Les créanciers éventuels disposent d'un délai de trois mois pour produire leurs créances.

La société VOYAGE CONSEIL informe le public que cette garantie financière est désormais assurée pour un même montant, soit 34 000 000 de francs, par la Banque Bruxelles Lambert France, société anonyme au capital de 430 000 000 de francs, dont le siège social est situé 6, rue Rubelaia, 75008 Paris, R.C.S. Paris B 562 004 622.

Pour avis : la Caisse Nationale de Crédit Agricole, Voyage Conseil et la Banque Bruxelles Lambert France.

NEW-YORK, 12 août ↑

Les 3 000 à nouveau atteints

Debut de semaine sur le point des pieds à Wall Street. Une reprise s'y est en effet produite, mais très timide. Elle ne devait du reste se matérialiser que vers la fin de la séance, après que la marché ait évolué assez irrégulièrement. A la clôture, l'indice Dow Jones repassait pour la troisième fois de l'histoire la barre des 3 000 points, pour s'inscrire à 3 001,34 avec un gain assez dérisoire de 5,14 points. Le bilan de la journée n'a pas été beaucoup plus brillant.

C'est essentiellement la fermeté du secteur bancaire, en liaison avec l'annonce de la fusion entre Bank America et Security Pacific, deux des plus grandes banques californiennes, qui a été à l'origine de ce léger raffermissement. «Amérique», pour reprendre le terme employé par un gérant de portefeuille, n'a pas eu le temps de s'inspirer de la tendance relevée sur les marchés à trois semaines, pour s'orienter. L'activité est généralement restée très faible, avec 145,28 millions de titres échangés, 145,64 millions vendus et 145,64 millions achetés.

VALEURS	Cours de 8 août	Cours de 12 août
Alcoa	98 3/8	98 3/8
AT&T	39 5/8	39 1/4
Boeing	39 1/8	39 1/8
Chrysler	19 1/4	21 1/8
Deere	48 1/8	48 5/8
Du Pont de Nemours	48 1/8	48 5/8
General Electric	67 1/2	67 5/8
IBM	31	31 1/8
Johnson & Johnson	72 5/8	72 5/8
McDonald's	38 1/8	37 7/8
Merck	38 3/4	38 3/4
Microsoft	38 3/4	38 3/4
ITT	68 3/4	68 3/4
Motorola	88 1/4	88 1/2
Rockwell	88 1/4	88 1/2
Schlumberger	88 1/4	88 1/2
Union Carbide	142 3/4	142 3/4
United Technologies	21 7/8	21 5/8
Westinghouse	22 3/4	22 5/8
Xerox Corp.	58 1/8	58 1/4

LONDRES, 12 août =

Quasi-stabilité

Après un accès de déprime à l'ouverture, la Bourse de Londres a effectué un redressement en cours de séance pour terminer sur une baisse insignifiante. L'indice Footsie des cours valeurs a perdu 1,2 point à 2 858 points, tandis que le FT-30 gagnait 2 points à 2 007,5.

Des détachements de dividendes ont pesé sur la cote et les pertes, dans le cours de la journée, une demi-douzaine de points au Footsie. La léthargie s'est accrue et le dernier quart de séance a été marqué par une baisse des échanges à 280,4 millions de titres contre 41 millions vendus, soit la plus faible volume de tout l'été. Le conglomérat Pearson a reculé après la publication de bénéfices semestriels inférieurs aux prévisions les plus pessimistes des analystes. Les obligations de la Banque de France ont été vendues à 85,80. Le groupe alimentaire Grand Metropolitan a progressé, soutenu par des rumeurs selon lesquelles le chef du restaurant Burger King aurait obtenu la franchise exclusive de restauration à Euro Disneyland.

FAITS ET RÉSULTATS

■ Japon : la notation des obligations de cinq banques rétrogradée. — Le groupe japonais de notation japonaise a indiqué mardi 13 août qu'elle avait abaissé le degré de solvabilité des obligations à long terme de cinq banques affectées par la faiblesse du marché boursier et le ralentissement du marché immobilier. La classification des obligations émises par Mitsubishi Trust and Banking Corp. Sumitomo Trust and Banking Co. Ltd. et Sanwa Bank Co. Ltd. a été rétrogradée de AAA à AA plus. Les obligations de Daiwa Bank and Banking Co. Ltd. et de Tokai Trust and Banking Co. Ltd. ont été abaissées de AA plus à AA.

■ Bolloré-Delmas : la cote d'appel de Paris seule compétente, selon le CBV. — Les actionnaires de Delmas qui ne sont pas satisfaits de l'opération de garantie de cours imposée au groupe Bolloré par le Conseil des Bourses de valeurs doivent se tourner vers la cour d'appel de Paris pour demander une modification des conditions, a indiqué lundi 12 août le Conseil des Bourses de valeurs (CBV). Rappelant que le recours exercé par un actionnaire, en l'occurrence la maison Antoine Baud, n'a pas un caractère suspensif, le président du CBV indique dans un communiqué que « si la cour d'appel annule la décision du CBV au motif que le prix garanti lui aurait paru insuffisant, le maintien de cours de juillet-août 1991 sur l'action Delmas devrait alors être réajusté sur la base d'un nouveau prix correspondant aux indications données par l'arrêt de la cour d'appel ».

Dans cette hypothèse, les actionnaires de Delmas qui auraient apporté leurs actions à Bolloré au prix garanti de 500 FF par action entre le 29 juillet et le 20 août, dates de l'opération de garantie de cours, recouvreraient un versement complémentaire. Si la cour d'appel rejette le recours, avertit le CBV, le groupe Bolloré ne serait pas dans l'obligation de réajuster la période de garantie de cours.

■ L'Union latine normande ouvre le capital de son holding espagnol. — L'Union latine normande (ULN) a annoncé, lundi 12 août, l'ouverture du capital de son holding

PARIS, 12 août ↓

Effritement

En attendant une baisse des taux d'intérêt, qui tarde à venir, et une reprise économique, peu envisageable dans l'immédiat, la Bourse de Paris a ouvert, lundi, la semaine des trois séances sans enthousiasme. Dès l'ouverture, le ton était donné avec un repli de 0,27 % de l'indice CAC 40. En retrait de 0,50 % une heure plus tard, ce dernier s'inscrivait en clôture à 0,18 % au-dessous de son niveau précédent.

Les rares opérateurs présents dans les salles de marché n'avaient pas le cœur à prendre la moindre initiative. En effet, tout le monde attendait une modification de la politique de crédit de la Bundesbank, joué prochain, lors de la première réunion de l'Union Schengen et à la fin de la semaine.

En fait, même une hausse d'un point du taux de l'escompte ne ferait pas réagir outre mesure les investisseurs. Les experts, car elle ne ferait que corriger l'écart, qui s'est creusé entre le taux de l'escompte, actuellement à 8,5 %, et le taux Lombard de 9 %. En revanche, si le Lombard était relevé, les investisseurs de mal prendre la chose, assurant un gestionnaire.

Dans ce contexte, les échanges étaient très faibles. Le premier quart de séance, les 15 et 16 août étant chômés sur les marchés financiers français. Les négociations des entreprises sont donc encouragées, constatent encore les gestionnaires, qui ne se montrent pas très optimistes concernant les résultats des sociétés de tourisme. Au vu des premières statistiques, la saison d'été n'est pas brillante. Le foyer de l'argent à 9 1/4 % en début de journée est revenu légèrement au-dessous par la suite. Michélin, dont le bilan semestriel précédent, et dont la cote avait été un peu tassée vendredi, était de nouveau recherché lundi.

TOKYO, 13 août ↓

Baisse

Après avoir évolué en dents de scie durant la majeure partie de la séance de mardi, le marché japonais s'est effrité à la clôture. L'indice Nikkei s'est établi à 11 307,22 (2 872, en baisse de 113,07 points (-0,49 %) sur son niveau précédent).

Déjà secoué par le récent scandale boursier, la Bourse tokiyote apprendait avec une certaine inquiétude dans la journée les mouvements de la Tokyo Shinkin Bank, impliquée dans une sombre affaire de prêts obtenus sur de fausses hypothèques pour une valeur de 342 milliards de yens. Du coup, sa frilosité s'est accrue et les investisseurs ont préféré se borner à expédier les affaires courantes. L'activité est restée très faible avec 180 millions de titres traités contre près de 200 millions la veille.

VALEURS	Cours de 12 août	Cours de 13 août
Alcoa	1 000	1 000
Boeing	1 000	1 000
Chrysler	1 000	1 000
Du Pont de Nemours	1 000	1 000
General Electric	1 000	1 000
IBM	1 000	1 000
Johnson & Johnson	1 000	1 000
McDonald's	1 000	1 000
Merck	1 000	1 000
Microsoft	1 000	1 000
ITT	1 000	1 000
Motorola	1 000	1 000
Rockwell	1 000	1 000
Schlumberger	1 000	1 000
Union Carbide	1 000	1 000
United Technologies	1 000	1 000
Westinghouse	1 000	1 000
Xerox Corp.	1 000	1 000

PARIS :

Second marché (indication)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcoa Cibles	3387	...	Immo. Habitat	845	...
Amat. Assurances	296	...	Immo. Compos.	151 70	...
B.A.C.	112 10	...	Immo. Compos.	80	...
Ban. Vieux	800	...	Immo. Compos.	250 50	...
Ban. Par.	350	...	Immo. Compos.	73 50	...
Ban. Par.	228 30	...	Immo. Compos.	118	...
CAL de F. (C.C.I.)	872	...	Immo. Compos.	150	...
Calsonic	388	...	Immo. Compos.	415	...
Carif	690	...	Immo. Compos.	710	...
CEGEF	143	...	Immo. Compos.	236 40	...
C.F.P.I.	290 40	...	Immo. Compos.	174	...
C.N.U.M.	305	...	Immo. Compos.	89	...
Comptur	248	...	Immo. Compos.	392	...
Confiance	1000	...	Immo. Compos.	130	...
Crédit	189 80	...	Immo. Compos.	282	...
Daphin	406	...	Immo. Compos.	335	...
Delaunay	1500	...	Immo. Compos.	268 10	...
Delaunay Worme Co.	488	...	Immo. Compos.	200	...
Delaunay	400	...	Immo. Compos.	91	...
Delaunay	328	...	Immo. Compos.	770	...
Delaunay	125	...	Immo. Compos.	...	...
Delaunay	215	...	Immo. Compos.	...	...
Delaunay	208	...	Immo. Compos.	...	...
Delaunay	118	...	Immo. Compos.	...	...
Delaunay	134 80	...	Immo. Compos.	...	...
Delaunay	182	...	Immo. Compos.	...	...
Delaunay	385	...	Immo. Compos.	...	...
Delaunay	185	...	Immo. Compos.	...	...
Delaunay	715	...	Immo. Compos.	...	...
Delaunay	850	...	Immo. Compos.	...	...
Delaunay	201	...	Immo. Compos.	...	...
Delaunay	129 50	...	Immo. Compos.	...	...

LA BOURSE SUR MINITEL
36-15 TAPEZ
LE MONDE

MATIF

Notional 10 % - Cotation en pourcentage du 12 août 1991

Nombre de contrats : 23 475

COURS	Sept. 91	Déc. 91	Max 92
Dernier	184,96	185,14	185,02
Précédent	185,14	185,22	185,14

Options sur notional

PRIX D'EXERCICE

Options d'achat

Options de vente

105

0,35

1,13

0,37

1,00

CAC 40 A TERME

Volume : 2 070

COURS

Sept. 91

Oct. 91

Nov. 91

Déc. 91

Jan. 92

Févr. 92

Mars 92

Avril 92

Mai 92

Juin 92

Juillet 92

Août 92

Sept. 92

Oct. 92

Nov. 92

Déc. 92

Jan. 93

Févr. 93

Mars 93

Avril 93

Mai 93

Juin 93

Juillet 93

Août 93

Sept. 93

Oct. 93

Nov. 93

Déc. 93

Jan. 94

Févr. 94

Mars 94

Avril 94

Mai 94

Juin 94

Juillet 94

Août 94

Sept. 94

Oct. 94

Nov. 94

Déc. 94

Jan. 95

Févr. 95

Mars 95

Avril 95

Mai 95

Juin 95

Juillet 95

Août 95

Sept. 95

Oct. 95

Nov. 95

Déc. 95

Jan. 96

Févr. 96

Mars 96

Avril 96

Mai 96

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 13 AOUT

Cours relevés à 10 h 14[illegible]

COMPTANT

(sélection)

SICAV (sf)

{selection}

12/8

[illegible]

e : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - e : prix précédent - m : marché continu

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :
46-62-72-67

SPORTS

CYCLISME : Jeannie Longo

écartée des championnats du monde

Le mauvais braquet

Le directeur technique de la Fédération française de cyclisme, Lucien Bailly, a écarté Jeannie Longo de la sélection nationale aux prochains championnats du monde de cyclisme sur piste parce que l'ancienne gagnante du Tour de France refusait d'utiliser le pédalier officiel. Elle s'est néanmoins rendue à Stuttgart dans l'espoir de faire une tentative individuelle contre le record des 3 kilomètres.

Jeannie Longo était entrée dans les livres d'histoire sportive. Pour la postérité, la Grenobloise devait rester un sacré bout de femme qui avait gagné trois fois le Tour de France, remporté quatre fois le championnat du monde sur route, détenu quatre titres mondiaux sur piste, établi tous les records du monde de vitesse en plein air et en salle, du 3 kilomètres à l'heure. Une légende...

Qu'est-ce qui la poussa à remonter en selle deux ans après avoir décidé de prendre sa retraite ? Jeannie Longo avait été star et souffrait peut-être de ne plus l'être. Mais le come-back est en sport un exercice infiniment plus risqué que dans le show-biz. Elle aurait dû en être avertie par les mésaventures du tennismen Björn Borg (six fois champion de Roland-Garros et cinq fois de Wimbledon) et du nageur Mark Spitz (sept médailles d'or aux Jeux olympiques de Munich) incapables de reprendre le cours du temps passé. Obsédée par le désir de combler la seule lacune de son palmarès, une médaille olympique, elle ne mesure peut-être pas la difficulté de l'entreprise.

On la redoutait et on la détestait

Championne, Jeannie Longo avait été en mesure d'imposer ses quatre volontés à la Fédération française de cyclisme qui ne pouvait pas se passer d'elle. Elle était la meilleure,

elle choisissait donc son entraîneur (son mari, Patrice Ciprelli, conseiller technique de ski), ses coéquipières, son matériel, son programme.

Quand la Fédération s'avisait de lui résister, elle en appelait à l'opinion publique, se posait en victime d'un système aveugle et arbitraire. Et elle finissait généralement par avoir gain de cause. Même lorsque cela était manifestement injuste : Valérie Simonnet fut ainsi écartée de l'épreuve sur route des Jeux olympiques de Séoul dans laquelle Jeannie Longo refusait de céder sa place alors que, malade, elle n'était pas en mesure de défendre ses chances. Bref on la redoutait et on la détestait tout à la fois dans le monde du cyclisme féminin quand elle décida fin 1989 de tirer sa révérence après avoir amélioré les records de l'heure.

Vieux réflexe de diva

Mais quand Jeannie Longo annonça son retour on ne la craignait plus et on ne l'exécrait guère moins. Cela changeait tout. Faute de surclasser ses rivales, elle aurait dû composer pour trouver une place dans le nouveau groupe qui s'est formé autour de Catherine Marsal. Vieux réflexe de diva, Jeannie Longo ne l'a pas pu ou ne l'a pas voulu. Elle a refusé le traitement commun. La pierre d'achoppement a été le pédalier officiel dont elle ne voulait pas. Pour des raisons techniques, assurément. En raison d'engagements financiers, rétorqua-t-elle. Quoi qu'il en ait été, le résultat fut son exclusion de la sélection nationale pour les championnats du monde cycliste sur piste.

Un scandale ? Jeannie l'a crié fort, meurtrie par le dépit d'une championne qui découvrirait qu'à trente-trois ans elle n'était plus indispensable. Sa place était bien dans les livres d'histoire, elle n'aurait pas dû en sortir.

ALAIN GIRAUDO

ÉCHECS

Les quarts de finale du championnat du monde

Yousoupov et Timman gagnent

Jan Timman, avec les Noirs, et Arthur Yousoupov ont remporté, lundi 12 août, lors du deuxième tour du match des quarts de finale des candidats au titre de champion du monde d'échecs à Bruxelles, les parties qui les opposaient respectivement à Victor Kortchnoi et Vassili Ivantchouk.

Les deux autres parties opposant Anatoly Karpov à Viswanathan Anand d'une part, et Boris Gelfand à Nigel Short, d'autre part, ont été ajournées après six heures de jeu.

Karpov et Anand pourraient conclure par la nullité lors de la reprise des parties, mardi, même si le jeune prodige indien dispose d'un pion de plus en finale. En revanche, Short a une position gagnante et en cas de victoire, il égaliserait au score avec Gelfand.

Résultats de la deuxième ronde : Gelfand-Short : ajourné ; Kortchnoi-Timman : 0-1 ; Yousoupov-Ivantchouk : 1-0 ; Karpov-Anand : ajourné.

Les scores après deux rondes : Gelfand-Short : 1-0 (et une ajournée) ; Timman-Kortchnoi : 1,5 à 0,5 ; Yousoupov-Ivantchouk : 1,5 à 0,5 ; Karpov-Anand : 0 à 0 (et deux ajournées).

JOURNAL OFFICIEL

Est paru au Journal officiel du lundi 12 et mardi 13 août :

UN DÉCRET
Du 7 août 1991 fixant l'étendue des zones, du secteur de dégagement et les servitudes de protection comme les obstacles applicables au voisinage du centre radioélectrique de Dôle-Aérodrome (Jura).

COMMUNICATION

A l'approche des consultations de 1992

Le CSA rappelle aux radios et télévisions l'interdiction de la publicité électorale

Le Journal officiel du 10 août a publié les recommandations du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) aux radios et télévisions pour les futures élections cantonales et régionales de mars 1992.

Le CSA rappelle que la loi du 30 septembre 1986 interdit les émissions publicitaires radiodiffusées ou télévisées de caractère politique, et que le code électoral interdit de diffuser à l'antenne de « la propagande électorale par des procédés de publicité commerciale », pendant les trois mois précédant le scrutin. A partir du 1^{er} septembre, note en outre le

CSA, « aucune campagne électorale d'une collectivité territoriale et diffusée dans un écran publicitaire ou dans le cadre de la Régie française d'espace (RFE) ne doit promouvoir les réalisations ou la gestion de cette collectivité ».

Enfin, un équilibre devra être recherché entre les listes de candidats en présence. Les journaux télévisés et les magazines comme les émissions de variétés, qu'ils soient diffusés au niveau local, régional ou national, doivent respecter le principe de pluralisme des courants de pensée et d'opinion.

Le « talk-show » de Ronald Reagan Junior

Alors que Ronald Reagan court les colloques internationaux, où ses souvenirs d'ancien président sont grassement rémunérés, son fils cadet, Ronald Prescott Reagan, trente-trois ans, choisit les sunlights télévisuels. La filia de l'ancien président a lancé, lundi 12 août dans la soirée, son « Ron Reagan Show », une émission programmée par les 110 stations du réseau américain Fox-TV de M. Rupert Murdoch.

Selon la publicité de la chaîne, ce talk-show quotidien d'une heure se fonde sur l'idée que les téléspectateurs sont « intelligents » et a laissé « toute latitude » à son nouvel animateur pour choisir ses invités. Prudent, le fils de l'ancien président a confié « qu'il n'avait pas l'intention de révolutionner la télévision de fin de soirée ».

Le talk-show est en effet une institution dans les réseaux d'outre-Atlantique.

Ronald Prescott Reagan a fait ses débuts de journaliste à Playboy et Rolling Stone, après avoir été danseur de ballet. Il a ensuite collaboré à Good Morning America, une émission d'ABC. Interrogé par le Washington Post, le nouvel animateur s'est défini comme « étant plutôt à gauche » et a estimé que les scandales qui avaient éclaté lors de la présidence de son père « doivent être éclaircis », même si certaines révélations — notamment sur les négociations concernant les otages américains de Téhéran en 1980 — « devaient donner un coup d'arrêt à la carrière politique de George Bush », alors vice-président.

Echanges avec la France et l'Australie

La télévision vietnamienne s'ouvre sur l'extérieur

Depuis lundi 12 août, une antenne parabolique, fournie par la France, permet à la télévision vietnamienne de capter les programmes de Canal France international (CFI), banque d'images issues pour l'essentiel des chaînes françaises. L'installation concrétise un accord signé, en avril, entre CFI et la télévision vietnamienne. Cette dernière peut reprendre à sa guise les huit heures de programmes quotidiens de CFI (films, variétés, culture, sports) diffusés par satellite. Il s'agit du premier accord conclu en Asie par CFI, société publique française qui dépend des ministères des affaires étrangères et de la coopération.

La télévision vietnamienne a aussi signé un accord de coopération avec l'agence australienne de radiodiffusion et de télévision ABC. Les deux parties échangeront des programmes et produiront des téléfilms. ABC fournira également des équipements spécialisés et aidera la télévision vietnamienne à former son personnel.

La télévision de Hanoï se préoccupe également d'être reçue, y

compris par ses soldats stationnés dans l'archipel des Spratley, à 400 kilomètres au sud-est des côtes du pays. Le journal du PC vietnamien a ainsi annoncé l'installation d'une station de réception dans l'archipel, dont la souveraineté est revendiquée par plusieurs pays dont le Vietnam, la Chine, la Malaisie, Taïwan et les Philippines.

EN BREF

Chute de 58 % du bénéfice du groupe britannique Pearson. Le bénéfice imposable du groupe britannique Pearson — propriétaire notamment du Financial Times, des Echos, et de 50 % de la banque d'affaires Lazard Brothers — a baissé de 58 % au premier semestre, passant de 97,9 millions de livres (178 millions de francs) l'année dernière à 40,7 millions de livres. Seul le secteur des services à l'industrie pétrolière augmente son bénéfice. En revanche, la division livres ou le tourisme sont particulièrement touchés, et la division presse voit son bénéfice chuter de 35 %. La baisse des recettes publicitaires ramène de 52 à 45 millions de francs le bénéfice du quotidien des Echos, qui reste rentable grâce à une hausse de sa diffusion. Le groupe Pearson va, d'autre part, poursuivre la réduction de ses effectifs et supprimer trois cent cinquante emplois au second semestre.

Un hebdomadaire catalan attaque la préfecture. L'hebdomadaire El Punt, qui s'était vu interdire la publication d'annonces judiciaires et légales en langue catalane par la préfecture des Pyrénées-Orientales, l'a assignée devant le tribunal administratif. Ces annonces doivent toucher « le plus grand nombre de lecteurs », déclare la préfecture. Or El Punt est édité à Perpignan en catalan. Sur avis du ministère de la culture et de la communication, la préfecture avait rejeté la demande d'inscription d'El Punt sur la liste des publications habilitées à publier des annonces judiciaires et légales.

M. Carlo Sarraz, directeur de l'hebdomadaire dont le tirage s'élève à 4 500 exemplaires, conteste cette mesure. Il réplique qu'El Punt correspond aux critères définis par la loi et assure être victime de « discrimination linguistique ».

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT
Le Monde ARTS ET SPECTACLES

CARNET DU Monde

Naissances

Pascal GUILLEMET
et
Pierre BOISMORAND
sont heureux d'annoncer la naissance de
Clara
le mercredi 7 août 1991, à Besançon.
4 C, rue Réal,
25007 Besançon.

Décès

M^{me} Bernard Angot,
son épouse,
M. et M^{me} Patrick Angot
et leurs enfants,
M. et M^{me} Hervé Angot
et leurs enfants,
M^{me} Anne-Marie Angot,
sa sœur,
M^{me} Jacques Angot
et ses enfants,
sa belle-sœur et ses neveux,
M. Robert Fabre
et ses enfants,
son beau-frère et ses neveux,
Sa famille
Et ses nombreux amis,
ont la grande douleur de faire part du décès de

M. Bernard ANGOT,
ancien résistant-déporté,
officier de la Légion d'honneur,

survenu le 11 août 1991, dans sa soixante-deuxième année, muni des sacrements de l'Eglise.

La cérémonie religieuse sera célébrée le 14 août, à 10 h 30, en l'église Saint-Louis des Invalides.

Cet avis tient lieu de faire-part.
6, boulevard des Invalides,
75007 Paris.

Givet (Ardennes). Trévon-Tréguignec (Côtes-d'Armor).

On nous prie d'annoncer le décès de

docteur Pierre-Yves GOURIOU,
médecin à Givet,

survenu à l'âge de cinquante-huit ans.

Cérémonies religieuses à Notre-Dame de Givet, le 14 août 1991, à 15 h 30 et à Trévon-Tréguignec, le 17 août, à 14 h 30, où il sera inhumé.

« J'ens que la joie demeure
Alléluia ! »
On nous prie d'annoncer le décès de

M^{me} Gerty HERZFELDER,
veuve Castel,
survenue à Paris, le 7 août 1991.

Selon ses dernières volontés, l'incinération a eu lieu, dans la plus stricte intimité, le 12 août, à Paris.

77, rue des Saint-Pères,
75006 Paris.

Nico.
La famille Laurent,
fait part du décès de

M. Pierre LAURENT,
directeur de production,
survenu à Nice, le 7 août 1991.

Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité familiale.

Deux disparitions

Anthony Bliss
ancien directeur
du Metropolitan Opera

Anthony Bliss, qui a dirigé le Metropolitan Opera de 1974 à 1985, est mort des suites d'une hémorragie cérébrale le samedi 10 août à Charlestown (Canada). Il était âgé de soixante-dix-huit ans. Avocat né à New-York le 19 avril 1913 au sein d'une famille de banquiers, Anthony Bliss occupa le poste de président de la Metropolitan Association entre 1956 et 1967. L'émigration compte en effet un conseil d'administration au sein duquel sont réunis ses principaux mécènes. Il devient le directeur exécutif du « Met » en 1974, lors d'une de ses plus graves crises financières. Il instaure les programmes artistiques à long terme, réorganise la fiscalité et crée les départements média et marketing tout en informatisant la collecte de fonds.

Le chef d'orchestre japonais Kazuo Yamada

Le chef d'orchestre japonais Kazuo Yamada est mort le mardi 13 août à Yokohama d'une insuffisance cardiaque. Il était âgé de soixante-neuf ans. Né à Tokyo en 1912, Yamada est l'élève du chef d'orchestre allemand Josef Rosenstock, avant de prendre la tête de l'Orchestre symphonique du Japon — l'ancêtre de l'Orchestre symphonique de la NHK — pendant treize ans, jusqu'en 1955. Il a également dirigé des formations en Allemagne et en Israël. — (AFP)

M^{me} Marie-Antoinette Héritier,
son épouse,
M. et M^{me} Alain Bessard,
M. et M^{me} Marc Angot,
M. et M^{me} Jean-Paul Héritier,
ses enfants,
Ses petits-enfants et arrière-petits-enfants,
Sa famille
Et ses amis,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Etienne HÉRITIER,

survenu le 6 août 1991, dans sa quatre-vingt-quatrième année.

Les funérailles ont eu lieu le 8 août, à Marcigny, Saône-et-Loire.

On nous prie d'annoncer le décès de

Pierre MOUTEL,
collaborateur du Monde (1945-1969),

survenu le 8 août 1991, à l'âge de quatre-vingt-huit ans.

L'inhumation a eu lieu samedi 10 août, au cimetière de Cligny.

20, rue Fauny,
92110 Cligny.

[Né le 29 juin 1903 à Fougères (Ille-et-Vilaine), Pierre Moutel est orphelin à neuf ans. Après avoir obtenu son baccalauréat d'études et avoir effectué divers travaux, il entre en 1922 au lycée comme garçon de bureau. Il y obtient le service des cycles. En 1945, il entre au Monde, et dirige jusqu'à sa retraite, en 1969, le service des garçons de bureau du journal. Le Monde s'associe à la douleur de sa famille.]

— Sa famille
Et ses amis,
ont la tristesse de faire part du décès de

Henriette TAVIANI,
chevalier de la Légion d'honneur,

survenu le 10 août 1991, à Paris, à la suite d'une longue maladie.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 14 août, à 10 h 30, en l'église Saint-Lambert de Vaugirard, place Gerbert, Paris-15.

L'inhumation aura lieu dans le caveau familial, au cimetière parisien de Bagneux.

228, rue Lecourbe,
75015 Paris.

— Le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés a la grande tristesse d'annoncer le décès de

M^{me} Henriette TAVIANI,
ancien délégué pour la France
du haut commissaire des Nations unies
pour les réfugiés,
ancienne présidente
de Franco-Terre d'Asile,

survenue à Paris, le 10 août 1991.

Le service religieux sera célébré le mercredi 14 août, à 10 h 30, en l'église Saint-Lambert de Vaugirard, place Gerbert, Paris-15.

Ceux qui ont estimé et aimé
M^{me} TAVIANI peuvent se recueillir ou
s'unir d'attention.

— Le président,
Et le personnel de l'association
Franco-Terre d'Asile,
ont la tristesse de faire part du décès de
leur ancienne présidente.

Henriette TAVIANI,
chevalier de la Légion d'honneur,

survenue à son domicile, le samedi 10 août 1991.

La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 14 août, à 10 h 30, en l'église Saint-Lambert de Vaugirard, place Gerbert, Paris-15.

4-6, passage Louis-Philippe,
75011 Paris.

Née le 5 août 1924 à Domfront (Orne), Henriette TAVIANI a consacré la plus grande partie de sa vie au service des réfugiés. Entrée au Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) en 1959, elle a été le délégué du haut commissaire auprès du gouvernement français de 1972 à 1985. Après sa retraite, elle a présidé l'association Franco-Terre d'Asile de 1985 à 1991 ; elle a demandé à être déchargée de cette responsabilité en raison de sa maladie. Au cours de cette dernière période, Henriette TAVIANI a assuré la présidence de la Commission de sauvegarde du droit d'asile (CSDA), a suivi de près les activités de la consultation européenne pour les réfugiés et exilés au sein de son comité directeur ; enfin, elle était membre de la Commission nationale consultative des droits de l'homme auprès du premier ministre.

Anniversaires

Balma, Puy-Saint-Vincent,
Le 14 août 1991.

François AUBAY.

Il y a aujourd'hui quatre ans, François nous quittait.

Si vous l'avez connu, avec sa famille et ses amis, gardez dans votre cœur le souvenir de son sourire lumineux, dans l'espérance de la Résurrection.

La visite en Chine du premier ministre nippon

M. Toshiki Kaifu a exhorté Pékin «à rejoindre le monde le plus vite possible»

Le premier ministre japonais a quitté Pékin pour Oulan-Bator, mardi 13 août, après avoir obtenu un succès relatif dans ses initiatives sur le contrôle des ventes d'armes conventionnelles. M. Toshiki Kaifu a toutefois montré une fermeté inhabituelle à l'égard de ses hôtes chinois, qu'il a appelés à «rejoindre le monde le plus vite possible».

PÉKIN

de notre correspondant

L'annonce faite par les dirigeants de Pékin à M. Kaifu que la Chine était décidée «en principe» à adhérer au traité de non-prolifération nucléaire (le 13 août) apparaît comme un remerciement au Japon pour avoir été le premier des pays du groupe des Sept à passer l'éponge sur Tiananmen.

M. Kaifu s'est rendu sur la célèbre place, et y a déposé une gerbe à la mémoire des «immortels héros du peuple», formule employée par le régime communiste pour ses propres morts et non pas les civils tués en juin 1989.

Interrogé lundi sur le fait de savoir s'il ne craignait pas que son geste soit incompris en Occident, le chef du gouvernement japonais a répondu qu'il avait «très franchement exposé à [son homologue] M. Li Peng les graves inquiétudes entretenues par les Sept, y compris le Japon, à propos de la situation des droits de l'homme et de la démocratie en Chine», et avait «encouragé à effectuer des efforts d'une manière qui soit visible pour la communauté internationale».

Une «adaptation» des droits de l'homme

Il a reconnu à la Chine le droit d'«adapter» à ses propres conditions les principes des droits de l'homme. Mais Pékin se doit de suivre une politique qui puisse être «compréhensible et comprise» par le monde occidental. M. Kaifu a vu un progrès dans le fait que M. Li se soit dit disposé à évoquer la question face à ses interlocuteurs étrangers.

M. Kaifu n'a toutefois pas obtenu le soutien qu'il avait sollicité à son projet de résolution aux Nations unies sur la transparence des ventes d'armes conventionnelles. Les Chinois l'ont «apprécié», tout en y voyant des «obstacles», qu'ils n'ont pas explicités. Le Japon doit donc

«tenir de déterminer» leur nature, a-t-il poliment ajouté, feignant d'ignorer les déclarations des dirigeants de Pékin à ce sujet. Ceux-ci ne cessent de faire remarquer que les ventes d'armes chinoises sont «insignifiantes» par rapport à celles des pays occidentaux, notamment des États-Unis.

La visite de M. Kaifu a donné lieu aux rituelles excuses qu'un premier ministre nippon se doit de prêter pour le comportement des armées impériales en Chine pendant la dernière guerre. Mais c'est dans un style nettement plus direct que celui de ses prédécesseurs que M. Kaifu s'est exprimé. Tout en insistant longuement sur la volonté du Japon de mettre fin à l'isolement de la Chine, de manière à l'aider à «assumer ses responsabilités importantes» sur le plan international, M. Kaifu a exhorté Pékin à faire sa part d'efforts afin de «rejoindre le monde le plus vite possible».

Aux plaintes chinoises sur le déclin des investissements nippons, il a répondu que la Chine n'avait qu'à «améliorer l'environnement» devant permettre leur épanouissement. Quelque peu agacé par la demande pressante de M. Li de voir l'empereur Akihito venir en Chine l'an prochain, M. Kaifu a rétorqué que la question «nécessite une étude approfondie». La fin de non-recevoir n'est pas définitive, mais le chef de l'Etat chinois, M. Yang Shangkun, a jugé prudent de ne pas pousser M. Kaifu plus loin.

FRANCIS DERON

Un soldat soviétique libéré par la résistance

Moscou reconnaît l'existence de «deux réalités» en Afghanistan

Le premier face-à-face politique entre Soviétiques et moudjahidins depuis le départ de l'armée rouge d'Afghanistan, il y a trente mois, s'est achevé sans progrès apparents lundi 12 août à Islamabad. La libération d'un prisonnier de guerre soviétique par le groupe du Jamiat-e-Islami avait précédé cette rencontre, qui s'est déroulée au ministère pakistanais des affaires étrangères. La guérilla s'attend à ce que Kaboul relâche vingt-cinq moudjahidins dans le cadre de cet échange négocié directement avec Moscou. Le Comité international de la Croix-Rouge a offert ses bons offices pour leur rapatriement.

ISLAMABAD

correspondance

Le soldat Qurban Tachirifov a perdu l'œil droit dans un bombardement. Il a vingt-cinq ans mais en paraît quarante. Fait prisonnier en 1984 dans le nord-ouest de l'Afghanistan, il est resté de marbre pendant la cérémonie de sa libération à l'Islamabad Hotel. La chaleureuse accolade que lui a donnée l'envoyé spécial de Moscou, M. Nikolai Kozirev a été le seul instant émuant de ce moment.

M. Tachirifov était pratiquement libre de ses mouvements dans les bases du commandant Afzali. Il faut dire qu'il est tadjik, comme bon nombre de combattants du Jamiat. M. Abdul Hamid Menhaj, organisateur de la cérémonie, a eu peu avant des mots très durs contre les autorités soviétiques : «Vous vous êtes retirés d'Afghanistan, mais vous poursuivez les atrocités en livrant des missiles Scud et autres armes de

destruction massive aux criminels de Kaboul». M. Kozirev n'a presque pas bronché. Au contraire, dans un persan parfait, il a expliqué que l'URSS désirait la paix et la tranquillité en Afghanistan, mais qu'il appartenait désormais aux Afghans de trouver une solution à leurs problèmes. Il a souligné que tout règlement devait passer par un dialogue entre les moudjahidins et Kaboul, «les deux réalités» du pays. Il s'est cependant gardé de prononcer le nom du président Najibullah.

Possible mise à l'écart de M. Najibullah

Lors de la séance de négociation qui a suivi, un seul élément a été perçu comme «nouveau» par certains représentants de la résistance. Une petite phrase de M. Kozirev qui a déclaré, selon un participant : «Il y a d'autres gens à Kaboul avant que des discussions puissent avoir lieu». Le représentant du Jamiat a cru comprendre que l'URSS serait prête à écarter M. Najibullah d'un éventuel processus de règlement. Cette idée commence à faire son chemin : comme M. Najibullah reste «inacceptable» pour la plupart des membres de l'opposition, qu'il s'abstienne de participer aux pourparlers préliminaires, suggèrent-ils dans ces milieux.

Les moudjahidins, eux, souhaitent dialoguer uniquement avec Moscou. Profitant de la visite de M. Kozirev, le commandant rebelle Ahmed Shah Massoud a révisé, dans un message radio, qu'il venait de conclure un «accord direct» avec les gardes-frontières soviétiques qui «crèvent des infiltrations» vers le Tadjikistan. Les deux parties sont convenues chacune de ne pas pénétrer dans le territoire de l'autre», précise ce texte.

GAD SUTHERLAND

BOURSE DE PARIS

Matinée du 13 août

Léger raffermissement

Après deux séances d'effritement, les valeurs françaises se sont légèrement raffermies mardi matin rue Vivienne. Amorcé dès l'ouverture (+0,31 %), le mouvement de reprise devait un peu s'accroître ensuite. Aux alentours de 11 heures, l'indice CAC 40 enregistrait une modeste avance de 0,40 %. La détente observée sur le front des taux d'intérêt à court terme paraît avoir encouragé les investisseurs à reprendre quelques positions. Les échanges sont cependant restés peu effrétés.

La crise de la réparation navale marseillaise

Les salariés de Sud-Marine se prononcent sur le plan de reprise du groupe Brisard

Réunis mardi 13 août dans la matinée en assemblée générale, les salariés de l'entreprise marseillaise de réparation navale Sud-Marine devaient se prononcer sur le plan de reprise présenté par le groupe René Brisard. Le tribunal de commerce devait ensuite prendre position en début d'après-midi.

MARSEILLE

de notre correspondant régional

Après une dernière phase d'intenses négociations sur la mise au point d'un plan social, les salariés de Sud-Marine devaient se prononcer, mardi 13 août, sur l'offre de reprise de Sud-Marine proposée par le groupe René Brisard. Alors que la CGC avait déjà donné son accord, la veille, la CGT avait demandé un sursis pour consulter le personnel avant l'expiration, dans la journée, du délai légal laissé au liquidateur pour prononcer, faute de solution, le licenciement collectif des salariés.

Le tribunal de commerce devait aussi se prononcer, dans ce laps de temps, sur la requête déposée par le parquet de Marseille en vue d'autoriser la poursuite temporaire de l'activité de Sud-Marine pour permettre au groupe Brisard de mettre en application son plan de reprise en évitant «toute rupture intempestive des contrats de travail». C'est donc dans des condi-

tions très contraignantes que se sont achevées les discussions commencées, au début du week-end, avec une longue réunion entre l'intersyndicale CGT-CGC et M. René Brisard. Le PDG de la firme française de machines-outils avait accepté finalement de reprendre non plus 605 salariés, comme prévu initialement, mais 663, dont 48 avec des contrats à durée déterminée. D'autre part, il avait proposé un reclassement d'une centaine d'autres personnes au sein de son groupe en leur offrant divers postes, immédiatement disponibles, notamment de monteuses, soudeuses et peintres. Compte tenu d'une centaine de départs en préretraites, le nombre de licenciements effectifs était ainsi ramené à environ une trentaine de salariés.

«Tout est en place»

Il restait à négocier le plan social financé par les pouvoirs publics. M^{me} Eva Joly, secrétaire générale adjointe du Comité interministériel de redéploiement industriel (CIRI) s'est, exceptionnellement, déplacée, lundi, à Marseille, accompagnée de quatre autres membres du comité d'interministériel à l'emploi et du ministère de l'Industrie, pour en discuter les modalités avec les représentants syndicaux de Sud-Marine.

A l'issue d'une réunion de près de cinq heures, M^{me} Joly s'est fé-

licitée des résultats obtenus. «Tout est en place, a-t-elle déclaré, pour que Sud-Marine puisse redémarrer dans de très bonnes conditions. Nous avons un bon industriel qui a un projet assurant l'avenir de l'entreprise et qui a pu négocier, au mieux, les contrats en cours. Il dispose d'un financement, alors que Sud-Marine a souffert, jusqu'ici, d'une sous-capitalisation constante, qui a créé de graves difficultés. M. René Brisard est, enfin, un redresseur d'entreprises expérimenté, qui n'a jamais déposé le bilan de ses sociétés après les avoir reprises, ni procédé, postérieurement, à des licenciements».

La secrétaire générale adjointe du CIRI a estimé que le plan social élaboré avec les syndicats était «un bon plan». Interrogée sur le plan de charge de la future société, M^{me} Joly a admis qu'il était «important de veiller au carnet de commandes, qui, dans le cadre de l'industrie lourde, est long à se reconstituer». Mais elle a exclu toute intervention du gouvernement, demandée par les syndicats - pour favoriser le «déclat» d'une commande de plate-forme qui avait été passée au début de l'année à Sud-Marine par Elf Petroland. «Il s'agit d'un problème contractuel entre Elf et Brisard. Mais on peut être optimiste sur l'issue des discussions en cours», a-t-elle précisé.

À la demande du CIRI, le tribunal de commerce a bien voulu reporter sa décision, mardi en début d'après-midi.

GUY PORTE

M. Bernard Tapie a cédé 45 % du capital d'Adidas

Le groupe Bernard Tapie Finance (BTF) a cédé 45 % de la firme d'articles de sports Adidas, en ouvrant le capital du holding de contrôle Bernard Tapie Finance GmbH. BTF conserve toutefois la majorité des parts avec 55 % du capital, a annoncé mardi 13 août un communiqué du groupe contrôlé par Bernard Tapie. C'est le groupe britannique Pentland qui devient le second actionnaire d'Adidas avec 20,05 % du capital. Il avait récemment racheté Pony International à Adidas. Le management d'Adidas acquiert 5 % du capital, les 20 % restants étant achetés par un groupe d'investisseurs comprenant le Crédit Lyonnais, les AGF et la banque Worms.

Recul des ventes de vin français à l'étranger

Les ventes de vins et spiritueux français à l'étranger ont baissé en valeur de 2,6 % et celles de champagne ont enregistré une chute de 15 % au premier semestre 1991, a indiqué, lundi 12 août, le Centre français du commerce extérieur (CFCE). Pour les vins seuls, ce sont le Japon (-31 % en volume), la Suède (-15 %), le Royaume-Uni (-14 %) et la Suisse (-12 %) qui ont plus particulièrement boudé les produits français. En revanche, l'Allemagne (+9 %), l'Italie (+38 %) et le Danemark (+6 %) ont accru leurs achats. Les importations sont également en baisse (-1,4 %), en raison plus spécialement de la diminution des achats de vermouths (-9 %). Le solde du commerce extérieur des vins et spiritueux, qui est excédentaire de 12,5 milliards de francs, accuse toutefois une baisse de 2,7 % par rapport au premier semestre 1990.

Pour le CFCE, ces mauvais résultats - séquelle de la guerre du Golfe - s'expliquent également par la conjonction de plusieurs «circonstances très aggravantes» : l'hausse des prix, la stagnation de la consommation, le renforcement des campagnes anti-alcooliques et la chasse systématique aux produits dits dangereux.

OUVERT EN AOÛT DE LA SIMPLE RETOUCHE AU PLUS BEAU VÊTEMENT

avec la garantie d'un grand maître tailleur

LEGRAND Tailleur

27, rue du 4-Septembre, Paris - Opéra

Téléphone : 47-42-70-61

Du lundi au vendredi de 10 h à 18 h

L'ESSENTIEL

VOYAGE AVEC COLOMB

14. La Croix du Sud..... 2

ÉTRANGER

Opposition malgache

Perplexité devant l'attitude de la France..... 3

Liban :

L'affaire Aoun

Tractations entre Paris, Damas et Beyrouth..... 4

SOCIÉTÉ

Un somnifère en question

L'innocuité de l'Halcion est contestée..... 6

Les sans-logis du quai de la Gare

Toutes les familles devraient être relogées définitivement..... 6

SCIENCES • MÉDECINE

Les cinquante ans de la tée pénicilline • Ainsi soit Eve..... 7 et 8

CULTURE

Le bilan de Paris

Quartier d'été

Un beau succès pour la deuxième édition de ce festival..... 9

L'avenir de la DEFA

Le plus grand complexe cinématographique de l'ex-RDA intéresse les producteurs étrangers..... 9

ÉCONOMIE

Kodak supprime 3 000 emplois

Cette compression touchera 4 % de l'ensemble des salariés..... 12

Tourisme

Le marasme dans le monde des voyages..... 13

Un fonds de privatisation en URSS

Créé par M. Gorbatchev, il superviserait la désatatisation des entreprises..... 14

Services

Abonnements..... 8

Carnet..... 16

Echecs..... 16

Marchés financiers..... 17

Météorologie..... 17

Mots croisés..... 17

Radio-Télévision..... 17

La télématique du Monde : 3616 LEMONDE 3616 LM

Le numéro du « Monde » du 13 août 1991 a été tiré à 464 319 exemplaires.

Le Français en retard d'une fenêtre

Nos voisins d'outre-Rhin les changent trois fois plus que nous. Lutter efficacement contre le bruit, le froid et les effractions, ISO-FRANCE-FENETRES vient poser dans la journée ces fenêtres qui sont le clé du confort. La technique exclusive du premier spécialiste parisien permet de gagner aussi en clarté. Garantie dix ans. Devis gratuits.

Magasin d'exposition 111, rue La Fayette (10^e) - M^o Gare-du-Nord. Tél. 48-97-18-18.

هكزامن الشهر

Israël aura
sur l'échec